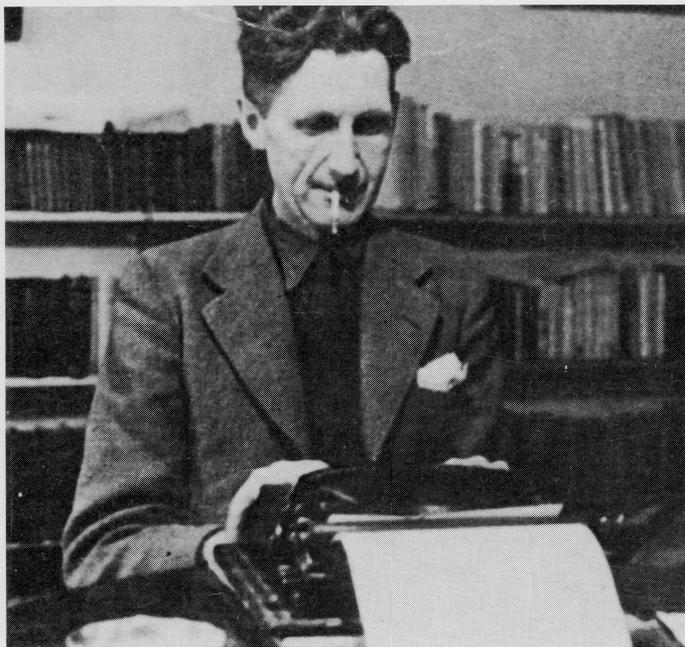


cahiers

LEON TROTSKY



MELANGES

- Alfred Mansfeld □ Trotsky à Vienne
Ian D. Thatcher □ Trotsky, l'Union Soviétique et l'économie mondiale
Charles A. Orr □ Trotsky à Mexico □ Croquis catalans
David A. Kales □ L'opposition de gauche et le trotskisme au Canada
Pierre Broué □ Les archives du KGB entr'ouvertes

51

octobre 1993

Revue trimestrielle □ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 51

Octobre 1993

MELANGES

Présentation 3

Colloque à Kharkov sur **K. G. Rakovsky** 4

TROTSKY

Alfred Mansfeld — Trotsky à Vienne 5

Ian D. Thatcher — Trotsky, l'Union Soviétique et l'économie mondiale 19

Charles A. Orr — Trotsky comme je l'ai vu à Mexico 35

CHARLES ORR : croquis catalans

— Souvenirs sur l'hôtel Falcón de Barcelone 45

— La révolution espagnole vue en Catalogne 59

— Hommage à Orwell 81

David A. Kales — L'Opposition de gauche et le Mouvement trotskyste au Canada de 1927 à 1940 89

Pierre Broué — Les archives du KGB entr'ouvertes.....	117
LES DEPARTS	126
— Marguerite Bonnet	
— Fulvio Abramo	

Photo de couverture : George Orwell

Présentation

Nous présentons ici un deuxième numéro de *Mélanges* et nous en expliquons à nouveau. La production de notre revue est en effet planifiée avec parfois plus d'une année d'avance et consiste en des numéros trimestriels portant sur un thème précis. Mais il arrive que des amis nous envoient des articles qui n'entrent pas dans ce cadre, voire que nous-mêmes soyons amenés à reporter, faute de place ou parce qu'ils décentrent un numéro.

Nous mentionnons d'abord avec fierté notre participation au Colloque Rakovsky de Kharkov en septembre.

La première rubrique de ces *Cahiers Léon Trotsky* est consacrée à Trotsky. **Mansfeld** a reconstitué son séjour à Vienne. Ian **Thatcher** analyse sa position sur l'économie mondiale. L'Américain Charles **Orr**, un vétérán, raconte sa visite à México.

Suit un ensemble d'articles sur la Guerre d'Espagne rédigés il y a une dizaine d'années par Charles Orr, en tant que témoin, inédits, et qui nous paraissaient mériter d'être connus par la fraîcheur et la qualité du témoignage. Nous nous sommes permis d'ajouter parfois en note des éléments inconnus de tous à l'époque de la rédaction de ces articles.

Nous avons prévu l'article de **Kales** sur les trotskystes au Canada pour un des numéros sur les trotskystes pendant la guerre, mais il en déborde largement le cadre chronologique, d'où sa place finale dans ce volume.

Enfin, Pierre **Broué** présente un livre sur le dossier Orlov au K.G.B. — une véritable « première », avec des révélations et des confirmations.

Institut Léon Trotsky

Un colloque d'historiens sur Khristian Georgévitch Rakovsky à Kharkov

Un colloque a été organisé à Kharkov du 20 au 23 septembre, sur le combat de Khristian Rakovsky, ami de Trotsky et victime de Staline. Il a coïncidé avec la parution de la biographie du grand révolutionnaire, réalisée par G.I. Tcherniavsky et G.M. Stanchev.

Ancien colonel de l'aviation rouge sous une autre identité au temps de Staline, fondateur de *Memorial* en Ukraine, recteur de l'université scientifique de Kharkov, **Khristian Valerianovitch Rakovsky**, neveu du grand Rakovsky, présent avec toute sa famille à Kharkov à cette occasion, a manifesté sa sympathie et sa profonde reconnaissance pour l'Institut Léon Trotsky et l'action des *Cahiers*.

Avec lui se trouvaient les deux membres du bureau de l'Institut alors présents en Ukraine, A.V. Pantsov et Pierre Broué, le collaborateur allemand des *CLT*, Thomas Zoeller, et surtout les organisateurs du colloque, nos amis et collaborateurs G.I. Tcherniavsky, son président, et M.V. Lobanova (Macha), sa secrétaire. Tous ont été reçus dans la famille de Rakovsky et se sont recueillis au cimetière autour de la pierre où son nom est gravé.

Ce fut un grand moment de l'histoire de notre Institut : émotion et fraternité, chagrin et espérance. Et nous avons eu la joie d'apprendre que Rakovsky était mort debout, en combattant, défiant les tueurs de Staline et prédisant que des millions de cadavres, dont le sien, dénonceraient un jour les crimes de la bureaucratie alliée à l'impérialisme. Rakovsky n'est pas oublié des vieux, et des jeunes, qui ne savaient même pas son nom il y a quelques années, le révèrent et l'admirent aujourd'hui. Son exemple enflammera encore bien des courages.

P. Broué, A.V. Pantsov

Alfred Mansfeld

Trotsky à Vienne

Premiers contacts avec Vienne

Le premier séjour de Trotsky à Vienne se situe en l'an 1902. Il constitue la fin la plus heureuse d'une évasion aventureuse de sa détention sibérienne et au début de sa première émigration.

Sur les instances de Lénine, le jeune révolutionnaire allait se joindre à Londres à la rédaction de *l'Iskra*. Comme première grande étape intermédiaire, on avait prévu Zürich où il devait rencontrer Akselrod. Selon ses propres indications^{1,2}, il passa la frontière autrichienne au poste frontalier galicien de Brody³. Peu après, il apparut cependant que le viatique dont il disposait ne suffirait pas pour une traversée rapide de l'Autriche et Trotsky se décida rapidement à faire un détour par Vienne. Il voulait y exposer à Victor Adler que l'intérêt de la révolution russe exigeait la poursuite immédiate du voyage vers Zurich et essayer d'obtenir de lui les moyens nécessaires. A la rédaction de *l'Arbeiterzeitung*, il tomba sur Friedrich Austerlitz qui lui expliqua avec quelque violence verbale qu'on était dimanche et qu'en aucun cas le repos du docteur ne devait être troublé. La surprise de Trotsky brillait encore entre les lignes de son autobiographie quand il rapporta :

« Ce monsieur m'en imposait par le tonnerre de sa voix. Il me semblait bien pourtant qu'il disait des bêtises. Il m'était impossible de concevoir que le repos dominical fût au-dessus des exigences de la révolution »⁴.

¹ Trotsky, *Ma Vie*, T, pp. 217 sq.

² Trotsky, *Ma Vie*, I, p. 215-217 (référence à l'édition en 3 vol).

³ A l'origine, il devait franchir la frontière par Kamenets-Podolsk ; Trotsky ne dit rien sur les raisons de ce changement.

⁴ Trotsky, *Ma Vie*, p. 220. Ci après *MV*.

Il parvint en tout cas à obtenir d'Austerlitz l'adresse souhaitée et rencontra « un homme de taille moyenne, un peu voûté, presque bossu, les yeux gonflés dans un visage las »¹. Adler aurait certainement eu vraiment besoin de repos, mais les deux hommes se comprirent vite et Trotsky put poursuivre son voyage vers Zurich.

Le deuxième séjour de Trotsky date de l'année 1905. Après sa brouille avec Lénine et après avoir pratiquement rompu aussi avec les mencheviks, il se fixa à Genève. C'est là qu'il reçut de Martov le 23 janvier 1905 les premières informations sur le dimanche sanglant de Petersbourg² :

« Un flot sourd et brûlant me monta à la tête. Je ne pouvais plus rester à l'étranger. »³

Le voyage de retour vers Petersbourg en compagnie de Natalia Sedova le ramena à Vienne et chez Victor Adler.

« Victor Adler était tout entier absorbé par les affaires russes. Il procurait de l'argent, des passeports, des adresses aux émigrés. Dans son appartement un coiffeur me fit une autre tête, mon signalement étant trop connu des agents de la Sûreté russe à l'étranger »⁴.

C'est ainsi que ses séjours à Vienne dans les années 1902 et 1905 forment en quelque sorte les parenthèses de sa première émigration. Cependant cette ville n'acquiesça la plus grande importance pour lui que dans la phase de son deuxième exil⁵.

Les années viennoises

Le tsarisme avait vaincu la révolution de 1905 par des promesses qu'il ne tint pas. Trotsky fut arrêté le 16 décembre 1905 en tant que président du Soviet de Petersbourg et par la violence. A la suite du procès qui s'ouvrit le 2 octobre 1906 contre les membres de la commission exécutive du Soviet de Petersbourg, au cours duquel il prit brillamment position de façon enthousiasmante en faveur

¹ *Ibid*, p. 221.

² Le dimanche 22 janvier 1905, une manifestation pacifique devant le Palais d'Hiver à Petersbourg fut prise sous le feu, ce qui déclencha l'explosion révolutionnaire.

³ *MV*, II, p. 260.

⁴ *Ibidem*.

⁵ De 1907 à 1917.

de l'insurrection armée et de la révolution, il fut condamné à une nouvelle peine de bannissement en Sibérie¹.

Après une nouvelle évasion et sa participation au 5e congrès du parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), du 13 mai au 1er juin 1907 à Londres, il se retrouva bientôt à Vienne.

Les indications diffèrent cependant sur le moment de son arrivée. Trotsky lui-même la situe en octobre :

« En octobre 1907, j'étais de nouveau à Vienne. J'y fus bientôt rejoint par ma femme qui ramenait notre enfant (Natalia Sedova et Lev). Dans l'attente d'une nouvelle montée du flot révolutionnaire, nous nous établîmes en banlieue, à Hütteldorf »².

La direction de la police de Vienne, responsable en tant qu'organe central de la surveillance des anarchistes³, communique cependant dans un texte du 26 février 1924, adressé au maire et président de Vienne :

« Léon Trotsky, en réalité Leo Bronstein, écrivain, né le 28 octobre 1878 à Griomley, du gouvernement de Kherson en Russie, et en étant ressortissant, juif, marié; est arrivé à Vienne en décembre 1907, vraisemblablement en provenance de Bohême, et y a séjourné plusieurs années avec de brèves interruptions. Trotsky, qui s'est à plusieurs reprises reconnu dans l'orientation menchevique, n'a, pendant son séjour viennois, donné motif à aucune remarque préjudiciable. Peu avant que la guerre éclate, il est parti pour la Suisse, visiblement pour échapper à l'internement en tant que citoyen russe en état de porter les armes »⁴.

S'agissant de son domicile viennois, Bon Custos, un journaliste apparemment bien informé, assure qu'il se serait agi d'abord de la Hüttelbergerstrasse 55⁵. A propos de cet endroit, Trotsky fait dire à Natalia Sedova, dans son autobiographie, que c'est là qu'est né son deuxième fils, Sergéi. Selon Custos, ce logement aurait été résilié par décision judiciaire le 1er mai 1908 du fait de loyers impayés. Il s'ensuivit un déménagement dans la Sieveringstrasse 19. Cependant pour la même raison et à cause de difficultés avec les voisins, il y eut aussi résiliation. A. A. Joffé, collaborateur de la *Pravda* et futur diplomate de l'Union soviétique, habitait alors dans la Frieselgasse 40 et procura à Trotsky un appartement de deux pièces dans la même maison. Mais

¹ L.T., *La Révolution russe de 1905*, Berlin, 1923.

² *MV* II, p. 50.

³ Instruction confidentielle du ministère de l'Intérieur, 1899; Archives d'Etat, de la Cour et de la Dynastie; Registre F 25 carton 9.

⁴ Archives de documentation sociologique et économique de la Chambre ouvrière de Vienne, carton Trotsky. Ultérieurement SOWIDOK.

⁵ Bon Custos, "Les Journées viennoises de Trotsky", *Der Tag*, 1er mars 1925.

Trotsky n'habita pas là longtemps non plus. Il alla en 1911 dans une maison Rodlergasse 25, où il resta jusqu'en 1914¹.

Arbeiterzeitung rapporte par ailleurs que Trotsky aurait habité du 14 août 1911 au 12 août 1914 à Vienne, Rodlergasse 25, mais, auparavant, dans la Weinbergergasse 43². Pour éclairer cette question, on recommandera de consulter le mémoire de Paul Bustos qui a, entre autres, étudié cette question dans le moindre détail³.

Dans la rue Sievering, ils développèrent également des relations étroites avec la famille de l'émigrant S.L. Kliatchko, mais ces dernières étaient plutôt de nature amicale. Vinrent également lui rendre visite à la rue Sievering, ses parents et sa fille aînée issue de son mariage avec Aleksandra Sokolovskaia.

Trotsky et la social-démocratie autrichienne

Dès le premier moment de son long séjour à Vienne, Trotsky montra un vif intérêt pour la social-démocratie autrichienne et devint aussi, selon ses propres indications⁴, membre de ce mouvement. Il ne lui fut certes pas possible d'établir une relation amicale avec les sommets du parti :

« Devant les leaders, j'avais la sensation d'être en présence d'étrangers et, en même temps, je trouvais sans la moindre peine une langue commune avec les ouvriers social-démocrates que je voyais aux réunions ou à la manifestation du 1er Mai »⁵.

Le comportement de nombre de ces gens, la joie que leur procurent leurs titres et leurs honneurs étaient pour lui très étranges, voire incompréhensibles :

« A Vienne, vieille cité impériale, hiérarchisée, pleine de vaine agitation et de vanité, les académiciens du marxisme se donnaient l'un à l'autre du *Herr Doktor*. Les ouvriers appelaient souvent les académiciens de la révolution "*Camarade Herr Doktor*" »⁶.

Seul son vieil ami mécène et protecteur Victor Adler constitue l'exception au jugement qu'il porte sur les dirigeants du parti autrichien :

« Il (V.Adler) était, sous tous les rapports, infiniment supérieur à ses collaborateurs. Mais il était depuis longtemps sceptique. Son tempérament de

¹ *Arbeiterzeitung*, 8 juillet 1989 (ultérieurement AZ).

² *Ibidem*.

³ Paul Custos, Des social-démocrates russes à Vienne (1900-1917), Wien, 1992.

⁴ *MV*, II, p. 54.

⁵ *Ibid.*, p. 55.

⁶ *Ibid.*, p. 59.

militant se gaspillait dans l'agitation des petites affaires courantes de la vie autrichienne. Aucune perspective ne s'ouvrait et Adler tournait parfois ostensiblement le dos aux perspectives qui pouvaient s'ouvrir »¹.

Aussi dur que puisse paraître ce jugement, il trouve cependant un écho, atténué certes et caractérisé par une plus grande sensibilité pour les affaires de la politique autrichienne. Dans la correspondance entre Victor Adler et Anton Hueber, dans une lettre du 14 juin 1920, Adler écrit à propos de ses soucis :

« Je ne veux même pas parler des difficultés dans le parti, de la pénurie de gens de premier plan à quelques postes importants. Mais l'essentiel est que chez nous la lutte de classes est très compliquée ! Vous pouvez me croire : combien j'aimerais souvent foncer comme c'était possible autrefois quand nous n'étions encore qu'un petit parti ! Mais je dois me ressaisir et réfléchir à chaque pas, parce que les circonstances avec lesquelles nous devons compter sont très complexes ! »².

Le journaliste Lev Trotsky

Concernant son activité à Vienne, Trotsky écrit :

« Mon travail, pendant les années de réaction, a consisté pour une bonne part en commentaires sur la révolution de 1905 et en une préparation théorique pour l'autre révolution »³.

C'est pourtant un fait que cette époque, en comparaison avec d'autres périodes de sa vie, est plutôt pauvre en travaux théoriques. Il développe plutôt avec cette énergie incessante, apparemment inépuisable, qui le caractérise, une intense activité journalistique. Sous son vieux pseudonyme *Antid Oto*, il est correspondant ⁴ à Vienne de la *Kievskaya Mysl*, mais travaille aussi de façon irrégulière avec d'autres journaux et revues comme *Loutch, Den, Odesskie Novosti, Borba, Die neue Zeit, Vorwärts, Le Peuple* ⁵ et *Der Kampf*. C'est un article paru dans la *Neue Zeit* ⁶ qui fut l'occasion d'une détérioration sensible de ses rapports avec les sommets du parti autrichien. Trotsky explique qu'il s'y prononçait « ouvertement contre le chauvinisme du parti austro-allemand »⁷.

¹ *MV* II, p. 57.

² Archives de l'Union pour l'histoire du mouvement ouvrier, carton Hueber.

³ *MV* II, p. 69.

⁴ *Ibidem*, p. 70.

⁵ Deutscher, éd. alld, *Le Prophète armé*, p. 181.

⁶ "Psychologie nationale ou point de vue de classe ?", *Die neue Zeit*, 1909, p. 76.

⁷ *MV* II, pp. 57-58.

L'article est cependant surtout consacré à la critique de Karl Leuthner, alors rédacteur à la rubrique étrangère d'*Arbeiterzeitung*, et à ses idées passablement nationalistes. Dans son autobiographie, Trotsky indique que ce texte était « très circonspect, très modéré », mais il faut le considérer en fonction de ses habitudes critiques, rien moins que réservées, d'ordinaire, car « Kautsky, nous dit-il, l'imprima après avoir beaucoup hésité »¹.

Après sa publication, Otto Bauer s'empressa de demander des comptes à Trotsky :

« Un samedi, Otto Bauer s'approcha de la table de café à laquelle nous étions assis, S.L. Kliatchko et moi, et entreprit de me donner une sévère leçon. Je conviens que je perdis même ma présence d'esprit sous le déluge de mots dont il m'accabla »².

C'est vraisemblablement à cette occasion ou tout au moins au cours des années viennoises que se situe le fondement de l'aversion, plus tard toujours insurmontable, que ce révolutionnaire exceptionnel nourrit contre le dirigeant de la social-démocratie autrichienne.

Après la publication des mémoires de Trotsky dans la *Neue Freie Presse*, Leuthner se sentit obligé de donner sa propre version³. Il y affirme que l'article en question n'a été qu'une attaque contre sa personne et avait trouvé son point de départ dans un essai qu'il avait fait paraître peu auparavant dans les *Sozialistische Monatshefte*⁴. Trotsky n'aurait eu droit à ces remontrances que parce qu'il avait indiscrètement utilisé mal à propos des affaires intérieures à la direction. Mais il ne précise pas ce qu'il faut entendre par là.

Congrès d'Innsbruck (1911) : Trotsky et la Terreur

Pourtant la critique qu'il fait de la direction n'empêche pas Trotsky de participer activement à la vie du Parti. C'est ainsi qu'il est mentionné dans le protocole du congrès du parti en 1911 à Innsbruck, comme intervenant et rapporteur pour le POSDR.

Dans son intervention, Trotsky saisit l'occasion du meurtre du premier ministre russe Stolypine⁵, qu'il caractérise comme dirigeant « de la contre-révolution victorieuse dans tous les domaines de la vie publique » pour aborder la situation du mouvement ouvrier en Russie.

¹ *Ib.*, p. 58.

² *Ibidem*.

³ *Arbeiterzeitung*, 17 août 1935.

⁴ "Les tâches de la social-démocratie allemande en politique étrangère", *Sozialistische Monatshefte* ; Berlin 1908, p. 1126.

⁵ P.A. Stolypine, depuis 1906 ministre de l'Intérieur et Premier Ministre, fut abattu à Kiev le 19 septembre 1911.

Au cours des cinq années 1906-1911, les tribunaux tsaristes, inspirés par Stolypine, ont frappé 37 260 « criminels » politiques, dont 31 000 condamnés à de lourdes peines de cachot ou d'exil. Sur la voie de l'arbitraire administratif, des centaines de milliers furent bannis, ruinés dans leur existence entière, envoyés en Sibérie. Le nombre moyen des détenus politiques en Sibérie — et dans les provinces du nord de la Russie d'Europe — ne s'est pas élevé à moins de 25 000 dans ces deux dernières années et 6992 ont été condamnés à mort par les conseils de guerre de Stolypine, dont 3741 ont été exécutés, et parmi eux 3015 politiques (...) Le nombre des imprimeries clandestines qui furent interdites pendant ces années s'élève à 250¹.

Bien sûr, Trotsky ne fait suivre ces informations d'aucune référence. L'étendue de la persécution de l'opposition dans l'empire tsariste post-révolutionnaire devait pourtant avoir vraiment atteint une ampleur considérable. Cela peut être également déduit des rapports annuels, classés confidentiels, de la direction de la police viennoise sur l'évolution du mouvement social-démocrate et anarchiste en Autriche, en Europe et aux EU².

Ces synthèses donnent un aperçu très détaillé (force numérique, structure organisationnelle et buts) de la social-démocratie autrichienne et une vue un peu plus ramassée, mais cependant rédigée également avec une grande compétence, sur le développement des partis et fractions socialistes des pays d'Europe. On remarque pour l'année 1907, sur la situation de la Russie :

« Au cours de l'année de ce rapport, notamment après la dissolution de la deuxième douma le gouvernement commença sur la base des normes de la juridiction des associations à dissoudre les syndicats et à les interdire, à emprisonner les dirigeants du fait de leurs convictions socialistes et de leur participation à des luttes salariales, si bien qu'à la fin de l'année écoulée on peut considérer le mouvement syndical russe comme presque anéanti. La presse syndicale également qui, depuis 1906, sortait jusqu'à soixante-douze feuilles professionnelles, a été paralysée par des mesures administratives du même genre, si bien qu'il ne subsiste à l'heure actuelle que quatorze organes dont douze paraissent à Petersbourg, un à Moscou et un à Nijni-Novgorod ». (Instruction confidentielle du ministère de l'Intérieur, 1899; Archives d'Etat, de la Cour et de la Dynastie; Registre F 25 carton 9).

« Pour prévenir les mesures du gouvernement, des tentatives ont été faites également pour fonder des organisations illégales et des imprimeries clandestines, mais pour la plupart, ces entreprises ont échoué »³.

¹ Protocole des débats du congrès du POSD allemand en Autriche, Innsbruck, 1911, p. 131 (ultérieurement Protocole).

² Le Mouvement social-démocrate et anarchiste en 1907 (Wien 1908), Archives d'Etat, de la Cour et de la dynastie, 706 PAI 1909-1927 (ultérieurement *Mouvement*)

³ *Mouvement* 1908.

Le Terrorisme et le Mouvement révolutionnaire russe

Dans cette situation désespérée, privés de toute possibilité d'expression démocratique de l'opinion, bien des socialistes russes se vouaient désormais à la terreur politique. Ce tournant ne signifiait cependant aucune rupture avec des traditions politiques voire la sortie des sentiers battus. Il s'agissait bien plutôt d'une régression, de vieilles pratiques de combat politique dans ce pays, même sur une base plus large. C'est ainsi qu'on trouve, bien au début du mouvement révolutionnaire russe, bien avant la familiarité avec les idées de Marx et d'Engels, du nihilisme, une orientation encore purement intellectuelle et utopique. Cependant ce mouvement produisit bientôt des personnalités comme Bakounine et, sous une forme exacerbée, Tkatchev¹. Dans son *Catéchisme du révolutionnaire*, Tkatchev résume ses conceptions d'une personnalité révolutionnaire

« Un révolutionnaire est un homme voué à la mort. Il n'a ni intérêts personnels ni affaires, ni sentiments personnels ni attaches, rien qui lui soit propre, même pas un nom. Tout en lui est dominé par un seul intérêt, une seule passion : la révolution. Le révolutionnaire a rompu non seulement en paroles, mais aussi en actes, avec toutes les lois comme avec toute morale... Il ne connaît qu'une science, la destruction et qu'un seul but —, la destruction la plus impitoyable » (Instruction confidentielle du ministère de l'Intérieur, 1899; Archives d'Etat, de la Cour et de la Dynastie; Registre F 25 carton 93).

Même si ce credo peut être exagéré et s'il ne caractérise certainement pas tout le mouvement, c'est pourtant ici que s'exprime le plus clairement la disponibilité récurrente à recourir aux méthodes du terrorisme.

Les *narodniki*, étudiants et intellectuels enthousiasmés par l'idée de l'éducation et de l'instruction populaires et chassés des universités par le ministre réactionnaire de l'éducation nationale, Boudiatine, ont cherché à transmettre une formation politique aux paysans simples et incultes². Mais ils ne furent pas compris et ont été rejetés, si bien que leur mission échoua. Amers et déçus, ils se tournèrent alors vers le terrorisme. C'est de là que demeure toujours présente dans le mouvement révolutionnaire la disposition à se saisir aussi de cette méthode. En fut également victime le tsar Alexandre II qui mourut le 1er/13 mars 1881 des suites d'un attentat à la bombe.

Provoqué par les mesures de répression du gouvernement après la révolution de 1905, le terrorisme connut un nouvel essor. Cette fois-ci, ce fut surtout le parti des socialistes révolutionnaires qui en usa. Il tint en décembre

¹ *Mouvement 1884-1885*

² Durant "l'été fou" de 1873 se produisit un soulèvement de masse des *narodniki* dans le peuple.

1908 à l'étranger une conférence secrète à laquelle participaient 48 délégués de Russie et 14 membres vivant à l'étranger. Comme on peut l'apprendre à travers l'organe de ce parti *Rossiskaia Tribuna*, cette conférence se prononça contre la douma et assura que l'unique moyen dont le parti devrait se servir à l'avenir serait la terreur¹. L'importance des actions terroristes de ce parti fut cependant considérablement réduite après qu'Azev, l'un de ses dirigeants, ait été démasqué comme agent de la police.

Par une interprétation tout à fait arbitraire de l'exigence de l'expropriation des expropriateurs, des groupes plus petits et agissant de leur propre initiative, accomplirent sous le manteau de l'activité révolutionnaire des attaques terroristes contre des banques et des transports postaux. C'est pour cela que le POSDR dans sa totalité se vit contraint de prendre une position sans équivoque :

« Vis-à-vis des actes de violence continuels des groupes et organisations terroristes qui relèvent en partie des anarchistes purs, en partie des maximalistes (la fraction la plus radicale des s.r. avec une forte tendance vers l'anarchisme) et d'autres partis, le parti social-démocrate prit de nouveau position. Plusieurs fois des conférences adoptèrent des résolutions condamnant tout acte de terreur et particulièrement les "expropriations" qui se présentent plutôt comme de vulgaires actes de banditisme sous pavillon révolutionnaire et interdisaient sous peine d'exclusion du parti, la participation de camarades du parti à de telles actions terroristes »².

Le « Non » de Trotsky au terrorisme

Le point de vue de Trotsky contre le terrorisme n'est pas moins clair. C'est même à cause de cette position qu'il défend aussi dans *Vorwärts* qu'il en arrive à la rupture avec Lénine.

« Lorsque la révolution fut brisée, les expropriations à main armée et les attentats des terroristes devenaient inévitablement une cause de désorganisation, même du plus révolutionnaire des partis. Le congrès de Londres (1907) avait interdit les expropriations avec les voix des mencheviks, des Polonais et d'une partie des bolcheviks. (...) Les expropriations se sont poursuivies après le congrès, nuisant au parti. C'est sur ce point que j'avais porté le coup dans le *Vorwärts*. — Est-il possible que vous ayez écrit cela ? s'écriait Lénine d'un ton de reproche, lorsque, sur ses instances, je lui communiquai de mémoire les principales idées formulées dans mon article. "Ne pourrait-on, par un télégramme, empêcher la publication ? — Non, répondis-je, l'article doit paraître ce matin. Et puis, pourquoi en arrêter la publication ? L'article est juste". (...) Dans ma vie, ce fut le moment du choc le plus sévère avec Lénine »³.

¹ *Mouvement 1908.*

² *Mouvement 1907.*

³ *MV II*, p. 67.

Trotsky défendit aussi le même point de vue sans concessions au congrès d'Innsbrück de la social-démocratie autrichienne lorsqu'il souligna, dans son discours, que « les social-démocrates russes comme d'ailleurs toute la social-démocratie ont toujours été contre la méthode terroriste parce qu'elle est inopportune, parce que le désarroi qu'elle provoque dans nos rangs est bien pire que le désarroi qu'elle suscite dans les rangs de l'ennemi ! »¹

La *Pravda* de Vienne

Trotsky investit beaucoup d'énergie, de temps et d'argent dans la rédaction et la sortie de la *Pravda* : il voulait visiblement créer avec ce journal un organe qui lui permette d'atteindre une large base avec une ample indépendance à l'égard des autres courants politiques. Il ne la fonda cependant pas. La *Pravda* était une feuille inconnue publiée depuis 1905 par un groupe de mencheviks (Spilka). Le journal avait fait faillite et ses éditeurs espéraient que Trotsky lui insufflerait une nouvelle vie². Au départ, la *Pravda* fut publiée à Lemberg et ce n'est qu'en 1909 que sa sixième édition parut à Vienne. C'était également connu de la direction de la police de Vienne, ainsi qu'elle en informa le maire de Vienne :

« Le périodique *Pravda* parut de janvier à août à Lemberg, de cette date à 1912 à Vienne et fut publiée par la ressortissante autrichienne Nehoma Strasser, domiciliée au 8 Lazarethstrasse à Vienne 9. Le véritable rédacteur de cette feuille doit être en fait Leon Bronstein. La *Pravda*, qui paraissait d'abord deux fois, puis une fois par mois, traitait des événements contemporains de Russie dans les domaines politique, économique, culturel et littéraire; dans la dernière année de son existence, la feuille avait aussi un supplément, *Morjak* (le marin) qui défendait les intérêts professionnels des marins russes en mer Noire. Le tirage atteignait entre 5000 et 8000 exemplaires et, autant qu'on puisse le savoir, était expédié entièrement en Russie »³.

La *Pravda*, elle-même, donne en effet comme lieu de publication « Vienne 9, Mariangasse 17 », et comme adresse de contact jusqu'au numéro 21, « Louise Koller, Vienne 19, Panzergasse 12 » au numéro 22, « Louise Koller, Vienne 19 Heiligenstadterstrasse 159 » et au numéro 23, « Vienne 19/5, Sievering, boîte postale 3 ». Trotsky rapporte certes qu'il s'était tenu en contact avec les marins de la mer noire, mais ne mentionne cependant pas de supplément à la *Pravda*⁴.

¹ Protocole, p. 131

² Deutscher, *op.cit.* p. 188

⁴ SOWIDOK, Carton Trotsky.

⁴ MV II, P. 69-70.

Durant toute son existence, la *Pravda* de Vienne fut accablée de problèmes financiers. Trotsky publiait des plaintes sur le manque d'argent et les difficultés qui en résultaient pour l'imprimerie, le port et le transport vers la Russie. Il s'efforça d'obtenir de l'aide des social-démocrates allemands et aussi de Lénine, mais celui-ci fit dépendre une aide d'une participation à la rédaction que Trotsky refusa cependant¹. Malgré toutes ces difficultés, la *Pravda* trouva pourtant un écho si important que la police politique secrète, l'Okhrana, s'en mêla².

Parmi les collaborateurs du journal, on compte : Skobélev, Semkovsky, Riazanov, Ouritsky, Victor Kopp et A.A. Joffe. Le public visé étaient les simples ouvriers sans formation politique. En dépit de tous les efforts pour préserver son indépendance après la conférence de Paris de 1910, Kamenev fut provisoirement accepté dans la rédaction. La feuille reçut à cette époque une aide de 150 roubles par mois³.

L'historiographie officielle du PCUS rapporte que « contre la volonté de Lénine, un plénum du CC fut convoqué en janvier 1910 ». Celui-ci avait décidé d'arrêter la parution du journal bolchevique *Proletarii* et d'accorder un soutien financier à un journal de Trotsky, la *Pravda* que celui-ci animait à Vienne. Kamenev entra dans la rédaction du journal de Trotsky et en accord avec Zinoviev, tenta de transformer le journal de Trotsky en journal du CC. » Cependant, après la rupture de Trotsky avec le CC, Kamenev quitta la rédaction à l'été de la même année et l'aide financière fut suspendue.

L'impossibilité d'une prise d'influence conduisit les bolcheviks en avril 1912 à l'impression d'un plagiat. Ce dernier fut publié à Petrograd sous la direction de Staline. Celle-ci (la *Pravda* de Petersburg) conformément à la directive de Lénine, sur l'initiative de Staline, Olmsky et Poletaïev (...) Son premier numéro parut le 22 avril (5 mai)⁴. Lorsque Trotsky protesta contre l'usurpation du nom, Lénine conseilla par lettre à la rédaction de publier dans la colonne « Réponses à nos lecteurs : A Trotsky, de Vienne. Nous laisserons sans réponse votre lettre d'avocat grincheux »⁵.

Bloc d'août, correspondant de guerre, Staline

A côté de la publication de la *Pravda*, les années à Vienne sont marquées par les efforts pour obtenir un équilibre entre mencheviks et bolcheviks et ainsi, en dernière instance, une réunification, du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Après l'échec de la tentative au cours de la conférence de Paris en 1910,

¹ Harry Wilde, *Léon Trotsky vu par ses propres témoignages*, en allemand, p. 72.

² Deutscher, *op.cit.* note 25

³ EBD, p. 190.

⁴ *Histoire du PCUS*, p. 165. Edition allemande du PC autrichien.

⁵ *Ibidem*, p. 179.

Trotsky s'efforce en août 1912 de convoquer à Vienne une conférence de toutes les orientations social-démocrates dans l'émigration. Bien que le groupe de Lénine repousse toute participation, la réunion se tient à Vienne¹ du 25 août au 8 septembre 1912 et il en ressort le « bloc d'août » qui était voué à une courte existence. Même la majorité des mencheviks ; sous la direction de Plékhanov, gardait ses distances vis-à-vis du bloc d'août :

« Plékhanov et son groupe de membres du parti parmi les mencheviks qui persistaient sur une série de questions dans leur point de vue menchevique, s'écartèrent décidément du bloc d'août et des liquidateurs², et aspirèrent à un accord avec les bolcheviks. Lénine accepta l'offre de Plékhanov et forma un bloc temporaire avec lui contre les éléments anti-parti dans l'espoir qu'un tel bloc serait avantageux pour le parti et nuirait aux liquidateurs »³.

Trotsky, lui-même déçu, se détourne bientôt de la politique dans l'émigration. Il accepte en septembre 1912 l'offre de la *Kievskaja Mysl* d'aller comme correspondant de guerre dans les Balkans et quitte Vienne en octobre. Dans cette nouvelle tâche, il pouvait déjà s'appuyer sur des expériences et des liens, puisqu'il était déjà présent en juillet 1910 au congrès panslave de Sofia⁴. Lors d'un nouveau séjour, il ne reste certes que quelques jours et repart ensuite pour Vienne. En 1913, un correspondant de la *Frankfurter Zeitung* rencontre Trotsky à Constantinople. Il s'en suit un séjour de quatre mois à Sofia et le retour à Vienne⁵.

Durant un séjour viennois fin janvier ou début février 1913, il rencontre Staline pour la première fois chez Skobelev. L'homme apparaît à la porte, se sert du thé et repart.

« Skobelev me dit que c'était un Caucasiens du nom de Djougachvili, qui venait d'entrer au comité central bolchevique et qui commençait visiblement à acquérir une certaine importance »⁶.

Cette description repose sur un mémorandum de Trotsky du 22 septembre 1939 aux archives de Harvard. Isaac Deutscher ajoute cette remarque :

« Dans mon livre *Staline*, j'ai écrit par erreur que "ni Trotsky ni Staline n'avaient dépeint leur rencontre à Vienne". Trotsky attendit en tout cas sa dernière année pour parler »⁷

¹ Deutscher, *op.cit.* p 198, en allemand..

² Les liquidateurs réclamaient la dissolution de l'organisation illégale.

³ *Histoire du PCUS*, p. 166

⁴ Deutscher, *op. cit.* p. 196.

⁵ *Frankfurter Zeitung*, 14 janvier 1918.

⁶ Deutscher, *op.cit.* p. 204

⁷ *Ibidem*, n. 62.

Lors de leur première rencontre, Trotsky ne put certes pas prendre garde à Staline. Celle-ci eut lieu au cours du congrès de Londres en 1907. Il y lança des accusations contre les bolcheviks essentiellement à cause des expropriations et, vers la fin du congrès, se prit violemment de querelle avec Lénine.

« Durant tout le congrès, un délégué caucasien inconnu qui était en étroites relations avec les groupes bolcheviques de combat, Djougachvili — il n'avait pas encore adopté le pseudonyme de Staline — attendait en silence le résultat des affrontements et les instructions de Lénine »¹.

Déclaration de guerre

Le 3 août 1914, Trotsky se rend à la rédaction de l'*Arbeiterzeitung*. La nouvelle de l'assassinat de Jaurès vient juste d'arriver. La confusion est générale et les positions les plus diverses se manifestent sur la guerre. Trotsky raconte que nombreux étaient ceux qui, comme par exemple Julius Deutsch, montraient une franche satisfaction, tandis que « d'autres et à leur tête Victor Adler, considéraient la guerre comme une catastrophe extérieure qu'il fallait savoir supporter »². La publication de *Ma Vie* amena Deutsch à rédiger une réponse dans laquelle il conteste le comportement que lui imputait Trotsky :

« Que j'aie utilisé des tournures quelconques qui auraient signifié une approbation de la guerre ou même que j'aie parlé de son "caractère salubre", est absolument exclu »³.

Victor Adler accompagna Trotsky près du chef de la police (politique) viennoise, Geyer. « Ce dernier conseilla un départ rapide : "Plus vite vous le ferez et mieux cela vaudra". Cette conversation eut lieu à 3 heures de l'après-midi et, à 6 heures 10, je vis déjà (Trotsky) avec sa famille dans le train qui partait pour Zürich »⁴.

Les Sources

On n'a trouvé aucune indication sur le séjour de Léon Trotsky à Vienne dans l'indice présidial des archives administratives générales non plus que dans les inventaires concernant les autorisations de séjour, la police d'Etat, les passeports et inscriptions, la police des étrangers, la surveillance, les rapports confidentiels etc. Il existe aux archives autrichiennes de la Guerre un recueil de

¹ Deutscher, *op.cit.*, p. 177.

² *MV II*, p.89

³ *Arbeiterzeitung*, 15août 1927.

⁴ *MV II*, pp. 89-90.

dossiers dont le contenu concerne la surveillance des personnes soupçonnées d'appartenir aux mouvements anarchistes ou qui, du moins, en sont proches. De toute manière, ce « fichier des anarchistes » ne concerne que les membres des forces combattantes austro-hongroises.

De même, les cartons examinés aux archives de la police viennoise avec des dossiers sur les thèmes des réfugiés, de la surveillance des personnes suspectes, des enquêtes de la police d'Etat n'ont pas apporté d'indications sur des révolutionnaires russes. Il existe certes un petit inventaire sur Trotsky mais il se réduit à sept ouvrages de lui qui traitent de la révolution russe. En outre, deux articles de journal¹ se consacrent aux circonstances de la mort de Trotsky, ainsi qu'une dissertation sur « La Guerre, l'URSS et l'Internationale ».

Les livres de référence des archives régionales de Basse-Autriche ne livrent aucune indication sur le fait de savoir si Trotsky a jamais séjourné à Vienne. S'il n'y avait pas eu la requête adressée, par les gouverneurs royaux et impériaux à Vienne le 8 novembre 1911, à toutes les communes de Basse-Autriche d'établir un rapport sur les réfugiés russes se trouvant dans le pays et en relations avec les événements révolutionnaires en Russie, on pourrait presque admettre que les autorités autrichiennes auraient complètement oublié ces personnes. La direction de la police viennoise (royale et impériale) informe que, selon le recensement des étrangers mené depuis le 15 mai 1907, 3 813 occupants russes de 5 424 personnes séjournaient à Vienne. « Parmi les ressortissants russes vivant ici à cette date, une vingtaine sont connus comme des réfugiés politiques ». Des indications plus précises manquent².

Il en est de même dans les archives viennoises de l'Etat et de la Ville, exception faite de la fiche de séjour de Trotsky en 1911.

Les seules institutions dans lesquelles existent des matériaux rassemblés dans des cartons sur Trotsky sont les archives de l'Union pour l'histoire du Mouvement ouvrier et les archives de documentation sociologique et économique de la Chambre ouvrière de Vienne.

On ne peut que supposer que tous les rapports sont bien tenus sous clé, ce qui semble plutôt invraisemblable, ou bien qu'ils ont été emportés à l'époque de l'occupation fasciste mais plus vraisemblablement de celle de l'occupation soviétique de Vienne.

¹ *Bild Telegraf*, 7 avril 1956 ; *AZ* 20 décembre 1959.

Ian D. Thatcher

Trotsky, l'Union Soviétique et l'économie mondiale ¹

Au cours des premiers mois de 1920, Trotsky commença à détourner son attention des problèmes militaires et à la concentrer plus sur les tâches de la reconstruction économique en Russie. Son plan d'utilisation de l'appareil créé pendant la guerre civile est suffisamment connu. Cependant Trotsky prit aussi en compte les relations de la Russie avec le reste du monde. Dans un discours de 1920, il retraça les conséquences du succès militaire des bolcheviks sur le front oriental pour les liens économiques avec l'Asie. Il souligna que nombre de pays asiatiques luttèrent contre les impérialismes européens et locaux et étaient donc impressionnés par les victoires soviétiques dans la guerre civile. Il salua l'ambassade afghane — la première sur le sol soviétique — comme « le premier... très modeste fruit de notre succès militaire » et mit en relief la nécessité de renforcer le réseau ferroviaire vers le Turkestan afin de faciliter les importations de coton².

¹ *Coexistence*, 30, 113-184.

² L. Trotsky, *Sotchinenija*, vol. 17 : *Sovetskaia R espoublika i Kapitalistetcheskii Mir*, 2e partie, *Grajdanskaia Voina* (Moscou 1926), p. 348. Les vues de Trotsky en 1921 sur la nécessité du commerce international bousculent la périodisation de Day : "Pendant le communisme de guerre (...) (Trotsky) émergea en fait comme le théoricien central de l'isolement économique (...). En 1925, il était devenu le partisan le plus conséquent de la politique d'intégration" (R.B. Day, *Leon Trotsky and the Politics of Isolation*, (Cambridge 1973), pp. 55-56. Voir aussi Agota Gueulette : "Méfiante à l'égard des investissements étrangers, basant sur les ressources internes l'"accumulation socialiste primitive" en 1923, Trotsky déploya toute son énergie en faveur d'une politique d'intégration" (A. Gueulette, "Les conceptions de Trotsky concernant les rapports économiques extérieurs", dans Terry Brotherstone et Paul Dukes (ed), *The Trotsky Reappraisal* (Edinburgh, 1992), p. 211. Trotsky, *Sotch.* 17, p. 493.

Plus tard dans l'année, il aborda pour la première fois la possibilité de commercer avec l'Occident, laissant ainsi entendre qu'une période d'isolement pacifique était plus importante que de conduire des négociations commerciales. Dans une interview de novembre 1920, il assura : « Nous sommes très intéressés par le commerce mondial » mais qualifia immédiatement ceci en ajoutant « Nous sommes même plus intéressés à ce qu'on nous laisse en paix »¹. En décembre 1920, il était plus enthousiaste au sujet du commerce. Par exemple, il assurait qu'il était de loin meilleur de donner aux capitalistes étrangers un accès au territoire que le régime soviétique ne pouvait pas développer pour des raisons économiques ou militaires. Il illustra son argument avec l'exemple des forêts autour de la Mer blanche. Selon lui, elles pouvaient fournir assez de bois pour chauffer toute la Russie, mais pourrissaient sur pied par manque de main d'œuvre indigène. Il était donc réceptif à l'idée de louer ces forêts au capital anglais et américain qui donnerait ainsi les moyens d'exploiter les ressources naturelles soviétiques :

« Nous sommes encore trop faibles pour utiliser nos richesses du Nord. Nous en louons une partie au capital européen et sous la forme de paiement du loyer, nous recevons des scieries et des voies ferrées pour notre société communiste ».²

Pour Trotsky un dividende ultérieur de cette façon d'aborder cette question était que le contact avec l'Occident par des concessions aiderait aussi à garantir la paix. Il traçait les grandes lignes d'un scénario dans lequel la concurrence impérialiste entre Américains et Japonais au Kamtchatka, mettrait les autres en échec, assurant ainsi l'intégrité territoriale de la Russie soviétique :

« En accordant des concessions au capital américain au Kamtchatka, nous défendons par ailleurs le Kamtchatka d'une invasion du militarisme japonais et de l'autre, nous poussons le militarisme japonais à être sur ses gardes sur le fait que le capital américain n'apporte au Kamtchatka que sa technologie et non ses forces militaires pour s'en emparer - et, de cette façon, le Kamtchatka demeure une partie de l'Union soviétique »³.

L'appréciation optimiste de Trotsky sur l'engagement russe dans l'économie mondiale allait subir un changement profond. Dans la *Pravda* du 24 mars 1921, il analysait la montée des valeurs russes sur le marché des changes de Belgique pendant l'insurrection de Cronstadt. Il l'interprétait comme une preuve du désir de l'Occident de restaurer le capitalisme en Russie. Il en concluait que les adversaires du Pouvoir soviétique agissaient en agents

¹ *Ibid.*, p. 497.

² *Ibid.* p. 498.

conscients ou inconscients des « bandits de l'impérialisme mondial », qui voulait s'emparer du contrôle des richesses naturelles de la Russie soviétique¹. Pour Trotsky, seule la dictature du prolétariat pouvait garantir l'indépendance politique, économique et nationale de la Russie. Sa suspicion à l'égard des puissances capitalistes hostiles continua jusqu'en mai 1925 où il fut nommé au Conseil suprême de l'économie nationale. Dans sa brochure, *La Nouvelle Politique économique de la Russie soviétique et les Perspectives de la Révolution mondiale* (1923), par exemple, il examinait l'état de l'économie russe de la guerre civile à 1923, c'est-à-dire après deux années de Nep. Dans son analyse des lendemains de la guerre civile, il soulignait que, dès que les bolcheviks avaient su qu'ils allaient vaincre, il devint clair également qu'« au sens économique nous aurons à ne compter que sur nos propres forces pour une période étendue »². Ainsi Trotsky ne faisait plus référence à ses propres espoirs de décembre 1920, selon lesquels une politique extensive de concessions faciliterait le développement économique et garantirait la paix. Au contraire. En 1923, Trotsky voyait les liens extérieurs avec l'économie mondiale comme une composante subsidiaire de sa perception générale de la Nep. Pour Trotsky, la Nep était une bataille entre l'Etat ouvrier et le capitalisme dans le domaine économique. Il considérait le capital mondial comme l'unique avantage à la disposition de la bourgeoisie russe dans l'arène économique. Il concevait donc le contrôle sur le mouvement du capital étranger comme une arme importante aux mains du prolétariat :

« Pour nous, le monopole du commerce extérieur a une signification capitale. Il sert comme un des moyens de défense contre le capitalisme qui, dans certaines conditions, n'aurait certainement aucune objection à acheter le socialisme en train de grandir après s'être révélé trop faible pour l'écraser par des moyens militaires »³.

Trotsky souleva alors la question de la politique des concessions. Il souligna qu'il y avait eu beaucoup de discussions sur les concessions, mais qu'on avait signé peu d'accords. Il l'expliquait non pas en faisant référence à sa propre prudence quant à l'admission du capital étranger en Russie, mais en mettant en lumière le triste état du capitalisme européen. Selon Trotsky, l'époque qu'on était en train de vivre était le temps d'une totale destruction « de l'équilibre capitaliste, (...), de crises entrecroisées — économique, politique et militaire »⁴. On pouvait dans de telles conditions penser que le commerce avec la Russie

¹ L.T. "Kronstadt i birja", *Pravda*, 24 mars 1921.

² L.T., *Novaia Ekonomitcheskaja Politika Sovietskoi Rossii i Perspektivy Mirovoi Revoljutsii* (Moscou 1923, p. 13)

³ *Ibid.*, p. 28.

⁴ *Ibid.*

serait avantageux pour l'Occident. Après tout, un marché de la dimension de la Russie serait capable d'absorber une énorme quantité de biens produits par le capitalisme occidental. Cependant Trotsky arguait que la Russie allait devenir une grande force économique dans le capitalisme mondial en quelques années seulement. Toute politique économique comportant des liens économiques avec la Russie ne devait être calculée qu'à une échelle de temps de même ordre. Pour Trotsky, le noeud du problème était que le capital occidental ne pouvait garantir de vivre aussi longtemps :

« Dans cinq ou dix ans, la Russie deviendrait le marché le plus important pour la Grande-Bretagne. Mais pour faire cela, le gouvernement britannique devrait croire qu'il existerait encore dans quelques années et que le capital britannique serait assez fort pour conserver pour lui le marché russe. En d'autres termes, une politique de réelle coopération économique avec la Russie ne pouvait être qu'une politique sur une large base. Mais le coeur du problème est que la bourgeoisie d'après-guerre est incapable de mener une politique à grande échelle. Elle ne sait pas comment la mener demain et encore moins après-demain. C'est l'un des signes de sa fin historique »¹.

Deux ans plus tard, cependant, le capitalisme existait toujours et Trotsky, en sa qualité de président du comité des concessions, était en contact direct avec lui. Isaac Deutscher est plutôt sévère à l'égard du travail de Trotsky dans le comité des concessions :

« Le Comité des concessions était dans une impasse. Dans son bureau, un petit hôtel d'un étage en-dehors du Kremlin, Trotsky recevait à l'occasion un visiteur étranger qui s'enquérissait des chances de prospector l'or en Sibérie ou de fabriquer des crayons en Russie »².

En fait Trotsky était plus actif que le portrait de Deutscher ne le suggère. On peut bien entendu supposer que Trotsky lui-même était quelque peu sceptique sur les concessions pour des capitalistes étrangers. Après tout, son analyse de l'économie mondiale de mai 1925 soulignait qu'il n'y avait pas eu de stabilisation du capitalisme. Pour Trotsky, les forces de production en Europe ne se développaient pas mais s'enfonçaient dans le déclin, les tensions internationales dérivant de la domination américaine sur l'Europe grandissaient et les rapports de classe se détérioraient en Europe. Pour lui, la tâche la plus urgente était la préparation immédiate des partis communistes européens pour le massacre décisif qui approchait³. Pendant cette appréciation sombre du

¹ *Ibid.*, p. 29.

² I. Deutscher, *The Prophet Unarmed* (Oxford, 1959) p. 209.

³ L. Trotsky, "Retch" L.D. Trotskogo po dokladu T.Vargi", *Planovoe Khozjaistvo*, 6, 1925, pp. 171-181. Voir aussi L.T. *Evropa i Amerika* (Moscou 1926), pp. 64-77.

capitalisme européen n'empêcha pas Trotsky de publier plusieurs articles sur les relations soviétiques extérieures en 25-27.

En juillet 1925, il rencontra une délégation ouvrière allemande. Un compte-rendu de cette rencontre parut dans plusieurs journaux ¹.

Il y soulignait l'échelle des contrats de concession à cette date — 103 — dont 13 ne fonctionnaient plus. Le pays qui avait signé le plus de contrats était l'Allemagne (22), suivi par la Grande-Bretagne (17) et l'Amérique (8). Les 43 autres concernaient 21 pays. Les contrats étaient répartis entre les industries suivantes : commerce (26), industrie manufacturière (17), mines (13), agriculture (13), transports (123), forêts (6) et autres (3). La valeur des biens provenant des concessions productives pour 23-24 (bois non compris) était d'un million de roubles, à comparer avec la valeur des produits de la grande industrie d'Etat pour la moitié de 1923-24, d'un demi-milliard de roubles. Trotsky utilisait ces chiffres pour souligner que le capital étranger n'avait pas pris le pas sur l'industrie soviétique : les succès économiques récents étaient le produit du contrôle par l'Etat ouvrier. Trotsky expliquait par deux facteurs la faible part de production des investissements étrangers. D'abord les capitalistes avaient espéré que la situation économique désespérée de la Russie l'obligerait à accorder gratuitement des concessions. Cela ne s'était pas produit. Ensuite, le gouvernement soviétique était conscient de sa propre faiblesse et ne voulait pas laisser un capital étranger trop puissant acheter son industrie.

Trotsky marchait sur une corde raide dans toute la suite de son article — à un moment insistant sur les avantages à tirer des concessions, à un autre sous-entendant la nécessité de les limiter. Côté positif, il avançait que les concessions étaient un moyen de surmonter l'arriération technique soviétique. Mieux, emprunts et crédits de l'Occident pourraient jouer un rôle important dans le renouvellement du capital de base soviétique. La productivité accrue découlant de l'importation de la technologie et des capitaux occidentaux pouvait être utilisée pour surmonter l'arriération technique soviétique. Mieux, les prêts et crédits de l'Occident pouvaient jouer un rôle important dans le renouvellement du capital soviétique de base. Une productivité grandissante découlant de l'importation de moyens technologiques et de capitaux occidentaux pouvait donc être utilisée pour investir plus de biens industriels dans le secteur agricole interne — une condition cruciale pour la victoire du socialisme sur le capitalisme dans les campagnes. De cette façon, Trotsky espérait que ces concessions coïncideraient avec les plans pour développer une économie socialiste. Il illumina certains des accords récents sur les mines d'or de la Léna et les mines de manganèse de Tchiatoury comme une preuve de l'intérêt

¹ "L.D. Trotskii o kontsessionnoi politike SSSR Germanskaia rabotchaia delegatsiia Glavkontsskome", *Ekonomicheskaja Jizn*, 29 juillet 1925.. Pour des détails bibliographiques, cf. Louis Sinclair, *Leon Trotsky : a Bibliography* vol I, Aldershot 1989, p. 391.

capitaliste grandissant pour les concessions. Cependant il formula aussi un certain nombre d'avertissements qui ne pouvaient que décourager les investissements étrangers. D'abord il assura que les concessions ne pouvaient jouer qu'un rôle secondaire dans l'économie soviétique. Cette idée reposait très clairement sur un soupçon à l'égard du capital étranger : « Nous avançons vers le socialisme, et les concessions ne nous feront pas dévier de notre chemin »¹. En second lieu, il prévint les investisseurs étrangers qu'ils ne pouvaient s'attendre à aucun traitement particulier de la part du gouvernement soviétique » : « Les travailleurs et les paysans de la Russie tsariste n'ont pas pris le pouvoir à leurs capitalistes pour le donner morceau par morceau aux capitalistes étrangers »². Il tourna en ridicule un homme d'affaires américain qui voulait des droits diplomatiques avant de visiter la Russie : « Nous n'avons pas répondu à ce loufoque de province et les hommes d'affaires qui présentaient de telles revendications furent prévenus qu'ils seraient mis à la porte »³. Finalement Trotsky assura qu'il fallait analyser la corrélation des forces socialistes et capitalistes, tant en Russie qu'à l'échelle mondiale. Il exprima sa conviction que l'Allemagne socialiste serait bientôt aux côtés de la Russie avec sa formation, son expérience, sa capacité professionnelle et sa culture, tandis que la Russie apporterait en revanche son expérience révolutionnaire et ses ressources naturelles à l'Allemagne. Cela donnerait le signal de la fin du capitalisme dans le monde entier, pas vraiment une idée séduisante pour aucun capitaliste songeant à investir dans l'économie soviétique !

Trotsky souligna ses perceptions générales de la façon dont l'économie soviétique entrerait en interaction avec l'économie mondiale dans une série d'articles publiés dans divers journaux en septembre 1925⁴. Il essayait d'y démontrer que l'économie soviétique avait plus ou moins achevé un processus de reconstruction en atteignant les niveaux de production de 1913. Sous la nouvelle ère de post-reconstruction, l'économie soviétique allait s'intégrer de plus en plus à l'économie mondiale. Pour Trotsky, la conséquence en était que « les nouveaux critères » des succès économiques soviétiques seraient « la corrélation entre le rythme de notre développement global et l'économie mondiale »⁵. C'était cette comparaison qui, selon Trotsky, déterminerait la force du socialisme par rapport au capitalisme.

« Précisément du fait de nos succès, nous sommes entrés dans le marché mondial, c'est-à-dire que nous sommes entrés dans le système mondial de division du travail

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ L.T. "K sotsializmu ili k kapitalizmu", *Pravda*, 1er, 2, 16, 17, 20, 22 septembre 1925.

⁵ *Ibid.*, 16 sept.

et, dans cet état, nous restons dans l'encerclement capitaliste. Dans ces conditions, le rythme de notre développement économique déterminera la force de notre résistance à la pression économique du capitalisme mondial et à la pression militaire-politique du capitalisme mondial et à la pression militaro-politique de l'impérialisme mondial »¹.

A ce moment, Trotsky argumenta que la production capitaliste avait deux avantages sur la production socialiste : d'abord, le capitalisme produisait des biens d'une qualité meilleure et meilleur marché que le socialisme ; ensuite que le travail capitaliste était beaucoup plus productif que le travail socialiste. Cependant, bien que Trotsky ait soulevé la question de la possibilité d'économies capitalistes bien plus puissantes écrasant l'économie soviétique, il n'était pas pessimiste à ce sujet. Il énumérait plusieurs avantages de l'administration économique socialiste sur le capitalisme qui permettrait à l'expansion de la production en Union soviétique de se développer à un rythme supérieur à celui des pays capitalistes. D'abord parce que l'Union soviétique avait éliminé ses classes parasites, un taux plus élevé de ressources accumulées pouvait être réinvesti dans la production. Deuxièmement, la prédominance de la propriété d'Etat combinée à la planification, conduirait à un usage plus efficient des ressources. Finalement, la production soviétique ne serait pas soumise aux effets perturbateurs du *boom-slump* caractéristique des économies capitalistes.

En outre, Trotsky prétendait qu'une politique d'exploitation soignée du marché mondial vaudrait quelques bénéfices à l'économie soviétique. D'abord, l'économie mondiale était l'un des organismes médiateurs régulant les échanges entre villes et campagnes :

« Notre économie est entrée dans le système mondial. Cela établit un lien nouveau dans la chaîne de l'union entre la ville et la campagne. Le grain du paysan est échangé contre de l'or étranger. L'or est échangé contre des machines, des outils, et tout ce qui manque comme équipement pour la ville et la campagne »².

Deuxièmement, le marché mondial fournirait des matériaux qui assureraient l'équilibre entre les diverses branches de l'industrie en Union soviétique. Trotsky soulignait que tout cela était déterminé par les rapports de la Russie tsariste avec le marché mondial :

« Il serait suffisant de souligner que presque les deux tiers de la base et des installations des usines et ouvrages étaient importés. La corrélation n'a guère changé de notre temps. Cela veut dire que, dans les années qui viennent, il n'y aura guère d'avantages économiques à produire plus que, disons, les 2/5 ou, au plus, la

¹ *Ibid.*, 1er.

² *Ibid.*, 2.

moitié, de nos machines dans notre propre pays. Si nous essayons de réadapter nos voies en liaison avec les nouvelles machines, ou bien nous écraserons les proportions nécessaires entre les diverses branches de notre économie et entre le capital de base et de régulation dans une seule et même branche ou — préservant ces proportions — nous mettrions très en retard le coefficient général de croissance. Pour nous, ralentir le rythme est bien plus dangereux que les importations de machines étrangères ou de tous biens étrangers en général »¹.

Troisièmement, le crédit obtenu de l'Occident capitaliste serait un moyen bien plus rapide de fondre l'investissement dans la production que d'attendre le capital produit par l'accumulation interne, c'est-à-dire que le capitalisme devient un « créateur du socialisme »². Quatrièmement, un système versatile de protectionnisme socialiste protégerait l'économie soviétique des fluctuations de l'économie mondiale. En d'autres termes, le marché mondial ne serait autorisé à entrer en Union soviétique que dans la mesure où il lui serait bénéficiaire. Par exemple, Trotsky argumentait que l'industrie étatique couvrirait une demande normale et assurerait une demande accrue, chaque demande excédentaire étant satisfaite par l'importation de produits finis produits par le capital privé. Trotsky pensait que de telles méthodes protégeraient l'industrie soviétique de toute dépression dans les conditions mondiales³. Finalement Trotsky défiait l'opinion selon laquelle le marché mondial exposerait l'Union soviétique à l'utilisation de blocs économiques par les puissances capitalistes hostiles. Pour Trotsky, de tels arguments ignoraient le fait que l'économie domestique se renforcerait en exploitant le marché mondial en évitant le contact à tout prix et serait ainsi mieux placée pour faire face à toute détérioration des relations internationales. En outre, il assurait que plus large et intensive serait la place de l'Union soviétique dans le marché mondial, le moins vraisemblables deviendraient les conditions d'un blocus⁴.

Trotsky esquissait ainsi un scénario très attirant dans lequel la planification conduirait à une exploitation efficiente du marché mondial dans l'intérêt du développement économique soviétique. Cependant la distance entre l'opinion de Trotsky sur ce qui devait être et qui était réellement en train de se produire en termes d'import/export était expliquée dans plusieurs articles.

Dans une lettre à *Ekonomiticheskaia Jizn* du 21 août 1925, par exemple, Trotsky demandait si les faucilles russes pouvaient concurrencer les faucilles autrichiennes, autrement dit si elles avaient des différences de qualité et de

¹ *Ibid.*, 2.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, 22.

⁴ *Ibid.* Pour une défense ultérieure de l'engagement soviétique sur le marché mondial, voir aussi "Nacha khozaistvennaia orientirovka na mirovom rynke" (doklad L.D. Trotskogo v Delovom klube", *Torgovo-promychnaia gazeta*, 8 octobre 1925.

prix ?¹ L'Union agricole indiqua que les faucilles autrichiennes étaient bien supérieures. Les premières étaient fabriquées dans des styles variés avec un œil sur leur utilisation dans un grand nombre de types de sol ; les autres étaient d'un type unique et c'était jouer à pile ou face que de savoir si on pouvait ou non les utiliser. Les faucilles autrichiennes étaient d'une qualité bien meilleure (essentiellement à cause du meilleur niveau de qualification des ouvriers autrichiens), et, du fait de l'utilisation de l'eau comme énergie, meilleur marché. L'Union agricole recommandait d'inviter des ouvriers autrichiens dans les usines russes comme enseignants, et que les usines de Moscou soient transférées dans l'Oural où il y avait de l'énergie.

L'utilisation des concessions n'était pas un problème incontesté et Trotsky fut critiqué par des camarades bolcheviques pour le soutien qu'il leur accordait. Dans la *Torgovopromychnaia gazeta* du 8 octobre 1925, il répondait aux critiques de Kevrouni et Zorine sur les concessions dans l'industrie du crayon². Kevrouni soulignait que les crayons fabriqués à l'usine Khimougol étaient de qualité égale et bien meilleur marché que les crayons étrangers. Cependant cette usine s'était vue récemment refuser des crédits pour acheter de nouvelles machines, après la publication d'un discours dans lequel Trotsky avait critiqué la qualité soviétique et souligné le rôle des concessions et la nécessité d'importer des crayons étrangers. Trotsky niait avoir dit que l'industrie du crayon recevrait un monopole de concession étrangère. Il avait conscience des progrès effectués dans l'industrie soviétique du crayon et était attaché à son développement à venir. Il accusait les hommes du crédit qui avait refusé la demande d'emprunt de Khimougol d'avoir tiré de ses remarques des conclusions fausses. Zorine, un administrateur de l'usine Mospoligraf, s'inquiétait aussi que les concessions industrielles puissent nuire à l'avenir de la production d'Etat. Il soulignait qu'il était facile pour les industries des concessions d'importer matériel et personnel, tandis que les firmes d'Etat se heurtaient à de nombreux obstacles. Pour Zorine, si l'industrie d'Etat avait le même équipement et les mêmes avantages qu'elles, alors, comme l'avait dit Lénine, elle gagnerait la bataille des commandes en produisant meilleure qualité et moins cher.

Trotsky répondit par une vigoureuse défense des concessions et importations. Il affirmait qu'on ne pouvait pas arrêter les importations et utiliser l'argent économisé pour bâtir une usine nouvelle. « On ne peut pas dire à la population : Attendez que le camarade Zorine ait construit une nouvelle usine »³. Il niait farouchement l'implication de Zorine selon laquelle son

¹ "Mogut li kosy nachego proizvodstva konkurirovat' s Avstriiskimi ?", *Ekonomiticheskaia Jizn*, 21 août 1925.

² L.D. Trotskii o kontzessii v karandachnom proizvodstve (Pisma Zorina i Kevruni k Trotskomu; Otvet Trotskogo), *Torgovo-promychnaia gazeta*, 8 octobre 1925.

³ *Ibid.*

département était plein d'amis des concessions et d'ennemis de la production d'Etat.

« Si l'Etat avait assez d'or, il est certain qu'il n'accorderait aucune concession. C'est précisément pour cela que nous accordons des concessions : les bénéficiaires, important des machines pour nous, ne nous demandent pas de l'or. Il est certain qu'ils reçoivent des licences pour l'importation de machines sans aucune difficulté, car nous sommes pleinement intéressés au développement de nos forces productives sans l'investissement direct de taxes d'Etat. Vous exigez non seulement une licence pour importer des machines, mais aussi pour l'or. Vous oubliez le nœud de la question : vous ronchonnez, tout simplement »¹.

Finalement Trotsky répétait qu'il fallait comparer les biens soviétiques et leurs équivalents étrangers et avoir une attitude « business » dans cet examen.

Les problèmes de la qualité des importations et exportations furent discutés dans une réunion du comité dont les résultats furent publiés dans *Torgovpromlychlennia gazeta* du 10 janvier 1926². Lapine rapportait que la qualité des toiles importées, particulièrement tchèques, était pire que celle des toiles que produisait le marché domestique. Trotsky discuta l'affaire, affirmant qu'un grand nombre de problèmes pouvaient être ramenés à des achats hâtifs et une mauvaise distribution : le coton destiné à la Yakoutie avait été envoyé en Transcaucasie et *vice versa*. Comme trait positif, Lapine avait relevé que la toile avait été achetée en Hollande au-dessous des prix du marché. Les produits étrangers étaient moins chers de 30 à 40 % que leurs équivalents soviétiques. Les produits américains étaient considérés comme de meilleure qualité et de prix inférieur, mais exigeaient 20 % en acompte et 80 % en crédit de quatre mois — des termes jugés trop coûteux pour des acheteurs soviétiques.

En réponse à des plaintes ultérieures sur la médiocrité des matériaux importés, Trotsky souligna la nécessité de mieux planifier dans l'achat et la distribution des importations. Il réclama une évaluation des pratiques d'importation (à terminer le 1er avril) et appela la presse économique à rendre publics tous les défauts trouvés dans des biens importés. L'industrie textile reçut instruction de faire des expériences sur tous les types de coton étranger afin de déterminer celui qu'il valait mieux importer. La réunion s'attacha ensuite à l'état des exportations soviétiques, particulièrement à partir des plaintes des acheteurs grecs à propos des allumettes soviétiques. Trotsky assura que la négligence dans l'emballage et les étapes du transport avaient eu pour résultat l'arrivée récente en Grèce de 150 caisses humides. Sa réponse fut un appel au Conseil pan-union de l'économie nationale pour déterminer des normes et un contrôle technique,

¹ *Ibid.*

² "V kollegii Osobogo Sovechtchnaija po kptchestvu importa i manufactory" *Torgovo*, 10 janvier 1926.

particulièrement sur les exportations : les trusts devaient s'assurer qu'emballage et transport étaient conformes aux normes mondiales.

Les difficultés à attirer les investissements étrangers devinrent apparentes dans les négociations que Trotsky conduisit avec des représentants de divers pays. Dans son appréciation de ce que la Russie soviétique pouvait attendre des conversations avec le gouvernement français, par exemple, Trotsky fut tout à fait pessimiste¹. Il expliquait que tant la France que la Russie pourraient bénéficier de l'extension du crédit français à l'industrie soviétique. La première avait besoin de commandes pour ses biens industriels, la seconde de stimulus pour son développement ultérieur. Il assurait que l'industrie soviétique se développait, mais pas aussi rapidement que le secteur agricole et que c'était ce qui retardait l'exportation de biens agricoles. Il était confiant qu'avec un financement externe, l'industrie soviétique atteindrait un niveau suffisant de croissance pour payer en retour un taux d'intérêt élevé. Bien que niant la responsabilité soviétique pour les dettes tsaristes, il soulignait que le taux d'intérêt sur les emprunts français pouvait être assez élevé pour permettre des paiements compensatoires aux détenteurs français de titres tsaristes. Cependant, en dépit de cette description d'un accord favorable aux deux côtés, Trotsky avertissait qu'on ne pouvait nourrir de grands espoirs d'une conclusion positive des négociations :

« Du point de vue français, il y aura des tentatives d'aborder cette question, non du point de vue des intérêts économiques de la France dans sa totalité, mais du point de vue des gens qui ont spéculé sur le tsarisme et se sont brûlé les doigts »².

Un an et demi plus tard, Trotsky rencontra une délégation américaine en visite à Moscou. Un résumé de leur conversation a été publié dans la *Pravda* du 24 août 1927³. Une des questions de la délégation concernait le problème du niveau des investissements étrangers dans l'économie soviétique. Trotsky mit en lumière trois raisons pour lesquelles le niveau des investissements étrangers était si bas :

« D'abord, notre ordre social a existé pendant dix ans et le premier fut celui de la guerre civile. La deuxième raison consiste dans la méfiance mutuelle déjà mentionnée qui découle de systèmes sociaux contradictoires. La troisième raison réside dans la grande désorganisation du marché mondial et la grande instabilité de la situation économique mondiale et nationale. Quand des firmes vont faire faillite en Allemagne (...) ou au Japon (...), c'est considéré comme normal. Si, dans notre

¹ L.T. "Predstojachtchie peregovory s Frantsiei i tchego ot nikh mojno ojidat", *Pravda*, 17 janvier 1926.

² *Ibid.*

³ "SSR i SShaA (besezda Tov. Trotskogo s Amerikanskoi delegatsiei, 19 août 1927, *Pravda*, 24 août 1927.

pays, tel ou tel concessionnaire étranger ne fait pas immédiatement un profit de 300 %, alors cela témoigne de l'instabilité totale du système économique soviétique »¹.

Il répéta cette idée que l'économie soviétique devait avancer à travers l'utilisation attentive de ressources internes et externes, mais il souligna que le gros des efforts devait être orienté vers « la marche sur la route de la construction du socialisme par nos propres ressources »² ouvrant la question de la réelle mesure de l'intégration soviétique dans l'économie mondiale.

A l'époque de cette conversation avec les visiteurs américains, tous les plans pour étendre les liens commerciaux avec le monde extérieur se heurtaient à une vigoureuse opposition des partisans du socialisme dans un seul pays. Depuis 1925, par exemple, Staline soutenait avec insistance que l'économie soviétique socialiste devait se protéger de l'environnement capitaliste hostile en se développant dans l'isolement :

« Il nous faut construire notre économie de sorte que notre pays ne soit pas transformé en appendice du système capitaliste mondial ; de sorte qu'il ne soit pas inclus dans le système général du développement capitaliste comme une entreprise subsidiaire ; de sorte que notre économie se développe non comme une entreprise subsidiaire du capitalisme mondial mais comme un tout économique indépendant, dépendant ainsi de notre marché intérieur, dépendant de l'union de notre industrie avec l'économie paysanne de notre pays »³.

Ces idées étaient complétées par la croyance qu'à certains égards l'économie socialiste avait déjà pris le meilleur sur le capitalisme. Ainsi par exemple, une note éditoriale sur les réponses de Trotsky aux questions de la délégation américaine affirmait que « il y a des domaines où nous avons depuis longtemps dépassé le capitalisme (le pouvoir soviétique comme forme de dictature prolétarienne, comme type supérieur de démocratie, le succès des méthodes socialistes de l'économie, la subordination de l'économie nationale dans son ensemble aux intérêts du prolétariat et des masses travailleuses). Trotsky n'en a pas dit un mot⁴ ».

Trotsky contre-attaqua la thèse du socialisme dans un seul pays en soulignant (peut-être trop) les liens vigoureux qui attachaient l'économie soviétique à l'économie mondiale :

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ I.V. Staline, *Sotch. 7* (Moscou 1947), p. 298.

⁴ "Po povodu intervjutov tov. Trotskogo. Ot redaktsii", *Pravda*, 24 août 1927.

« Staline pose la question, au plus haut degré, de façon scolastique et ne la résout pas par une analyse de l'économie mondiale, la situation politique et les tendances de développement. (...) En fait, le trait véritable de notre croissance économique est le fait même que nous sortions finalement de notre existence étatico-économique fermée et allions vers des relations plus étroites avec le marché européen et mondial. Placer toute la question de notre développement sur les inter-relations internes entre le prolétariat et la paysannerie en URSS et penser que des manœuvres politiques correctes et la formation d'un système coopératif nous libèrent de la dépendance économique — cela signifie tomber dans une terrible limitation nationale »¹.

Trotsky avançait différentes raisons de ne pas isoler l'économie soviétique du marché mondial. Premièrement, la nouvelle technologie exigeait l'abolition des frontières nationalo-étatiques². Deuxièmement, même l'économie la plus forte au monde, l'Amérique, ne pouvait se développer en splendide isolement³. Troisièmement, la simple dimension des projets élaborés pour l'industrialisation soviétique exigeait l'application de l'accumulation mondiale et de la technologie mondiale⁴. Quatrièmement, l'économie soviétique se développerait plus vite et le socialisme se renforcerait donc en augmentant ses liens avec le marché mondial. Il soulignait qu'une dizaine de trusts soviétiques produisaient maintenant des biens avec l'aide technique de firmes étrangères et mettait en relief la production de turbines comme un exemple des concessions qui menaient à des biens de qualité meilleure à des prix moindres :

« Qu'est-ce qui est le plus avantageux ? De produire de façon indépendante des turbines de mauvaise qualité et chères, ou bien de produire de façon dépendante des turbines meilleures et moins chères ? La réponse est déjà incluse dans la question même »⁵.

Cinquièmement, le maintien de la paix devenait plus vraisemblable si les liens soviétiques avec le marché mondial se renforçaient⁶. Finalement, le marché mondial donnait la règle à calcul au moyen de laquelle le Gosplan

¹ L.T. *Arhiv L.D. Trotskogo. Kommunisticheskaia Opositsia v SSSR 1923-1927*, vol. 2, Moscou 1990 ; pp. 141-42. Onze mois auparavant, Trotsky avait souligné le caractère limité de l'engagement soviétique dans l'économie mondiale : "Nous avons certainement une influence minimale sur le marché mondial et nous sommes encore actifs sur le marché mondial à une échelle seulement très modeste" (LT. "K. voprosu o tendentsijakh razvitija mirovogo khozyaistva", *Planovoe khozyaistvo*, 1, 1>926, p. 119)

² *Ibid.*, p. 202.

³ *Ibid.*, p. 203.

⁴ *Ibid.*, p. 205.

⁵ *Ibid.*, p. 211.

⁶ *Ibid.*, p. 204.

produisait ses diagrammes de contrôle¹. Dans une situation où, si la croissance soviétique baissait de façon significative au-dessous de ceux des pays capitalistes avancés, le socialisme soviétique serait écrasé, il n'y avait d'autre alternative que d'entrer dans l'arène mondiale

Quelques commentateurs ont loué Trotsky pour avoir insisté sur l'intégration de l'Union soviétique dans le marché mondial. Baruch Knei-Paz, par exemple, assure que les plans de Trotsky pour l'intégration économique auraient relâché certaines pressions qui, sous Staline, ont conduit à la coercition :

« A partir de 1925, il a sans cesse expliqué que l'économie de la Russie ne pouvait être reconstruite dans l'isolement de l'Europe mais à travers de profondes relations économiques et commerciales avec les pays européens (...). Cette façon d'aborder le problème différait totalement de la politique d'isolement économique que Staline allait poursuivre et qui n'a pas une mince responsabilité dans l'aggravation des conditions économiques en Union soviétique et ainsi (...) l'exigence de mesures toujours plus dures aussi bien dans les domaines économique que politique »².

Richard Day est d'accord, expliquant que si le plan de Trotsky d'acheter de la technologie occidentale avec les ventes de grain avait été suivi, « l'industrialisation aurait très bien pu être réalisée sans un retour à la répression et à la réquisition des grains »³. Alec Nove demande qu'on lui permette de ne pas être d'accord quand il affirme que « Day a sûrement tort quand il implique que, dans la situation réelle du milieu des années 20, une grosse augmentation du commerce extérieur était réalisable. Que pouvait exporter la Russie soviétique ? Il n'y avait de disponible que des quantités limitées de grain et de bois. Et l'on ne pouvait s'attendre de la politique paysanne de l'Opposition de gauche (...) qu'elle dégage volontairement plus de marchandises des produits agricoles⁴.

La validité de l'approche par Trotsky de l'économie mondiale peut aussi être mise en question pour quelques autres raisons. D'abord, la bureaucratie soviétique était-elle assez bien informée pour réaliser l'utilisation super-efficace et la planification des ressources demandées par Trotsky ? Deuxièmement, est-ce que la politique intégrationniste de Trotsky elle-même n'aurait pas œuvré contre le fonctionnement d'une politique efficace de

¹ *Ibid.*, p. 210.

² B. Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky* (Oxford 1978), p. 299.

³ Day, *Leon Trotsky*, p. 151.

⁴ Alec Nove "Trotsky and Nep" dans Brotherstone et Dukes, *op.cit.*, pp. 193-201.

planification ? En d'autres termes, si l'industrie devait se développer « sous la pression du marché mondial », cette opération ne pouvait-elle pas saper la mesure dans laquelle l'économie intérieure pouvait être planifiée ? Est-ce que, par exemple, des événements comme le krach de Wall Street en 1929 avec ses effets concomitants sur les emprunts et les taux d'intérêt, n'auraient pas conduit Trotsky à s'appuyer sur les ressources intérieures plus que ce qu'il était prêt à envisager ? Troisièmement, combien le capitalisme occidental aurait-il investi dans un pays dédié à la révolution mondiale ? Finalement, il y avait une tension entre la position de Trotsky d'exploiter le marché mondial et son analyse de la condition du capitalisme avancé. Dans la série d'articles « Vers le Socialisme ou vers le Capitalisme ? », Trotsky disait que l'utilisation avec succès par les Soviétiques du marché mondial dépendait de la capacité de ce dernier à une nouvelle expansion :

« L'exportation de pain en Europe dépend du pouvoir d'achat de l'Europe et du pouvoir d'achat des pays industriels (le pain est certainement importé par les pays industriels), dépend de la situation économique. Quand il y a crise dans le commerce et l'industrie, l'Europe importera moins de pain de chez nous et même moins de bois, de lin, de tabac, de naphte, etc. que dans les périodes de boom industriel. Le déclin dans les exportations sera inévitablement suivi d'un déclin dans les importations (...) Alors apparaît une situation dans laquelle nous, en tant qu'état économique, sommes intéressés au minimum dans une certaine limite à une amélioration dans la condition des pays capitalistes et dans laquelle, par ailleurs, nous pouvons être amenés à subir quelques inconvénients comme résultat de l'aggravation de ces conditions »¹.

Néanmoins, l'analyse par Trotsky de l'économie mondiale soulignait que le capitalisme était dévoré de contradictions et qu'en Europe, les forces productives étaient en déclin. Il utilisait ces arguments pour rejeter ce qu'il percevait comme des hypothèses sous-entendant le socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire que le capitalisme s'était stabilisé pour un avenir prévisible².

Trotsky n'a jamais réalisé la contradiction entre l'accent sur la nécessité d'un capitalisme sain si ses plans pour l'engagement soviétique dans le marché mondial devaient fonctionner et si son analyse du capitalisme déclinant et ses espoirs de la venue de situations révolutionnaires devaient être justifiés. Son insistance sur l'urgence d'intégrer correctement importations et exportations dans un plan économique général à partir de 1925 peut être en partie expliqué par sa nomination à des postes dirigeants dans la bureaucratie économique. Il avait une tendance à souligner l'importance de tout travail qu'il faisait à tout moment particulier. Le fait que sa dernière critique du stalinisme ait mis l'accent

¹ L.T. "K sotsializmu...", 22 septembre 1925.

² Voir, par exemple L.T., *Arkhiv Trotskogo*, 2, pp. 143-144.

sur la trahison de la révolution prolétarienne plus que sur son échec à exploiter le potentiel de l'économie mondiale souligne où était son véritable intérêt¹.

¹ C'était l'appréciation enthousiaste de la performance soviétique économique qui expliquait son insistance sur la nécessaire défense de l'URSS par les socialistes. Voir par exemple *Chto tako SSR i kuda on idët*, surtout les chapitres 1 et 8. En fait, au cours de son compte-rendu des débats précédant l'adoption par Staline de l' "industrialisation" rapide, Trotsky rejeta son idée, exprimée dans *Vers le Socialisme ou Vers le Capitalisme*, que le marché mondial constituait un lien supplémentaire unissant la ville et la campagne : "la droite (Rykov, Tomsy, Boukharine), qui donnait le ton à cette période, exigea qu'on accorde plus d'espace aux tendances capitalistes à la campagne et qu'on augmente le prix du pain, même s'il fallait pour cela ralentir le rythme de l'industrie. L'unique issue d'une telle politique aurait été d'importer des produits finis en échange de l'exportation de produits agricoles. Mais cela aurait signifié non pas une union entre l'économie paysanne et l'industrie socialiste, mais entre le koulak et le capitalisme mondial. Ce n'est pas pour cela qu'on a fait la Révolution d'Octobre". (p. 27)

Charles A. Orr

Trotsky comme je l'ai vu à Mexico

Trotsky: La Légende

Déjà pendant sa vie, Trotsky était une légende vivante, célébrée outre mesure par les adorateurs du héros et les sycophantes. Avant d'avoir eu des contacts avec lui ou ses partisans, j'avais entendu des histoires sur son génie. Par exemple, j'ai rencontré des émigrés russes qui l'avaient entendu parler. Il avait voyagé sans cesse dans toute l'Union soviétique comme Commissaire militaire. Dans chaque ville ou village, le train s'arrêtait suffisamment pour que Trotsky apparaisse sur sa plateforme arrière afin de haranguer la foule. A entendre ces témoins — dont aucun n'était politiquement un trotskyste — il était à n'en pas douter le plus grand orateur de tous les temps.

Quand Staline eût consolidé son pouvoir en Union soviétique, il exila Trotsky qui s'installa en Turquie¹. Mais pour Staline, la Turquie n'était pas assez loin. Pendant les années suivantes, sous la pression de l'Union soviétique, Trotsky fut expulsé de Turquie², de France, de Norvège et, finalement, par son assassinat, de son ultime refuge au Mexique. D'autres Etats, y compris les Etats-Unis, l'avaient refusé. A chaque étape de son odyssée de treize années, Trotsky réunit autour de lui une petite suite d'aides dévoués, comprenant gardes du corps,

¹ En fait Trotsky fut expulsé de force en Turquie où le gouvernement soviétique y avait négocié son "asile" avec le gouvernement turc.

² En réalité Trotsky ne fut pas expulsé de Turquie, qu'il quitta de son plein gré après avoir obtenu un visa pour la France.

interprètes, chercheurs et stratèges politiques. Ces assistants étaient connus collectivement sous le vocable de « secrétaires du Vieux » .

Pendant mes quatre premières années dans le mouvement trotskyste ou près de lui dans la fin des années trente, j'ai rencontré au moins une dizaine de personnes qui l'avaient rencontré, vu et entendu. Admiration sans bornes, louanges sans faille pour le « Vieux » . Il n'y avait pas de borne à cette adulation. Finalement, j'en eus assez et je décidai que si jamais je devais rencontrer Trotsky, je le verrais d'un œil critique. Aucun être humain ne pouvait être un génie aussi complet que ce héros politique.

Mais non. Trotsky avait déjà commencé à exercer son charme sur moi avant que je l'aie rencontré ou que je sois devenu son allié politique. J'étais allé en Espagne en 1936 et 1937 pendant la Révolution espagnole qui avait attiré divers socialistes, marxistes, anarchistes et même pacifistes avec leurs idéologies diverses et leurs stratégies politiques et militaires. La guerre civile espagnole, avec sa compagne la révolution sociale, était un imputoyable banc d'essai pour les théoriciens politiques. Pendant que le débat faisait rage, les évènements politiques et militaires se ruèrent en avant à un rythme hallucinant. Des années et des décennies d'évolution sociale se télescopaient en semaines et jours. Les prédictions politiques et les programmes furent bientôt mis à l'épreuve. J'appris que personne n'était politiquement infaillible.

J'étais cependant intrigué par une série d'articles qui apparaissaient dans une feuille publiée en Belgique. Ces articles sur la Révolution espagnole étaient signés « Crux ». Chacun s'ouvrait par un démenti du genre « Je ne suis jamais allé en Espagne, mais sur la base de mes informations, je prévois que ceci ou cela va se produire, avec telle ou telle conséquence » . Il devint bientôt évident que Trotsky pressentait les coups mieux que ceux qui étaient sur place. Ce n'est que des mois plus tard, après avoir quitté l'Espagne, que j'appris que Crux était Trotsky. Ainsi en étais-je venu à respecter Trotsky comme un génie politique bien avant de l'avoir rencontré.

Pourtant je l'ai approché avec un certain scepticisme. Je trouvais qu'il croyait encore que l'Union soviétique — malgré le fléau du stalinisme — était une société sans classe capable de se réformer et digne d'être défendue. Bien que j'eus rejoint la IVe Internationale trotskyste en France en 1937, un an plus tard, aux Etats-Unis, je pris part à la scission de dissidents qui allaient former le Workers' Party. Le Socialist Workers Party, le parti trotskyste officiel, était encore trop stalinien pour nous.

Enseignant à l'Université du Texas de 1934 à 1940, je réunis un petit groupe de sympathisants politiques, dont certains que j'avais gagnés dans la Ligue des Jeunesses communistes. Ils condamnaient le pacte Hitler-Staline et étaient d'accord avec la plus grande partie de notre programme, mais quelques-uns manifestaient des réserves sur la personne même de Trotsky. Aussi

persuadai-je un certain nombre d'entre eux de m'accompagner à Mexico pour nos vacances d'été en 1940. J'espérais que Trotsky leur ferait surmonter leurs hésitations

Une fois à Mexico, mes étudiants furent passionnés — le Mexique exotique, ce temps doux d'été alors qu'on rôtissait au Texas, l'excitation d'être tout proches de la maison de Trotsky . En outre le coût de la vie à Mexico était ridiculement bon marché. Ils écrivirent des lettres enthousiastes à leurs amis texans. Bientôt nous fûmes rejoints par une dizaine d'autres. En, tant que membres et sympathisants d'un parti politique rival, moi et mon groupe, nous étions singulièrement honorés d'être admis dans la maison de Trotsky, librement et à plusieurs reprises, alors que d'autres membres de notre parti étaient reçus par-dessus la jambe, brièvement présentés au Vieux puis mis dehors assez brusquement. Trotsky aimait choisir. Il semble qu'il connaissait mon passé et me considérait comme une recrue possible.

Trotsky, le vieil homme attirant

Quand finalement je rencontrai Trotsky, je ne fus pas déçu mais surpris. Au lieu d'une figure imposante, le grand orateur qui pouvait captiver des foules, j'étais devant un vieil homme modeste, d'une stature frêle et très attirant : cheveux blancs, joues roses et habillé d'un costume de sport en denim rose. Rouge, blanc et bleu, le petit homme était élégant. Plus surprenante encore était sa petite voix haut perchée. Où était le puissant orateur ?

Pendant quelques semaines, je passai plusieurs matinées dans la maison faisant de menus travaux. Trotsky était dans son bureau, travaillant sur le manuscrit du *Staline*. Il se hâtait de le terminer avant que Staline puisse l'avoir lui. A peu près toutes les heures, il sortait pour nourrir ses lapins et se détendre à la lumière d'un soleil étincelant. Dès qu'il apparaissait, nous nous taisions en continuant notre travail. Parfois il retournait à son bureau sans un mot. Plus souvent il parlait avec l'un d'entre nous. Un matin que je ratissais l'herbe, il s'approcha de moi. « Je peux voir, dit-il de sa voix haut perchée, que nous pouvons encore conclure un front uni — sur une base limitée » .

Au fur et à mesure que je le connus mieux et observai ses rapports individuels avec les gardes, je découvris qu'il avait ses favoris. Les gardes avaient entendu parler de mes activités en Espagne et avaient estimé que j'étais de l'espèce des praticiens. Et aussi — c'était important pour Trotsky — je n'étais pas « un intellectuel juif » . Bien que Trotsky ait été lui-même d'origine juive et qu'il y eût parmi ses gardes des camarades juifs, il avait de l'antipathie à l'égard de certains types d'intellectuels purs. En fait, c'était quelque chose qu'il semblait diriger contre le Workers' Party largement formé d'étudiants juifs ; de professions libérales et d'intellectuels de New York et autres villes américaines. Le Socialist Workers Party trotskyste officiel reposait sur les syndicats ouvriers, surtout le syndicat des Camionneurs de Minneapolis. Ce fait, autant que les

divergences doctrinales, semblait très important pour Trotsky. Quelques observateurs jugèrent que ce préjugé contre les intellectuels trahissait une faiblesse dans son caractère. Ce n'était certainement pas un racisme conscient. Comme les socialistes en général, c'était un véritable internationaliste et il parlait couramment quatre langues. Il n'avait pas de préjugé contre les Juifs, mais contre un stéréotype de Juif. L'aspect opposé plus ouvertement affiché — et d'autant plus surprenant — était l'amour qu'il avait pour les grandes brutes. Plus ils étaient grands et musclés, mieux c'était.

Il y avait à la tête des gardes deux gros costauds. L'un était un camarade juif très dur de New York. L'autre d'un lourd type scandinave du Minnesota. Le Minnesotien bouclé était l'ami favori de Trotsky. J'ai vu Trotsky passer son bras autour de l'épaule musclée du géant, proclamant ainsi physiquement son admiration et tout en disant que cet homme était son ami et son protecteur. Il est vrai que Trotsky vivait en grand danger physique. Son besoin d'être en sécurité et rassuré était réel, mais quel contraste dans le physique et la personnalité de l'immense blond solide et tapageur et du monsieur délicat avec sa barbe en pointe et sa voix haut perchée. Ils étaient devenus de vrais amis.

Ce n'est pas la première fois que j'ai pu observer l'attraction psychologique entre les contraires. Dans ces cas-là, il semble que le type intellectuel en insécurité ressent le besoin d'un compagnon sûr de lui, pratique, tandis que le plus stable est intrigué et flatté par son association avec le génie plus complexe. Romain Rolland, dans son livre *Goethe et Beethoven* (Harper, 1931, p. 23) décrit comment Goethe fut attiré par de médiocres compagnons :

« Une déplorable loi qui régit le génie semble avoir décrété qu'avec l'esprit supérieur, une forte dose de médiocrité chez l'autre est nécessaire pour satisfaire les besoins d'amitié. Un génie ne formera qu'« une amitié en passant » avec ses pairs. Après la mort de Schiller, le cercle dans lequel vivait Goethe fut presque sans exception extraordinairement vide ; il comprenait des bourgeois provinciaux en retard de dix ans sur leur temps, obtus, étroits et l'esprit tordu. Les jeunes qui se tournaient vers lui en étaient scandalisés »

La dernière harangue de Trotsky

Un jour, au cours des deux semaines avant la mort de Trotsky, arriva un autobus chargé d'enseignants du secondaire en voyage. Trotsky accepta de s'adresser à eux dans ce qui devait être sa dernière intervention en public. Nous avons sorti les tables du réfectoire, y laissant les bancs. Nous avons bourré la pièce de bancs supplémentaires faits de planches posées sur des caisses. Nous avons ainsi réussi à entasser 40 personnes environ dans la petite salle à manger. Quand nous avons tous été là, Trotsky est apparu de la porte de son bureau, a grimpé sur une table et s'est adressé à eux en anglais.

Immédiatement le petit homme à la voix mince et haut perchée se transforma : la table sur laquelle il était devint la plateforme arrière du train du

Commissaire militaire. La pièce remplie de maîtres d'écoles devint un auditoire mondial. D'une voix assurée qui résonnait fort, Trotsky résuma la situation mondiale et esquissa avec logique et précision son programme et sa stratégie pour la révolution mondiale.

Mais soudain il fut interrompu. Une caisse s'écroula et toute une rangée d'enseignants tomba sur le sol. En un éclair, Trotsky bondit de la table et disparut dans la porte. Avant que nous ayons pu voir ce qui arrivait, ses gardes en armes surgirent aux portes et aux fenêtres, pointant leurs armes. Ce n'était qu'un incident mineur, pas une diversion pour l'assassinat, mais il était révélateur : Trotsky et ses gardes s'attendaient à ce que Staline frappe de nouveau. Cela pouvait aussi suggérer à quel point le programme de Trotsky pour la révolution mondiale reposait sur une fondation fragile. Deux semaines plus tard, Staline frappa le coup final.

Mon débat avec Trotsky

Je réalisai bien entendu que Trotsky et sa troupe essayaient de me recruter moi, avec mes étudiants, dans leur parti politique. Comme les étudiants arrivaient de plus en plus nombreux du Texas et d'ailleurs, Trotsky proposa que je me joigne à lui dans un débat, table ronde devant cet auditoire d'étudiants américains. Le sujet en était les divergences qui avaient abouti à la scission du Socialist Workers Party et à la formation du Workers' Party rival. J'acceptai. Peut-être Trotsky essayait-il non seulement de recruter des adeptes dans le groupe qui m'accompagnait, mais aussi voulait clarifier les choses dans son esprit à lui et pour les siens.

Ce soi-disant débat fut très unilatéral, tout à l'avantage de Trotsky. Cependant il se déroula en anglais, ce qui me favorisait. J'ai eu un certain temps pour une brève présentation dans laquelle j'expliquais la position du Workers' Party selon lequel l'Union soviétique n'était plus un « Etat ouvrier », même pas un « Etat ouvrier dégénéré », comme l'affirmait Trotsky. Il avait dégénéré, affirmions-nous, en un nouveau type de société de classe, basée sur une nouvelle classe privilégiée bureaucratique et avait depuis longtemps dépassé le temps où on aurait pu le réformer (notre parti était en réalité le premier, bien avant Djilas¹, à proposer cette analyse d'une « nouvelle classe »).

Puis Trotsky prit la parole et se lança dans une longue réfutation m'utilisant comme bouc émissaire pour développer sa propre position sur telle ou telle question. Par ce « débat » combiné avec son prestige, son drame et la fascination de cette mentalité de forteresse, Trotsky put gagner plus de la moitié de mes disciples politiques, surtout ceux que j'avais récemment gagnés sur le Parti communiste, y compris l'homme-clé qui fut bientôt embauché comme

¹ Il s'agit du Monténégrin Milovan Djilas, compagnon de Tito, qui rompit avec le PCY et écrivit un livre intitulé *La nouvelle Classe*.

garde. Malgré son attraction et son prestige, je réussis à conserver l'autre moitié. Je considérais que c'était un exploit.

Complot pour l'assassiner

Si j'écris, un demi-siècle plus tard, sur les circonstances du meurtre de Trotsky, c'est parce que je porte encore la lourde charge d'un sentiment d'angoisse et de culpabilité. J'ai réalisé après coup que j'aurais pu, sinon empêcher, du moins retarder l'assassinat. Je dis pas empêcher mais retarder parce que México réalisait en cet été de 1940 — et Trotsky le premier — que ces jours étaient comptés. Il était tout à fait clair que Staline et son grand appareil efficace avaient décidé de l'éliminer et qu'en dernière analyse rien ne pouvait les arrêter. Ils avaient déjà assassiné son fils Sedov. Quelques jours avant mon arrivée au Mexique, un gang de communistes, commandés par le fameux peintre mexicain Siqueiros, avait envahi une nuit l'enceinte fortifiée de Trotsky et tiré à balles à travers les vitres de sa chambre. Heureusement les fenêtres étaient haut au-dessus du sol et les balles s'étaient enfoncées dans le haut du mur et le plafond, tandis que Trotsky, avec sa femme Natalia et son petit-fils (le fils de Sedov¹) se cachaient derrière le lit. Ayant épuisé ses munitions, le groupe des assaillants se retira, emmenant le garde américain Sheldon Harte qui les avait laissés entrer. Il fut tué quelques jours plus tard. Était-il lui-même un agent stalinien ? Nous pensions qu'ils l'avaient éliminé pour couvrir leurs traces.

La grossièreté et l'inefficacité de ce premier attentat direct contre la vie de Trotsky demeure un mystère. Il a difficilement pu être monté par les services secrets soviétiques. Siqueiros et son gang sachant que Trotsky était la cible de Staline ont-ils essayé d'anticiper de leur propre initiative ? Peut-être avaient-ils honte que leur gouvernement ait été le seul à donner asile à l'ennemi juré de Staline ? Ou peut-être les services secrets ont-ils monté une menace extérieure pour détourner l'attention de la menace infiniment plus sérieuse qui venait de l'intérieur ? De ces hypothèses, je préfère la dernière qui repose sur mes propres conclusions en Espagne.

Quelle que soit l'explication que l'on donne de la première tentative de meurtre, elle servit à redoubler la défense de Trotsky. Des gardes supplémentaires furent envoyés de Minneapolis, y compris un électricien qui essayait d'installer à la porte du poste de garde un détecteur électronique du métal que tous devaient traverser, même ceux qui avaient un laissez-passer pour entrer dans l'enceinte. A cette époque, les systèmes électroniques de surveillance étaient encore dans l'enfance et le détecteur de métal n'était pas encore en état de

¹ Vsevolod Platonovitch Volkov, dit Siéva, n'était pas le fils de Lev Sedov, mais celui de sa soeur aînée, Zinaïda, qui s'était suicidée à Berlin en 1933. Il était en réalité dans sa chambre, à côté, et fut blessé au pied.

fonctionner quand l'assassin entra avec son petit piolet. Sachant le danger imminent, nous étions tous en alerte. Trotsky lui-même travaillait sans relâche à terminer son livre *Staline* avant sa propre mort. Il le fit, sauf pour les deux derniers chapitres pour lesquels il laissa des notes importantes.

Mes affectations

Bien que je n'aie jamais auparavant rencontré l'un quelconque des hommes qui entouraient Trotsky, ils m'acceptèrent et me firent confiance. Dans la mesure où je prévoyais de rester deux mois au Mexique, ils me trouvèrent un travail. Ils avaient besoin de quelqu'un qui connaissait l'espagnol pour travailler dans les dossiers de presse à la Bibliothèque nationale pour y trouver des informations sur les antécédents de quelques-uns des membres du gang Siqueiros. On disait qu'un des participants — communiste très connu — avait un passé criminel. Ce fut la première assignation. Elle fut suivie de responsabilités plus importantes.

D'anxieuses prémonitions de la fin de Trotsky nous hantaient tous quand je quittai México pour un court voyage juste avant l'événement. Nous attendions certainement une nouvelle tentative de meurtre, mais nous y pensions naturellement en termes de semaines et de mois, pas d'heures et de jours. Mon anxiété atteint son apogée quand un des secrétaires-gardes de Trotsky — un Allemand qui était resté à l'arrière-plan et que je connaissais à peine — m'aborda avec une requête particulière. On me demandait d'examiner de près tous les Américains qui approchaient du domaine de Trotsky afin de filtrer de possibles espions. Je pris au sérieux cette mission, car c'était moi qui avais amené ici ces Américains. La majorité venaient de l'université du Texas et j'en avais récemment gagné quelques-uns au parti communiste. Il me demandait d'examiner leur cas et celui de tous les Américains. J'étais bien formé pour cela.

En 1936 et 1937 pendant la révolution à Paris, et plus tard comme militant trotskyste à Paris, j'avais appris l'art de repérer les espions staliniens continuellement infiltrés chez nous. Nous avons rapidement élaboré des méthodes d'identification. Parmi les tests, il y avait les suivants :

1) Où le sujet vit maintenant et où il ou elle a vécu récemment. En pratique, nous avons découvert que les agents staliniens et ceux qui se préparaient à l'être avaient été logés dans certains hôtels connus comme lieux de rendez-vous pour les communistes étrangers. Ou le sujet fréquentait-il quelqu'un qui vivait dans un tel endroit ?

2) Quelle était l'occupation présente ou récente du sujet ? Les agents staliniens prétendaient souvent qu'ils avaient travaillé pour la Croix Rouge ou comme journalistes.

3) Quelle était la récente affiliation politique du sujet ? Quelquefois il était évident que c'était une organisation de « front » communiste.

4) Le test le plus parlant était leur manque d'intérêt ou de connaissances sur nos problèmes politiques et débats du moment précis. Nous débattions des points

les plus fins de la stratégie politique et de la tactique, convaincus, en marxistes et léninistes, que le destin même du monde dépendait de nous. Ces problèmes et débats politiques ne cessaient de changer. Nous les suivions tous, mais les agents communistes étaient désespérément en-dehors du coup. Ils se tenaient en-dehors ou mieux, tentaient de changer de sujet.

Rétrospectivement, après avoir découvert des espions, nous pouvions voir ce cadre et parfois il nous menait à suspecter des gens avant qu'ils aient été démasqués d'une autre manière. Mais la police secrète stalinienne était intelligente. Elle plantait de toute évidence des espions afin de détourner notre attention de ceux qui étaient sérieux.

Sylvia et Jacson

C'est le jour de ma nouvelle tâche qu'arriva Sylvia — une jeune dame très active dans notre Workers' Party à New York. Comme je l'ai mentionné, tous les membres de notre parti n'étaient pas les bienvenus. J'étais une exception. Sylvia en était une autre, acceptée parce que son fiancé, Jacson, devait arriver dans quelques jours. Jacson prétendait être un camarade belge, membre d'un parti de la IVe Internationale ; c'est-à-dire un vrai trotskyste. J'ai rencontré Sylvia, qui était pleine d'enthousiasme pour le développement de notre parti à New York et elle me parla des méthodes qu'ils employaient dans leur campagne.

A l'époque où il me donna ma nouvelle assignation, le secrétaire allemand m'invita aussi à dîner un vendredi soir avec Sylvia et son fiancé qui venait d'arriver. Si on m'avait demandé de faire subir à Jacson le test des espions, il aurait échoué : il n'aurait pas pu franchir le dernier point, qui était capital. Pendant la longue soirée que nous avons passée ensemble au restaurant, il évita tout propos politique. Il n'était intéressé que par deux choses, la tactique militaire et des détails sur ses connaissances de Paris. Il prétendait connaître certains de nos camarades parisiens — il connaissait au moins leurs noms. Je ne réalisai que plus tard qu'ou bien il essayait de me donner l'impression qu'il était de bonne foi, ou plus vraisemblablement qu'il essayait de saisir des détails pour les utiliser plus tard.

C'est sa qualification militaire qui attira mon attention. Il se lança dans un exposé sur la guerre de mouvement avec les tanks comparée à la guerre de tranchées, juste trois mois après la débâcle sur la ligne Maginot et la chute de la France. Jacson était informé et convaincant là-dessus. J'étais impressionné par le nouveau camarade. Je me rappelle en avoir parlé à ma mère qui m'a rendu visite le lendemain : « Dans ce jeu politique, on rencontre quelques personnes des plus étranges, fascinantes ». Mais je ne le suspectai pas. J'étais préoccupé avant tout par ma tâche de filtrer les Américains. On ne m'avait pas demandé de m'occuper des autres et j'avais été présenté à Jacson par l'un des assistants de confiance de

Trotsky. C'était à eux de se soucier des autres. Pourtant, rétrospectivement, je suis sûr que si on me l'avait demandé, Jacson n'aurait pas franchi l'épreuve.

Avant cette nouvelle affectation, j'avais déjà promis d'accompagner ma mère dans un court voyage dans le Sud du Mexique. C'était maintenant quelques jours avant mon retour aux Etats-Unis. Sur l'insistance du camarade allemand, je prévoyais aussi une visite à Chilpancingo, une fantastique vieille cité que n'avaient touché ni le modernisme ni le tourisme. Après quelques jours dans le Sud, ma mère repartit et je continuai en bus jusqu'à Chilpancingo et bien sûr Acapulco. Seul pendant le voyage de retour, j'eus tout le temps de penser à mes nouvelles fonctions de surveillance. Je repassai dans ma tête les étudiants américains, un par un, les soumettant au « test de l'espion ». Tous semblaient innocents sauf sur un point : certains avaient été récemment gagnés sur les communistes. Il y avait aussi une jeune femme irlandaise-américaine, qui n'était pas étudiante, n'avait pas un passé politique, mais qui avait connu un sympathisant communiste à son retour dans le New Jersey. Puis il y avait l'homme-clé qui avait été récemment responsable pour l'éducation de la Young Communist League à l'Université du Texas. Non que je n'avais pas confiance en lui. Je le connaissais très bien et j'avais guidé sa défection du communisme sur deux ans. Ce qui me tracassait c'est qu'il ait été aussi vite gagné par Trotsky et accueilli dans le noyau pour servir parmi ses gardes. Bien que j'eus en lui grande confiance, je pensais qu'il était irresponsable de faire un garde de quelqu'un qui était venu il y avait si peu de temps des rangs des communistes. Je résolus de donner mon opinion au secrétaire allemand. Comme je méditais ce problème, notre bus entra dans Cuernavaca. Nous avions un quart d'heure d'arrêt. En descendant du bus, je vis les titres de journaux « Trotsky assassiné — Mourant (c'était le mot espagnol AGONIA) ». Quand il fut frappé par le piolet de Jacson, Trotsky cria et lutta. Les gardes de la porte sautèrent dans la pièce et s'emparèrent facilement de Jacson, qui criait : « Ils ont ma mère — ils ont ma mère » « Ils », bien sûr, c'était la police secrète de Staline et la défense de sa mère, de toute évidence, son motif. Le car me ramena à Mexico. D'après les dernières nouvelles, Trotsky avait perdu connaissance et mourrait - une blessure profonde au cerveau. Il mourut le lendemain.

Que pouvais-je faire ? Je pensais à Sylvia. La plus malheureuse dans cette tragédie, pensai-je, devait être Sylvia qui devait réaliser qu'elle avait été utilisée par son « fiancé » pour entrer chez la victime, qu'elle n'était pas « fiancée » mais une marche pour le GPU de Staline. Je demandai. Elle avait été hospitalisée. J'y allai, entrai et demandai à la voir. Exactement à droite de la porte et construite dans l'enceinte intérieure, il y avait une guérite avec une petite pièce blanchie, qu'on utilisait comme salle de réception d'urgence. Je regardai à travers la porte. Sylvia était là, sur un lit haut, dans un état de choc terrible. Elle criait, geignait, se tordait de douleur. Il était évident que je ne pouvais rien pour elle. Je battis en retraite. Quelques années plus tard, nous nous rencontrâmes à

un dîner. Notre hôtesse nous présenta l'un à l'autre. Que dire ? Aucun de nous n'a reconnu que nous nous étions rencontrés auparavant.

Ecarté des Etats-Unis

Sombres journées au Mexique : ces dirigeants politiques de partout venaient présenter leurs ultimes respects. Dans une grande salle au centre de la ville, une centaine montaient la garde autour du corps de Trotsky pendant que défilaient des centaines de citoyens jour après jour, en file continue. Staline n'avait pas gagné le cœur du Mexique. Ses partisans au Mexique proposèrent de transférer son corps à New York où Trotsky avait autrefois vécu, pour des funérailles publiques. Le gouvernement des EU refusa une fois de plus de laisser entrer Trotsky — même mort. Le soir, après être passé devant son corps, j'étais au coin de la poste principale pour un rendez-vous et j'ai parlé à une femme, une enseignante du New Jersey. Elle insistait fermement : un révolutionnaire comme Trotsky devait être banni des Etats-Unis, mort ou vivant. De toute évidence, bien des Américains pensaient comme leur gouvernement là-dessus et je me sentis honteux. Je peux comprendre que Cory Aquino n'ose pas permettre le retour de Marcos dans les Philippines instables, mais les EU de 1940 avaient-ils peur du cadavre de Trotsky ?

Charles A. Orr

Souvenirs sur l'hôtel Falcón de Barcelone

L'hôtel de Barcelone fut saisi par le POUM pendant la révolution qui commença en juillet 1936. Les étrangers et autres personnes liées au POUM y étaient logés ainsi que dans des appartements proches. Plus tard, certains d'entre nous se virent attribuer des appartements de luxe meublés d'où l'on avait enlevé quelques meubles de valeur, comme les vases d'argent qui avaient été pillés, comme les coussins des sofas et des fauteuils qui avaient été réquisitionnés pour les hôpitaux d'urgence pour les blessés. On nous donna de nouveaux matelas et des couvertures kaki de l'armée à bon marché.

L'hôtel l'alcón lui-même est situé du côté nord des basses Ramblas, près du port. Directement en face de l'hôtel, de l'autre côté des Ramblas, le POUM avait saisi un bar qui nous servait des petits déjeuners, des petits pains et des boîtes de sardines. Au-dessus du bar il y avait quelques bureaux du POUM et sa clinique de premier secours. Il avait une clinique mieux élaborée pour ses dirigeants et militants dans une belle villa, elle aussi confisquée dans les faubourgs. Elle avait un beau jardin et les docteurs en étaient des volontaires étrangers.

150 camarades environ des cadres du POUM, y compris des miliciens et nous, les volontaires étrangers, prenions des repas de la mi-journée dans la salle à manger de l'hôtel. La nourriture était bonne, le vin récemment livré en grande quantité, était superbe. Nous nous débrouillions par nos propres moyens pour le souper, que nous prenions habituellement dans des pensions ou restaurants, et qui nous coûtait environ la moitié de notre solde quotidienne de dix pesetas.

Le principal quartier-général du POUM et nombre de ses bureaux, y compris ceux de nos éditions et les transmetteurs radio étaient dans un bloc sur les hautes Ramblas, également du côté nord de la ville, en face d'un cinéma. Il y avait un bar au rez-de-chaussée du bâtiment adjacent, d'où de délicieuses

effluves de café montaient à nos fenêtres du côté cour. Les bureaux de notre rédaction étaient au quatrième étage, dans des locaux auparavant occupés par une compagnie d'assurances. Nous avons « hérité » de leurs tables, de leurs machines, de leurs dictionnaires et du reste de l'équipement d'un bureau. Notre journal, *The Spanish Revolution*, paraissait tous les quinze jours en anglais et moins souvent en français, italien, allemand et espéranto. Il y avait beaucoup trop de réfugiés allemands qui voulaient servir de rédacteurs avec trop peu à faire, mais trop peu de speakers anglais, de sorte que finalement j'eus à m'occuper du journal et des diffusions de radio en anglais quatre à cinq fois par semaine. Les Allemands finalement poussèrent et déplacèrent les meubles, aboutissant dans ce qui avait été mon grand bureau, et me laissant dans une petite boîte, à côté des Italiens. Les Allemands décoraient les étages et leurs bureaux d'ornements et d'affiches.

Nous n'avions pas de temps pour cela. Je mentionne ce trait négatif pour montrer les effets de l'oisiveté et de la perte de toute fonction sur ces intellectuels réfugiés allemands. La plupart d'entre nous, unis dans notre grande cause, allions de l'avant très unis. Plus tard, à Paris, la situation des réfugiés devint désespérée.

Le POUM avait un courrier postal régulier vers Port-Bou afin de s'assurer que nos correspondances ne seraient pas sabotées. Le courrier qui arrivait était cependant dirigé directement sur Barcelone, mais une grande partie n'arrivait pas. Finalement, quelques camarades allemands eurent l'idée d'aller vérifier au bureau de la poste centrale où ils trouvèrent un panier pour l'hôtel Falcón, bourré jusqu'à la gueule de courrier. S'agissait-il d'un accident ? Nous soupçonnions quelque sabotage¹.

La révolution, centrée sur Barcelone, était un aimant qui attirait nombre de révolutionnaires étrangers et espagnols très divers. Quelques centaines de politiques révolutionnaires, de toutes nuances et toutes couleurs, arrivèrent à Barcelone en 1936 et 1937 (quelque chose de semblable sur une petite échelle arriva au Portugal en 74-75). Il y avait à Barcelone divers types de socialistes, communistes, marxistes-léninistes, trotskystes, anarchistes et pacifistes. Des représentants de groupes politiques grands et petits arrivaient de pays européens et des réfugiés antifascistes et des exilés de Pologne, Allemagne, Hongrie, Roumanie, Grèce et Albanie. On pouvait trouver des représentants officiels de sectes politiques avancées et de groupes de pays où de tels partis étaient

¹ A l'été 1937, une lettre de Trotsky à Nin et Andrade, proposant une collaboration organisée, envoyée à Jean Rous, fut dérobée par le service secret italien, l'OVRA. Elle a été retrouvée après la guerre.

parfaitement légaux, le Royaume-Uni, la Norvège, les Etats-Unis et le Canada. Il y avait aussi des Sud-Africains, des Cubains, des Mexicains et des Marocains.

Les anarchistes maîtres de la Catalogne leur faisaient bon accueil à tous et leur donnaient liberté de parole et de réunion. Barcelone devint un haut lieu de débats politiques, les événements défilaient rapidement. Les théories politiques et militaires étaient mises à l'épreuve après des mois, des semaines, même des jours. Barcelone était une école pour révolutionnaires honnêtes et la plupart d'entre nous firent de même, exception faite des staliniens pour qui un hérétique est pire qu'un païen. Mais les vrais révolutionnaires étaient les ouvriers de Catalogne.

Comme beaucoup d'étrangers travaillant pour le POUM, je devins membre de ce parti. On nous envoya à la Caserne Lénine pour quelques dimanches matin d'entraînement à la défense civile, ce qui signifiait avant tout l'apprentissage de monter et démonter un fusil Mauser (modèle Première Guerre mondiale). Etant un « économiste confirmé », je fus affecté au comité du POUM pour l'industrie textile, où on nous demanda des propositions pour sauver cette industrie. Nous n'avions rien à suggérer. Le problème était que la marine italienne avait mis l'embargo sur nos importations de coton brut.

John McNair

Le représentant de l'ILP britannique auprès de son parti-frère, le POUM, et par conséquent le patron et trésorier de notre équipe rédactionnelle, était John McNair. Il était aussi d'une certaine manière celui qui n'était pas à sa place. Il était là, homme d'affaires britannique tout à fait non-politique, occupant une position responsable vis-à-vis des deux partis ouvriers révolutionnaires, ILP et POUM, au milieu d'une révolution ouvrière. (Archibald) Fenner Brockway, le leader de l'ILP, l'avait choisi pour le représenter en Espagne, de toute évidence parce qu'il était un des rares Anglais qui parlaient un français excellent et pouvaient ainsi communiquer avec les Catalans qui comprenaient facilement le français. John McNair avait aussi l'avantage de savoir diriger un bureau, manipuler l'argent, tenir les comptes. Il semble qu'il ait été dans le commerce de gros en Belgique. Mais il ignorait tout de la politique, était pourtant absolument fidèle à son patron l'ILP. Il sentait qu'il avait le devoir d'apprendre quelque chose sur le marxisme, mais n'en était pas capable. Politiquement, il restait désespérément loin derrière nous autres.

Tandis que la majorité d'entre nous — par défi à l'univers « bourgeois » — traînions dans nos combinaisons bleues, portions de vieilles sandales de corde usées et laissons nos barbes pousser sans aucun soin, ce n'était pas le cas de John McNair. Il restait le gentleman dans son propre vêtement de négociant :

costume noir, chemise blanche, souliers noirs cirés. Mais il n'osait pas porter de cravate — ce qui, avec les chapeaux de femmes, était réellement tabou pendant la révolution ouvrière. En hiver les femmes portaient des foulards.

John était un célibataire, d'âge moyen. Il avait un tendre pour les femmes ; d'abord notre première secrétaire, Sybil (pas très chic), puis la suivante, Eileen O'Shaughnessy (femme d'Orwell, très séduisante), ainsi que celles qui travaillaient avec nous ou venaient rendre visite à nos bureaux. De toute évidence attiré par les femmes, il se tenait néanmoins à une certaine distance d'elles.

Mary et Juan Breá

Le premier rédacteur de *The Spanish Revolution*, avait été Mary Low¹, une blonde fille australienne, qui avait récemment quitté une pension de famille pour se marier à Juan Breá — un grand réfugié cubain noir, un trotskyste qui cherchait à se débrouiller comme journaliste. Les Breá vivaient à l'hôtel Falcón. Le POUM n'aimait pas beaucoup Juan Breá qu'il considérait comme un parasite sans intérêt, mais ils avaient besoin de Mary Breá. Finalement Juan réussit à faire imprimer un de ses papiers par le POUM, dans lequel il soulignait le contraste entre la Révolution à Barcelone et à Madrid (où il se trouvait quand elle avait éclaté). Au Nouvel An, les Breá partirent pour l'Angleterre, me laissant seul pour publier *The Spanish Revolution* et pour donner la radio-diffusion quotidienne en langue anglaise. Ma femme, Lois Orr, travaillait ailleurs, aidant une dame anarchiste à publier le bulletin d'information quotidien en langue anglaise de la Generalitat de Catalunya.

Russell Blackwell

Les oehléristes, comme nous les appelions, étaient une petite scission du PC des EU². Leur dirigeant Hugo Oehler, cuisinier express de l'Oklahoma, avait été un temps très haut placé dans l'appareil communiste international (peut-être dans le service secret), mais il avait appris à être si secret qu'on n'en était jamais sûr. Peu après le début de la Révolution, il envoya à Barcelone pour le représenter Russell Blackwell, dit Rosalio Negrete. C'était un cartographe américain de New York, qui parlait si bien l'espagnol qu'il pouvait passer partout en Espagne pour un Espagnol d'une autre région. Enfant, il s'était enfui de sa

¹ Mary Low (née en 1903) et Juan Ramón Brea (1908-1941) ont été pendant la Guerre d'Espagne un militant à deux têtes.

² Les oehléristes étaient en réalité une scission de la Communist League of America, la section américaine de l'Opposition de gauche, hostile à la politique d'"entrisme". Edward ler dit Hugo Oehler (1903-1983) avait dirigé la fraction trotskyste dans le PCA.

maison, terminant par plusieurs années dans un ranch en Argentine. Bien qu'il appartînt aux très rigoureux oehléristes, Russell était une âme amicale et sentimentale. Son ambition était de devenir suffisamment riche pour se retirer un jour au Mexique où il serait patron d'un village où il ferait venir l'électricité.

Oehler avait enseigné à Blackwell une extrême prudence. A la différence de nous qui étions de grands naïfs, il vivait à l'extérieur, quelque part, en secret et évita ainsi d'être arrêté lors de la vague de répression de juin. Puis il s'en alla, fit la moisson des artichauts et finalement sortit d'Espagne sans avoir été arrêté par les staliniens. Quelques années plus tard, je le vis dans son bureau de New York, travaillant sur de cartes routières.

Hugo Oehler

Oehler lui-même arriva à Barcelone à la fin de l'hiver 1937 quand la révolution mourait déjà à moitié de faim et déclinait. Oehler était un révolutionnaire très capable, j'ai souvent dit que s'il était arrivé quelques mois plus tôt (avant l'assassinat de Durruti) pour guider Blackwell, tout le cours de l'histoire de l'Espagne en aurait été changé. Je n'étais pas d'accord avec sa croyance léniniste en un État reposant sur un parti unique et je refusai donc de rejoindre sa secte. A Paris, à l'été 1937, je rejoignis le POI.

Un jour, Oehler vit et reconnut un officier russe du GPU très haut placé, dans le tram à Barcelone, et redouta d'avoir été reconnu aussi. En juin 1937, quelques jours après la rafle d'étrangers liés au POUM et aux anarchistes, Oehler fut arrêté alors qu'il essayait de franchir la frontière pour Andorre. Il fut enfermé dans la même prison que nous, mais avec un traitement sévère.

Il était seul dans une petite pièce noire, à même le sol. Nous savions qu'il était près de nous, car nous le voyions par une fente dans la porte de la cellule, conduit aux toilettes sous bonne garde. Un jour j'eus une bagarre avec trois gardiens venus perquisitionner ma cellule. Ils m'ont fouillé et ont essayé de me prendre mon passeport, que j'avais réussi jusque là à cacher. Je résistai et ils m'entraînèrent jusqu'au bout d'un corridor. La lutte se poursuivit juste en face de la cellule d'Oehler, où je réussis à parler avec lui deux minutes. Il était terrorisé et pouvait l'être quelques jours après qu'Andrés Nin ait été assassiné dans une prison de Madrid¹ et un mois après que tout l'état-major de Staline ait été

¹ Comme nous l'ont récemment appris les archives de Moscou, Nin fut enlevé de la prison de Alcalá de Henarès et torturé puis exécuté par des agents soviétiques dans la cave d'une maison proche appartenant à un couple de dirigeants républicains membres du PC.

exécuté en Union soviétique. Oehler, en tant que citoyen américain, fut plus tard relâché et expulsé d'Espagne.

Bill Krehm¹

Bill Krehm était un camarade de Toronto qui dirigeait une petite secte léniniste associée aux oehléristes. Il arriva à Barcelone assez tôt mais, ignorant l'espagnol, fut incapable de fonctionner avec les anarchistes influents comme le faisait Blackwell. Bill Krehm était un intellectuel qui adorait James Joyce. Il essayait d'apprendre l'espagnol, mais, trop perfectionniste, n'osait sortir un mot dans cette langue avant d'en avoir maîtrisé la grammaire. Il était assis en silence à notre grande table du soir dans une pension, ahuri quand Lois et moi tentions de parler notre charabia espagnol ou catalan. Mais un soir il fut prêt. Il parla en excellent espagnol, bien meilleur grammaticalement que le nôtre.

Je rencontrai Krehm à Mexico quelques jours après la mort de Trotsky en 1940. Il partagea sa chambre avec moi et me prêta un peu d'argent. J'étais fauché en attendant un prêt de ma mère. Plus tard, dans les années 1950, je vis de nouveau Krehm à Toronto. Il était dans l'immobilier.

Moulin

Jean Moulin² était le nom politique pris par le représentant personnel de Trotsky en Espagne. Trotsky l'avait envoyé à Barcelone comme second couteau politique, tandis qu'il retenait son fils Sedov et d'autres révolutionnaires de haut rang à Paris où il s'attendait à tort à une explosion immédiate de la révolution ouvrière européenne. C'était l'époque du gouvernement de Front populaire en France et des grèves armées avec occupation. Moulin était un réfugié allemand dont le nom allemand, disait-il, était Wolf³. Mais c'était probablement également un pseudonyme. Jean, comme nous l'appelions, était cordialement accepté par le POUM en tant que représentant de Trotsky⁴.

Le POUM lui-même était un amalgame de deux partis ex-communistes, le Bloque qui avait fait scission à droite et les ex-trotskyistes qui avaient fait scission à gauche. Quand Staline vira très à droite, ces deux morceaux se

¹ William Krehm (né en 1913) est aujourd'hui un auteur connu.

² Le vrai nom de Moulin était Hans David Freund (1912-1937). "Jean" est probable bien qu'Orr soit l'unique témoin.

³ Erwin Wolf (1902-1937) était le véritable nom de N. Braun, ex-secrétaire de Trotsky et membre du SI envoyé à Barcelone après les journées de juin.

⁴ Il n'y avait pas de représentant de Trotsky en Espagne. De Moulin, nous avons quelques articles et rapports, au SI, pas à Trotsky.

retrouvèrent à sa gauche. Le secrétaire en exercice du POUM était Andrés Nin, ancien trotskyste dont Staline se souvenait du temps où il était à Moscou au début des années 20. En juillet 36, le secrétaire du POUM avait été Maurín, de la plus grosse des deux fractions, le Bloque. Il avait eu le malheur d'être pris en territoire fasciste lors du soulèvement militaire de juillet.

Il n'est pas douteux que Jean Moulin fut utile à Trotsky, qu'il lui envoya des rapports pénétrants. Sur la base de ces rapports d'Espagne, Trotsky fit des prédictions remarquablement précises — meilleures que les nôtres, alors que nous étions sur place. Mais Moulin ne savait ni l'espagnol ni le catalan et, à la différence de Hugo Ochler, ne savait pas faire une révolution. Moulin vivait dans la pension où nous prenions nos repas du soir. Nous avons fini par bien nous connaître.

Mario et les Procès de Moscou

1936 et 1937 furent les années des fameux procès-spectacles de Moscou où Staline, dans un délire paranoïaque, tua ceux qui restaient des dirigeants de la révolution d'Octobre, comme tous les chefs militaires. Avant d'être exécutés, les dirigeants politiques rivaux furent persuadés de s'accuser eux-mêmes et les uns les autres de toutes sortes de crimes incroyables — basement et fausement. Ce ne fut pas une grande surprise pour nombre d'entre nous, alors évacués en sécurité à Paris, que la police secrète de Staline essaie de discréditer ses adversaires en Espagne par une version Barcelone des procès de Moscou.

Mario¹ était un étudiant italien réfugié qui travaillait à notre édition en italien. Il était roux, plutôt mince, délicat et nerveux. Comme réfugié, il n'avait aucun autre endroit où aller et comme beaucoup, manquait de confiance en lui. Parmi les emprisonnés étrangers qui avaient travaillé pour le POUM, la police communiste choisit Mario comme l'élément le plus faible psychologiquement. D'une façon ou d'une autre, elle le terrorisa pour qu'il coopère ou au moins fasse semblant de coopérer dans un procès spectacle. Il accepta de témoigner que lui et le POUM étaient des agents fascistes, etc. Il récita ses crimes. Cette pantomime marcha très bien jusqu'au procès lui-même. Mario, accusé de ces prétendus crimes fut invité à faire une confession publique. Mais le truc fit long feu. Au lieu de plaider coupable, Mario, en plein tribunal, se retourna contre ses accusateurs et dénonça toute l'affaire en donnant l'exemple des méthodes de terreur qu'il avait subies. Ce fut la fin des procès de Moscou de Barcelone. Le GPU apprit qu'il n'est pas possible de conduire un procès-spectacle efficace dans la chaleur d'une authentique révolution.

¹ L'aventure décrite par Orr et attribuée à "Mario" arriva à un Italien, Luigi Zanon, au procès du trotskyste espagnol Munis.

Il y avait deux autres camarades italiens, grands et agréables, liés au POUM. Ils venaient de temps en temps rendre visite à nos bureaux, mais n'avaient évidemment pas de travail. Ils portaient des revolvers dans la ceinture. Mary Breá me dit qu'ils étaient le groupe d'exécution du POUM, laissant entendre qu'elle en savait plus qu'elle n'en disait.

Autres étrangers

Les camarades anglophones, autour de l'hôtel Falcón et sur le front, venaient des EU et du Canada, comme Mary Breá d'Australie et deux trotskystes sud-africains, qui portaient les noms de Sappir et Sapperstein. Il y avait aussi peut-être une trentaine et plus d'anglophones rattachés directement au POUM. Ils comprenaient des réfugiés d'Allemagne, Italie, Roumanie, Grèce et Albanie, ainsi que des révolutionnaires de France, Belgique et Suisse. Le second gros groupe de langue était le groupe francophone, de France, Belgique, Italie, Suisse, les Grecs, les Albanais, etc. Les rédacteurs français et les annonceurs de la radio étaient placés sous la direction de Max Pétel. Ils étaient recrutés et financés par une aile marxiste des socialistes français, un groupe connu d'après le nom de son dirigeant — Marceau Pivert. Les autres groupes nombreux étaient les germanophones. Nous autres, du POUM, avions de bonnes relations avec les anarchistes espagnols, liés à la puissante CNT-FAI, surtout ceux de Hollande et de Suisse. En juin 1937, nous avons partagé les mêmes cellules de prison, nous avons continué à Paris.

Mis à part ces visiteurs installés, il y avait un profond courant de visiteurs à court terme, surtout politiques et journalistes d'extrême-gauche. Il y avait là toutes les variétés de socialistes, trotskystes et anarchistes — pas de communistes, seulement ceux qui soutenaient cette révolution. A cette époque, les sympathisants staliniens appelaient à un front populaire antifasciste et s'opposaient résolument à la révolution, présentée par eux comme une diversion dangereuse. Ces sympathisants communistes allaient à l'hôtel Colón, un grand hôtel qui avait été pris par le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC). Ce parti était entièrement contrôlé par le petit PC de Catalogne. L'hôtel Colón était sur la Plaza Catalunya, au sommet des Ramblas et en face de la Telefónica. Les staliniens avaient aussi un étroit hôtel, tout proche, où ils logeaient leurs visiteurs étrangers. Les politiques et journalistes « bourgeois » ordinaires et intéressés par la guerre des Républicains contre le fascisme, préféraient aller à Madrid. Le courant des visiteurs du POUM constituait une parade colorée et très particulière. Les visiteurs anars comme Emma Goldman¹ allaient à la CNT-FAI.

¹ **Emma Goldman** (1869-1940), vétéran anarchiste, visita l'Espagne au titre de la solidarité internationale.

Parmi les visiteurs du POUM, il y avait des journalistes américains comme John Dos Passos, Liston Oak¹ et Ella Smith.

Parmi les visiteurs politiques, il y avait des députés britanniques représentant l'ILP au Parlement. Ils comprenaient (Archibald) Fenner Brockway (plus tard Lord Brockway), secrétaire de l'ILP. Egalement Jenny Lee (plus tard Mrs Nye Bevan et plus tard encore lady Lee)². Egalement John Mc Govern, le coloré et immensément populaire député écossais. Une petite histoire sur notre aventure avec Mc Govern. Il venait d'arriver à Barcelone d'une visite aux gars de l'ILP, sur le front d'Aragon. Nous étions deux couples mariés qui l'avons invité à un dîner au restaurant. Après quelques mois de travail sans vraiment de récréation, nous décidâmes de lui donner un spectacle de filles. Les anarchistes avaient interdit toute prostitution, mais permettaient encore ce type de strip-tease du burlesque. Mais pourquoi emmener Mc Govern seul ? Nous avons eu l'idée d'inviter une journaliste américaine, Ella Smith — une célibataire d'un certain âge. Elle était flattée d'accompagner le député écossais. Mais le spectacle venait juste de commencer quand John Mc Govern — épuisé par son voyage en train depuis Londres et son aller-retour au front — s'endormit. Mais le spectacle venait juste de commencer.

Ella Smith

Cette dame américaine se proclamait journaliste et était — tout au moins prétendait être — tout à fait apolitique. Mais il s'avéra que quelques autres, qui prétendaient être journalistes, se révélèrent des agents staliniens envoyés pour infiltrer nos rangs. Ella Smith se vantait ouvertement d'avoir été en territoire fasciste, suivant l'avance vers l'ouest à travers le territoire basque et dans les Asturies. Elle reconnaissait aussi avoir divers passeports dans différents pays, qu'elle avait tous laissés en France, sauf un ? Était-elle un espion franquiste ? Nous nous tracassions à propos des agents staliniens au moins autant que des fascistes. A la fin, nous commençâmes à croire Ella Smith et à l'accepter. Après tout, un véritable agent n'aurait sans doute pas clamé qu'elle était allée en territoire fasciste et avait plusieurs passeports. Parmi les visiteurs, il y avait aussi beaucoup de socialistes français, comme Marceau Pivert. Il y avait aussi Norman Thomas, chef du PS des Etats-Unis.

¹ **Liston M. Oak** (1895-1970), journaliste du PC, qui rompit après un long séjour à Moscou, se trouvait en 37 sur des positions révolutionnaires.

² **Aneurin Bevan** (1897-1960) et sa femme **Jenny Lee** (née en 1903) furent de grandes figures de la gauche du parti travailliste britannique.

La Brigade internationale au POUM

Le corps international de l'ILP était lié à la milice du POUM sur le front d'Aragon, et parfois assigné à une tranchée près de Huesca. Ses volontaires venus de l'étranger étaient brièvement placés à l'hôtel Falcón et, avant d'aller au front, envoyés à la Caserne Lénine pour trois mois d'entraînement. Ils logeaient alors de nouveau à l'hôtel Falcón, ou ses annexes, quand ils étaient en permission. Le contingent ILP regroupait quelques volontaires du POUM qui ne parlaient ni le catalan ni le castillan. Il comptait, si ma mémoire est bonne, 50 militants environ, dont la majorité étaient britanniques, envoyés directement par l'ILP. Quelques-uns des autres étaient Américains, Belges et Allemands. Le corps international était financé par l'ILP britannique qui désignait son chef politique et d'organisation. C'était Bob Edwards, qui, jusqu'à il y a peu, a été député travailliste. Le commandant militaire était le camarade Kopp, un ingénieur belge, très apprécié par ses miliciens. Il y avait aussi Eric Blair (mieux connu plus tard comme George Orwell). Kopp et Orwell devinrent grands amis. Le plus populaire était évidemment le bouillant Bob Smilie, petit-fils du célèbre pionnier des mineurs britanniques nommé aussi Bob Smilie. Notre Smilie à nous mourut (probablement assassiné) aux mains des staliniens, en essayant de s'évader d'Espagne, après le coup de juin, d'un hôpital stalينien.

Bob était arrivé à Barcelone avec son ami Ted Fletcher (à ne pas confondre avec un autre qui était dans la BI sur le front de Madrid et fut plus tard employé au quartier général du TUC). Notre Ted Fletcher était un boy-scout de haut rang. Son coeur était peut-être plus avec les scouts qu'avec la révolution.

Il y avait également deux Belges, des Wallons. L'un d'eux était relieur. Quelques mois plus tôt en août 36, le monde entier eut les yeux fixés sur lui puisqu'il tint le pont international d'Irun jusqu'au passage du dernier train qui put passer en France sous la menace des troupes fascistes et des tanks, sous les yeux de toute la presse internationale. Les deux Belges passèrent alors en France, allèrent à Barcelone, et s'enrôlèrent dans le POUM. Il y avait un Américain, bonne tête et très grand, beau type d'Américain, 17 ans seulement, nommé McArthur qui était neveu de Norman Thomas, le candidat présidentiel du PS. Je me souviens aussi d'un milicien allemand qui fut séduit par une jeune anglaise, qui se révéla agent communiste. Orwell a décrit dans *Homage to Catalonia* la vie dans la brigade. Mais Bob Edwards m'a écrit qu'il a aussi écrit des mémoires.

Surveillés par un agent communiste.

Ailleurs, les communistes devinrent experts dans l'infiltration des organisations rivales soit avec l'objectif de les capturer soit dans celui de les utiliser comme des « fronts » dans le jeu politique communiste. C'est ce qu'ils ont fait au gouvernement républicain espagnol, à l'armée et à la police. A

Barcelone, l'infiltration était plus qu'une opération d'espionnage à travers les préparatifs pour attaquer et écraser l'organisation rivale. Dès que des camarades étrangers arrivèrent, à l'été 1936, pour aider le POUM, l'infiltration des agents staliniens commença. Nous ne l'avons pas réalisé au premier abord, chevauchant haut — et ne nous en sommes pas souciés. Plus tard, nous avons appris à situer les espions intérieurs et nous en avons identifié au moins six. Ces espions, passant pour des amis ou pour des recrues potentielles pour le parti ou même pour l'amant d'une nuit, rassemblaient de l'information. Par exemple, au mois de juin suivant (1937), quand la police contrôlée par les communistes arriva très tôt le matin pour faire une perquisition chez moi et pour m'arrêter, ils avaient un diagramme du plafond.

A cette époque j'ai pu deviner l'identité de dix agents qui avaient visité cet appartement. Un d'entre eux était une très attirante femme-médecin rousse, qui se présentait comme réfugiée anti-fasciste de Roumanie. Au début de mon séjour à Barcelone, je l'avais rencontrée au cours de la visite d'une clinique du POUM car j'avais un petit problème médical. J'avais donné un rendez-vous pour voir ce docteur. A mon arrivée à la clinique on me demanda de prendre mon tour et de m'asseoir dans le délicieux jardin de la villa. Après un temps, l'attirante femme-docteur apparut dans le jardin accompagnée d'un homme. Ils tournaient en rond plongés dans une conversation profonde et je sais maintenant que c'était un comportement destiné à attirer mon attention sur la dame rousse.

Je la rencontrais une semaine plus tard quand elle s'invita pratiquement à mon appartement. Je l'invitai avec d'autres. Je sentais quelque chose d'étrange mais je ne la suspectai pas jusqu'à ce que la police arrive avec un croquis de l'intérieur de mon appartement. L'autre agent communiste à visiter mon appartement fut l'attirante fille britannique déjà mentionnée qui vint sous son vrai nom mais que j'appellerai Patricia. Elle vint pendant mon absence, quand je prêtai l'appartement à un camarade qui ne pouvait inviter d'hôtes chez lui. Peu importe si j'ai invité Patricia. Le comportement personnel de Patricia serait sans importance si il ne s'avéra pas à la fin que toutes les deux, particulièrement la mère, étaient des agents communistes bien placées. La première fois que je la vis, elle venait à mon bureau se porter volontaire pour travailler avec nous. Elle fut présentée à notre patron, John McNair, qui reconnut son nom et réalisa que son père était député au Parlement britannique. Politique innocent, McNair embaucha très vite Patricia. Cela ne dura pourtant pas longtemps. On découvrit très vite que son père était un député bien connu pour ses sympathies communistes. Plus tard, on apprit que sa mère était l'épouse du diplomate soviétique dirigeant à l'étranger — qu'on croyait le troisième sur la file après Staline en personne !

Ainsi Patricia dû nous quitter. Quand nous découvrimos comment elle vivait et son emploi antérieur, nous fûmes convaincus. Elle nous dit qu'elle avait

travaillé pour la Sanidad, la Croix Rouge espagnole, que l'on savait contrôlée par les communistes. Plus, elle vivait dans un hôtel utilisé par les communistes pour leurs hôtes étrangers. Plus tard nous apprîmes que sa mère avait elle-même travaillé à un poste important dans le gouvernement républicain central de Madrid (tombant à cette époque sous le contrôle communiste) où elle devint la confidente du président Negrín. Après avoir observé le comportement de la fille à Barcelone, nous étions prêts à croire les juteuses histoires concernant la conduite de la mère à Madrid. Ce que nous entendions de Madrid n'étaient que des rumeurs, mais cela allait bien avec ce que nous savions. En tout cas, c'est une illustration de l'état d'esprit et des croyances de l'époque. Nous savions bien que Patricia avait passé une nuit ou deux avec d'autres de nos camarades, y compris le milicien allemand en permission du front.

Des espions inexpérimentés commettent parfois des erreurs d'exagération. Patricia finalement se dévoila par une manœuvre bien bizarre. Georges Tioli, l'autre acteur de ce pseudo-drame, avait lui aussi vécu dans cet hôtel associé aux communistes et prétendait y avoir travaillé pour la Santé. On voyait souvent Georges et Patricia ensemble. Un soir, alors qu'elle profitait de son flirt avec le milicien allemand, ils étaient assis côte à côte dans un café près de la Plaza de Catalunya. Sans provocation, et comme s'il devait simuler la jalousie ou jouer la contre-jalousie, le petit Georges se leva et alla gifler le gros Allemand. Oui, Georges était italien et ce comportement singulièrement déplacé au milieu d'une révolution — même pour un Italien. La manœuvre fit long feu. L'Allemand, gêné, ne se battit pas. La seule conséquence fut d'attirer sans nécessité l'attention sur Georges et Patricia et de confirmer nos soupçons qu'ils étaient tous deux des espions.

L'espion repentant

Celui qui nous intriguait le plus parmi les agents communistes était Georges Tioli, réfugié de l'Italie fasciste. Je vais raconter son histoire un peu en détail, parce qu'elle montre que des gens qui avaient été pris dans l'appareil stalinien étaient en réalité humains et ne pouvaient accepter la brutalité qu'on exigeait d'eux. Je rencontrai Georges en novembre ou décembre 1936. Il se prétendait journaliste. Il était amical et nous aidait de toutes les façons, et pourtant j'en vins à suspecter que ce personnage aimable était lui-même un agent communiste. Il allait parfaitement avec le test type que nous avions développé pour repérer ces agents. Il consistait en ceci :

1) Le suspect avait à une époque été associé aux communistes ou à une organisation du front communiste et il n'y avait que peu de temps qu'il s'intéressait à la cause révolutionnaire non-communiste.

2) Le suspect se disait journaliste, mais n'avait de toute évidence aucune activité journalistique, contacts ou revenu.

3) Le suspect prétendait avoir travaillé pour la Santé (la Croix Rouge de temps de guerre).

4) Il vivait ou avait vécu dans un certain hôtel.

5) Les suspects n'avaient aucun intérêt à nos vivantes discussions politiques et cherchaient habituellement à changer de sujet.

6) Ils attiraient parfois l'attention sur eux-même par un comportement curieux ;

Georges Tioli correspondait très bien à ce modèle. Plus encore, il avait une extraordinaire capacité à envoyer ou recevoir notre courrier hors d'Espagne, à des moments où il semblait que rien d'autre n'y parviendrait, soi-disant à travers ses « liaisons à la mission turque » — c'est ce qu'il disait. Une année plus tard, alors que j'étais à Paris et Tioli encore en Espagne, nous pûmes communiquer par une mystérieuse dame parisienne qui vivait dans une grande maison. Bref, Georges avait des relations et des facilités exceptionnelles. Outre sa gifle au milicien, il était impliqué dans un petit drame artificiel qui impliquait aussi George Orwell.

Vers la fin de *Homage to Catalonia*, Orwell décrit une perquisition policière dans la chambre d'hôtel de sa femme, mais ne mentionne pas le rôle joué par Georges Tioli. Il ne mentionne pas Tioli ailleurs dans le livre, acceptant sa prétention d'être un journaliste. Orwell fait des spéculations à propos de la question de savoir pourquoi sa femme, Eileen, n'avait pas été arrêtée avec nous autres, mais il ne se demande pas si Tioli avait été arrêté. Je crois qu'en juin 1937, Tioli avait pour tâche de surveiller Orwell et Eileen, plutôt que de recueillir des informations de Eileen qui était bavarde mais pas politique.

En juin 1937, quand je fus libéré après dix jours dans une prison communiste, je rencontrai Eileen, avec Tioli, dans les rues de Barcelone. Ils me racontèrent cette étrange histoire. A l'hôtel, ils vivaient tous deux dans des chambres contiguës. Eileen avait permis à Georges d'entreposer un rouleau de cartes prétendument accusatrices sur son balcon. Quand Georges remarqua qu'on perquisitionnait dans la chambre d'Eileen, il vint de son balcon et prit les cartes. Quand la police quitta la chambre d'Eileen pour perquisitionner chez lui, il déposa les mêmes cartes sur le balcon d'Eileen. Ces cartes étaient-elles destinées à incriminer Eileen et le POUM ? Georges essayait-il donc de protéger Eileen ? Ou était-ce simplement un autre jeu — un épisode destiné à dissimuler le rôle de Georges comme espion d'un autre parti ?

Mais Georges n'était pas comme les autres agents communistes. Parfois il me donnait des conseils mystérieux — qui, si je les avais compris, m'auraient évité à moi et d'autres bien des ennuis. Plus tard, quand j'étais à Paris, il essaya de me dénoncer la dame qui, comme nous devions le découvrir plus tard, était

l'agent le plus important implanté dans le comité militaire du POUM. Georges cherchait-il à s'évader de sa propre position d'agent communiste et essayait-il de me protéger en sortant ?

Un autre incident souligne son rôle ambigu : une après-midi de juin 1937, Andreu Nin, le secrétaire du POUM, fut arrêté à Barcelone par la police dirigée alors par les communistes. Revenant à la maison le soir, je déviai de ma route pour observer le bâtiment central de police où il avait été conduit. Je vis Mme Nin venue s'enquérir du sort de son mari (elle ne le revit jamais. Quelques jours plus tard on découvrit son corps dans une rue à l'extérieur d'une prison de Madrid¹. Dans la foule devant le bureau, je rencontrai aussi Georges Tioli. Il me promit — et je crus d'abord à une plaisanterie — qu'il m'apporterait des couvertures quand je serai en prison moi aussi. Rentrant chez moi, je décidai que le lendemain matin, je me mettrai à la recherche d'un endroit où me cacher. Au petit matin, pourtant, j'étais arrêté et d'abord incarcéré dans la cave de ce même bâtiment. Et Georges, fidèle à sa parole, m'envoya des couvertures dont on avait grand besoin dans notre cellule.

Autant que j'ai pu m'en assurer, Tioli a disparu en Espagne. S'il a été tué par ses maîtres communistes, ce n'aurait pas été la première fois qu'ils liquidaient un de leurs agents pour empêcher sa défection ou couvrir leurs traces. Comparez avec le cas de Sheldon Harte² à Mexico au temps de l'assassinat de Trotsky.

Une partie de mon histoire de Georges Tioli repose sur la spéculation. Qu'il ait vraiment été un réfugié italien, j'en suis sûr. Quand je quittai définitivement l'Espagne, il me confia une carte postale à ses parents en Italie, que je leur postai à Marseille. Il ne leur disait pas où il était, mais assurait qu'il était vivant et se portait bien.

¹ En fait, le cadavre de Nin, assassiné, enterré près d'Alcalà de Hénarès, n'a pas été retrouvé.

² Contrairement à ce que laisse entendre ici notre ami Orr, la culpabilité de Sheldon Harte est loin d'être prouvée et Trotsky a toujours été convaincu de son innocence. Il était d'ailleurs l'unique victime de l'attentat du 24 mai.

Charles A. Orr

La révolution espagnole vue en Catalogne

En route pour l'Espagne

Avec la naissance de la République en 1931, l'Espagne divisée en classes entra dans une période d'instabilité sociale et politique aiguë — ce que les marxistes appellent une « situation révolutionnaire ». Un chômage grandissant, causé par la crise mondiale, aggravait encore les troubles de l'Espagne. Il y eut aussi des soulèvements, surtout celui des mineurs asturiens en 1934. En 1935 et 1936, les ouvriers agricoles s'emparaient de la terre dans une partie de l'Espagne après l'autre. Il semblait que l'Espagne allait vers une véritable révolution.

En 1936, toute l'Europe vivait une crise politique et économique ; en février, l'alliance de gauche, appelée Front populaire espagnol, remporta une victoire électorale par une faible majorité. Ce fut suivi de près par une victoire électorale identique du Front populaire français, qui déclencha une série de grèves sur le tas et des occupations d'usines par des travailleurs armés à travers toute la France.

Au même moment, Hitler supprimait les organisations ouvrières allemandes, armait l'Allemagne et menaçait toute l'Europe.

En mai 1936, je lus dans la presse que Léon Trotsky prédisait l'explosion en Europe de la révolution sociale, ce qui ne me surprenait pas. Ce qui l'était c'est que cette révolution allait partir de France. Je me souviens de ma première réaction. Je dis à un camarade : « Non. Trotsky se trompe. Elle va commencer en Espagne ». Plus tard, j'appris que Trotsky, expulsé de France depuis, et qui avait reçu l'hospitalité en Norvège, avait retenu ses principaux lieutenants à Paris, même après la révolution en Espagne. Il garda son fils Lev Sedov à Paris et envoya des agents de second rang aider les camarades d'Espagne.

En juillet 1936, j'étais un passager barbu allant de New York en Europe et sans doute en Inde. La nouvelle éclata que la guerre civile avait explosé en Espagne. J'étais certain qu'elle allait tourner en révolution sociale, particulièrement dans la Catalogne anarchiste. Une fois débarqué en Europe, j'ai traversé en stop le nord de la France et la Belgique pour aller à un rendez-vous en Allemagne. C'était le moment des Jeux Olympiques de Berlin et les étrangers étaient bien accueillis. Je voulais la visiter de nouveau pour vérifier par moi-même les histoires d'horreur que nous entendions en Amérique. Pouvaient-elles réellement être vraies de ce peuple allemand ordonné ? Je restai un mois en Allemagne, mais ma tête était en Espagne où la guerre contre le fascisme venait juste de commencer. Mais j'avais la plus grande difficulté à savoir ce qui se passait effectivement en Espagne.

Seuls les journaux étrangers de droite étaient autorisés à pénétrer en Allemagne nazie. La presse allemande était complètement contrôlée. Quelques semaines plus tard, à Barcelone, je trouvai que seuls les journaux étrangers de gauche (c'est-à-dire « antifascistes ») étaient autorisés. C'est un fait remarquable que fascistes et antifascistes étaient d'accord précisément sur l'endroit où tracer la ligne politique. Que ce soit dans l'Allemagne nazie ou dans l'Espagne antifasciste, l'une ou l'autre, on pouvait trouver des journaux français ou anglais très importants, mais rien d'autre.

Dans les journaux étrangers de droite qu'on trouvait en Allemagne, je devais lire entre les lignes. Ils traitaient simplement la situation militaire comme une guerre civile entre « républicains » et « nationalistes ». Ils mentionnaient des « excès » de la part des « républicains », mais ne donnaient pas de détails. Néanmoins quelques tableaux de ces « excès » finirent par percer graduellement. Cela confirmait ce que je prévoyais, à savoir une authentique révolution sociale en Espagne. Par exemple, il y avait une lettre aux éditeurs imprimée dans un journal écossais, d'un homme qui revenait de Madrid. Il se plaignait de l'indiscipline ouverte des hommes des milices ouvrières. Il avait dîné dans un bon restaurant, au premier étage. Des miliciens sont entrés et ont bruyamment réclamé un beefsteack. Il n'y en avait pas. Les miliciens râlerent et partirent. Un moment après, ils revinrent avec une vache vivante qu'ils entraînèrent dans l'escalier du restaurant. Ils commandèrent de nouveau du beefsteack. De cela et d'autres éléments, je conclus que c'était en réalité une révolution et pas seulement une guerre civile — qui se déroulait en Espagne. Je décidai de reporter mon voyage aux Indes — j'avais loué à partir de Marseille — et, au lieu, de visiter l'Espagne.

Faisant de l'auto-stop à travers la Thuringe, la Bavière, l'Autriche, l'Italie du nord — tous territoires « fascistes » — ce n'est pas avant d'être arrivé dans le

midi de la France que j'ai obtenu des informations solides sur l'Espagne. Le plus éclairant était le débat entre socialistes et communistes qui se déroulait dans la presse française. Les communistes prêchaient pour leur récente découverte de l'« unité anti-fasciste » et exaltaient la République espagnole, insistant sur le fait que l'Espagne républicaine était dans l'ordre et qu'il n'y avait pas de révolution. Ni les journaux communistes ni les journaux socialistes n'avaient beaucoup à dire sur les anarchistes. Mais la grande presse mentionnait les anars et leurs « excès » en Catalogne.

A Marseille, je rencontrai des voyageurs qui revenaient d'Espagne. Je visitai les locaux des socialistes et des communistes. Les socialistes occupaient un grand bâtiment vétuste et délabré, mais bourdonnant d'activité. Le local communiste ressemblait plus à un palais. Des tapis rouges conduisaient par un grand escalier vers une pièce richement décorée où un homme d'autorité, derrière un vaste bureau, pouvaient être approché comme un roi. Mais aucun de ces deux partis ne pouvait guère m'aider pour l'Espagne. Comme je m'en rapprochais, je vis d'autres partants. On pouvait sentir la chaleur, l'odeur même de la révolution. Plus j'approchais, plus vivante, plus existante devenait l'histoire. A Perpignan, la dernière grande ville en France, je rencontrai des voyageurs qui me donnèrent des conseils pratiques, le principal étant que toute personne entrant dans l'Espagne anti-fasciste devait avoir de la « documentation révolutionnaire », pas uniquement un passeport. Pour m'assurer, j'allai au consulat espagnol à Perpignan pour obtenir un visa régulier sur mon passeport. Quand le fonctionnaire responsable entendit que j'étais un Américain demandant un visa, il vint personnellement à moi et m'invita dans son bureau. Là, il me dit qu'il avait servi aux Etats-Unis et les aimait beaucoup. Après beaucoup de cordialité, il en vint à l'affaire. Je pouvais, bien entendu, obtenir un visa de visiteur, mais il me demandait de lui faire la grande faveur de prendre pour lui un message personnel à destination de Barcelone, dans le secret le plus absolu. Une fois à Barcelone, je devais repérer une adresse, ne pas entrer par la porte sur la façade. Je devais trouver l'arrière de cette maison, monter au second étage, frapper à la porte de la cuisine, demander Maria et lui remettre le message (mais rien d'écrit). Elle devait aller à une certaine banque, y prendre des bons gouvernementaux philippins évalués à 10 000 pesos philippins et qui étaient au nom de sa femme. Elle les cacherait bien. Tel était le message qu'un fonctionnaire consulaire bien placé de la République espagnole me pria d'introduire en Espagne. J'étais maintenant convaincu qu'il s'agissait d'une révolution.

Voilà pour le visa. Mais la documentation révolutionnaire était un problème. Bien sûr, j'avais pas mal d'ancienneté comme membre du PS du Michigan et plus récemment, du Kentucky. Mais je n'avais pas sur moi de carte

du parti ou autre preuve. Je n'avais pas bien sûr voulu les ballader à travers l'Allemagne nazie.

J'étais arrivé à Perpignan un samedi. Le dimanche il y eut une grande parade pour célébrer la victoire du Front populaire dans une élection locale. On avait élu un maire socialiste, un jeune homme de 21 ans. Quelqu'un me suggéra d'aller le voir. Je pourrais approcher ce nouveau maire, connu pour sa sympathie à l'égard de la révolution espagnole et qui pourrait me donner des lettres de créances socialistes. Je le fis lundi matin. J'avais une demi-heure à attendre tandis que le jeune maire faisait un mariage. Puis il me reçut. Je n'eus pas de peine à le persuader que j'étais un vrai socialiste qui voulait aider la révolution. Mieux, il comprit que je voulais plus que mon passeport américain pour entrer en Espagne. Sur papier officiel et avec le timbre de la mairie, il me pourvut d'un beau certificat attestant que j'étais un socialiste loyal, un membre de bonne réputation du Parti socialiste du Kentucky. Armé de ce document, j'achetai quelques pesetas et repris mon voyage vers l'Espagne — et la révolution.

La révolution, premier coup d'oeil

Ce petit « milicien espagnol » ne pouvait pas parler espagnol — c'est du moins ce qu'il prétendait. Il ne parlait que le catalan. Je m'aperçus vite que c'était une question de principe. Aucun Catalan ordinaire n'avouerait parler le castillan. Les plus instruits préféraient le français.

Je montrai mon passeport EU avec le visa de la République espagnole et le certificat du maire de Perpignan. Il refusa de regarder le passeport, qu'il qualifia de « document bourgeois ». Il fut intéressé par le certificat. Il alla au bâtiment pour en conférer avec un autre milicien. Après avoir un peu débattu, ils décidèrent qu'eux-mêmes, seuls, ne pouvaient pas décider s'il fallait me permettre d'entrer sur le territoire révolutionnaire. Ils allaient m'envoyer à la maison des douanes à quelques kilomètres à l'intérieur. On me demandait d'attendre un transport.

Une demi-heure plus tard arriva un autobus à moitié vide. Le chauffeur portait aussi une combinaison brune et un foulard rouge et noir. En montant dans le bus, je lui tendis mes pesetas pour payer mon voyage. Il y avait bien une boîte mais je ne savais quelles pièces y mettre. Le chauffeur refusa ostensiblement mon argent. Cet autobus, annonça-t-il fièrement, fonctionnait « au bénéfice du peuple ».

Ainsi l'autobus du peuple me conduisit-il gratuitement à la maison des douanes. Même s'ils me refoulent, pensais-je, j'aurais tout de même vu un peu de révolution. Même scène à la maison des douanes. Les miliciens en mono brune

avec des brassards noirs et rouges, refusèrent d'examiner passeport et visa donnés par des « gouvernements bourgeois ». Il y eut beaucoup de palabres sur l'attestation du maire de Perpignan. Comment sait-il que je suis membre du parti socialiste du Kentucky, demandait-il. Je n'avais pas de réponse prête. J'ai seulement pu plaider que c'était délibérément que je n'avais pas emporté ma carte du PS avant de voyager en Allemagne nazie. Fallait-il pour cela qu'ils me soupçonnent d'être un agent nazi ? Ils décidèrent finalement qu'ils ne pouvaient me laisser entrer en Espagne avec des papiers aussi maigres. Ils pouvaient seulement m'expédier au comité des Milices anti-fascistes de Figueras — première grande ville. Ils me donnèrent une lettre me permettant d'aller aussi loin. Ils me donnèrent une auto qui allait me porter au premier arrêt du train.

Le train était remarquable et le voyage excitant. La révolution était vivante et omniprésente. Comme le bus, il ne fallait pas payer le train — seulement des papiers en règle et une autorisation de voyager qui étaient vérifiés par le conducteur quand nous montions dans le train. La loco et tous les wagons étaient décorés d'images romantiques de la révolution avec les mots d'ordre correspondants. Des foules s'étaient rassemblées à chaque arrêt. Voyageurs et spectateurs se joignaient dans d'enthousiastes clameurs.

A Figueras, avec mes précieux documents nouveaux, je pus me loger dans une pension de famille privée. Cette fois que j'avais à payer, je n'étais pas pressé de rencontrer le Comité de Milices. Je voulais voir le plus possible de la ville, avant qu'ils puissent me renvoyer. Mais quelqu'un avait déjà signalé ma présence. Je n'avais pas fini mon repas qu'une voiture s'arrêta. Des miliciens en sautèrent qui firent des reproches à ma logeuse et m'emmenèrent dans la voiture, comme s'ils m'arrêtaient. Je craignais que ce ne fût la fin de ma visite, sinon de ma vie. Ils fouillèrent ma chambre et descendirent mes bagages. Il n'y avait guère de place dans l'auto pour les miliciens et moi. Juste comme l'auto s'en allait, quelque chose de très humain arriva qui me mit à l'aise. La logeuse cria. L'auto s'arrêta. Un milicien courut vers la maison et rapporta mon chapeau de paille que j'avais laissé dans la salle à manger.

On m'emmena au quartier général de la milice. Ils regardèrent mes lettres. J'avais appris à ne pas présenter d'abord mon passeport et mon visa. De nouveau, ils discutèrent entre eux. De nouveau, je craignis d'être renvoyé, mais ils décidèrent de me voir le lendemain avec un interprète d'anglais. Puis ils me ramenèrent à la pension.

L'interprète s'avéra être une jeune institutrice, également révolutionnaire. En fait elle était plus intéressée à m'expliquer la grande révolution qu'au problème de mon entrée. Je la convainquis rapidement que j'étais un socialiste authentique, venu pour aider la cause révolutionnaire, tandis qu'elle me

convainquait que la révolution allait continuer, « il n'y aura pas pierre sur pierre avant que les fascistes reviennent ».

Avec cette militante plaidant ma cause, le comité décida que, ne pouvant me donner la permission de rester en Espagne, ils allaient m'expédier à Barcelone où je pourrais essayer de trouver un « sponsor » politique. Armé d'une nouvelle lettre bien estampillée, je pris le train pour Barcelone, toujours sans payer.

A la gare de Barcelone pendait une grande banderole : « Bienvenue, camarades étrangers ! » avec une grosse flèche pointée sur un petit bureau. Je dus passer l'inspection d'un comité de miliciens anarchistes recevant des volontaires étrangers. Ils regardèrent mes lettres et, découvrant que j'étais socialiste, m'envoyèrent, accompagné, à l'hôtel Colón, quartier général du PSUC, place de Catalunya qui était devenu le QG du PSUC. C'était le soir. Les rues étaient bondées. Il y avait foule dans les corridors et les chambres du Colón. On m'envoya au bureau de la section de langue anglaise. J'y fus reçu par une dame qui parlait anglais, elle n'était pas anglaise et l'anglais n'était pas sa langue maternelle. J'ai essayé de lui faire bonne impression en disant que je n'étais pas seulement un socialiste mais un révolutionnaire venu offrir mes services — peut-être comme traducteur ou comme journaliste — dans l'intérêt de la cause des travailleurs.

Il fut tout de suite clair que j'avais fait une erreur tactique. « Il n'y a pas de révolution », affirma-t-elle brutalement. « C'est un peuple qui fait la guerre au fascisme. Je ne parlerais pas de révolution ». Elle me le dit avec conviction, bien que, depuis deux jours, j'eus vu la révolution partout. Je réalisai alors que j'avais été envoyé à des communistes, pas à des socialistes. En fait le relativement petit PS de Catalogne avait récemment fusionné avec le plus grand PS pour former le PSUC dont les communistes avaient déjà le contrôle.

Cette dame non-révolutionnaire, après m'avoir fait la leçon, eut pitié de moi. Il n'y avait rien pour moi au PSUC, mais elle m'envoya au bureau des publications de la Generalitat de Catalogne (le gouvernement républicain légal de la province) qui avait certains bureaux dans la Capitanea, l'autorité du port de Barcelone. Je pris une chambre à une pension proche. Le lendemain, je me présentai à une autre dame non espagnole, parlant anglais, à la Capitanea. Je pensai qu'elle était elle aussi communiste. Cette fois je ne suggérai pas que j'étais révolutionnaire. J'offris à nouveau mes services, comme rédacteur, économiste, traducteur. Elle me questionna sévèrement, mais ne put voir où je pouvais être de la moindre utilité. Néanmoins, elle allait faire une enquête et je devais revenir lundi.

Lundi, la réponse fut non. Il n'y avait pas de place pour moi à la Generalitat. Comme je quittais le bâtiment, découragé et ne sachant plus que faire, je remarquai deux hommes en civil, qui discutaient en allemand. L'un d'eux, un blond, semblait parler avec un accent américain. Oui, il ressemblait à Ernie Erber, secrétaire des JS, les YPSL d'Amérique. En fait j'avais assisté deux mois auparavant à New York à un meeting soutenu par cette organisation. Deux mois auparavant, j'avais donc vu Erber à ce meeting, mais lui, m'avait-il vu ? Avait-il entendu parler de moi ? Je commençai à m'approcher des deux hommes, puis je me détournai. Non, quel Américain peut parler allemand ? Après avoir marché à certaine distance d'eux, je me dis pourquoi ne pas essayer. J'avais besoin d'un sponsor et qu'avais-je à perdre ? Surmontant mon embarras, je m'approchai d'eux et dis en allemand « S'il vous plaît, n'êtes-vous pas américain ? »

Oui, c'était Ernie Erber et il se souvenait de m'avoir vu à ce meeting, assis par terre, au fond, le dos au mur. Maintenant, deux mois après, il parlait sur les larges marches de la Capitanea de Barcelone, avec Moulin, un réfugié allemand qui venait juste d'arriver de Paris, envoyé par Trotsky pour guider le petit groupe de ses partisans en Espagne. J'expliquai mon affaire. Erber avait une réponse. Le POUM — un parti non-communiste dont je n'avais jamais entendu parler — cherchait un anglophone de confiance pour servir d'assistant au rédacteur de leur bulletin en langue anglaise.

Erber m'emmena au POUM et me recommanda à Mary Breá, une jeune et blonde australienne juste sortie de l'école en Angleterre et mariée à un réfugié trotskyste cubain. Elle publiait *The Spanish Revolution* et lisait aussi un bulletin d'informations militaires en anglais sur Radio POUM. Elle avait besoin de quelqu'un qui puisse traduire de l'espagnol en français et m'embaucha sur le champ.

Editeur de *The Spanish Revolution*

On était début septembre, une saison agréable, à Barcelone. C'était une grande ville avec de larges avenues et beaucoup moins congestionnées qu'aujourd'hui. A ce moment, je la comparais volontiers à Milan où j'avais séjourné deux semaines auparavant.

Mon employeur, le POUM, me donna une chambre modeste dans l'hôtel qu'il avait récemment exproprié, l'hôtel, situé près du port, au pied des Ramblas. Ils me payaient la somme standard de dix pesetas par semaine — ce qu'ils payaient à toute personne sous le règne de l'« égalité prolétarienne ». Ils me fournissaient aussi, ainsi qu'à une dizaine d'autres employés, un petit déjeuner qui consistait habituellement en un grand sandwich rempli de sardines.

Notre bureau occupait le quatrième étage du bâtiment du grand quartier général du POUM, pas loin du haut des Ramblas. Avant la révolution, deux ans auparavant, cet étage avait été le bureau d'une compagnie d'assurances. Il y avait encore pas mal de tables et de machines à écrire, bien que, de toute évidence, on en eût emporté beaucoup, soit les anciens soit les nouveaux propriétaires, je n'en savais rien. Notre programme en anglais était plus large et plus développé que les autres programmes, publications et communiqués radio en français, allemand, italien, et espéranto. L'édition anglaise de *The Spanish Revolution* paraissait tous les quinze jours sur huit pages, bon papier de dimension revue. Nos radiodiffusions disposaient de quinze minutes tous les après-midi, dont une partie était prise par l'Internationale qu'on jouait au début et à la fin de l'émission. Le programme en langue étrangère du POUM était payé et en partie contrôlé par l'ILP britannique. Notre patron était John McNair, qui rendait compte à Fenner Brockway à Londres.

Mon travail consistait à chercher des passages de la presse espagnole et castillane pour les traduire à l'aide d'un immense dictionnaire, en anglais. Quoique je n'aie jamais sérieusement étudié le castillan, je connaissais le français et un peu d'italien et de latin. L'espagnol et le catalan imprimés venaient bien, mais je remarquai que ma traduction anglaise ne remplissait que la moitié des lignes qu'occupait l'espagnol fleuri.

Le tourbillon révolutionnaire

A l'été de 1936, quand le vieil ordre de l'armée, de la police, de la propriété privée, du gouvernement et de l'Eglise, était balayé, de nouvelles responsabilités — militaires, politiques et économiques — retombèrent sur les travailleurs espagnols et leurs organisations. L'Espagne anti-fasciste devint le creuset de l'expérience sociale. A Barcelone et ailleurs, cela prit place sous un régime de libertés civiles avec une presque complète liberté d'expression, de presse et de réunion, ouvert à tous sauf aux « fascistes » et garanti par la milice anarchiste. C'était une société industrielle, urbaine, encerclée par la guerre civile et la menace du fascisme — et les masses du peuple ont été laissées temporairement libres et naïvement déterminées à construire un monde meilleur.

Je me souviens de cette révolution. Elle était enivrante : enthousiasme sans limites de la part des gens ordinaires et, semble-t-il aussi, des classes moyennes. Dans *Homage to Catalonia*, Orwell essaie de décrire ce qu'on ne peut pas décrire. Comme tous, il essayait de croire à l'incroyable, donc l'inoubliable. A Barcelone, à travers la Catalogne, en descendant la côte jusqu'à Valence, il y avait le tourbillon révolutionnaire. Depuis lors, j'ai essayé d'étudier les révolutions historiques en essayant de découvrir une science des révolutions —

la française, la mexicaine, la russe, l'espagnole, la chinoise et la cubaine, mais aussi la révolution influencée par les anarchistes, qui émettait des courants latéraux dans tous les sens, politique, militaire, social et religieux. Aucune n'a été aussi rapide, aussi profonde, embrassant tout, comme la révolution catalane de 1936. Seule la Commune de Paris peut soutenir la comparaison. Elle était sans chef, sans leader, mais c'était une révolution influencée par les anarchistes qui émettaient ces courants. Ces sous-révolutions étaient compatibles avec la philosophie anarchiste et étaient encouragées par les anarchistes, gouvernants *de facto*. Selon la théorie anarchiste, chacun était encouragé à rejoindre son « groupe d'affinité ».

Il ne s'agissait pas seulement de tenue et de forme pour saluer, comme Orwell le décrit de façon si vivante. Ce n'était pas seulement l'approbation de mots d'ordre anciens. C'était une parade sans fin de mouvements, de tendances, de lubies de toutes sortes de réformes sociales et économiques, allant des droits de la femme aux sectes protestantes (dans cette Espagne catholique), en passant par le végétarisme, le pacifisme, l'art moderne, la musique d'avant-garde, le nudisme, l'espéranto — tout objectif progressiste imaginable. Par exemple, des groupes de femmes se réunissaient le jour pendant que leurs maris travaillaient, pour chercher des vêtements de style audacieux qui avaient été tabous, comme les pantalons de style militaire. Et ensuite, en groupe, parader ainsi vêtues un dimanche matin. On tenait des réunions pour étudier la photographie et même pour montrer, au cœur de la guerre civile, des films contre la guerre. J'ai vu un film sur les horreurs de la guerre présenté par un groupe d'anarchistes hollandais. On le projetait dans le QG des anarchistes de la CNT-FAI : ces groupes publiaient des brochures et tenaient des meetings pour promouvoir leurs causes respectives. Ces organisations et publications fleurissaient pour une saison.

Tout parti politique avait son quotidien à Barcelone et des hebdomadaires révolutionnaires dans les villes et les villages. On pouvait voir dans les wagons du métro des ouvriers revenant du travail lisant des brochures couvertes du vert et noir anarchiste? Les gens ordinaires étaient profondément touchés. Cela les concernait. Ils voulaient apprendre. Ils lisaient, discutaient et allaient aux réunions. Des milliers d'entre eux s'en allaient tous les jours, presque chaque matin, à des meetings ou des rassemblements, et le dimanche matin, les ouvriers amenaient leurs familles à de grands parades à l'extérieur et des meetings de masse, pour écouter des harangues sur la révolution mondiale. Et pas seulement dans la classe ouvrière. De larges segments des classes moyennes furent ainsi pris dans l'idéalisme et l'enthousiasme du moment. Je pensais à l'époque que, s'il y avait eu une élection régulière, les anarchistes auraient tout balayé avec une majorité absolue écrasante, à Barcelone et dans la Catalogne environnante.

Ce que je viens de décrire est l'aspect public de la révolution que chacun pouvait observer en allant à son travail, ce qu'on pouvait voir dans la rue. La première et la seconde classe étaient alors abolies dans les tramways. Tout le monde voyageait « en troisième ». Semblables aspects sociaux et politiques de la révolution sont presque évidents. Pas de police en uniforme. Pas de gouvernement effectif en tant que tel, une exubérante diversité des organisations politiques et idéologiques, de la littérature et de la presse. Comme je l'ai indiqué, les libertés civiles régnaient, sauf pour les « fascistes », permettant toutes sortes d'expression de comportement individuels. Une exception était « le vêtement bourgeois ». Les femmes ne portaient pas de vêtements chics ni de chapeaux (seulement des foulards). Les hommes ne portaient pas de cravates. J'ignore si ces tabous vestimentaires étaient imposés par les miliciens ou si c'était seulement une façon d'éviter des embarras en public. Il ne fallait tout simplement pas faire ce qui était de toute évidence « bourgeois ». C'était pourtant la mode, pour les hommes, de porter des barbes non taillées, connues comme « barbes du front », et même les gens des professions libérales portaient des combinaisons de cuir et des sandales de corde.

La révolution produisit bientôt elle-même ses légendes. Des histoires circulaient sur les héros dans les batailles, les prostituées réformées, le petit balayeur d'usine illettré élu directeur de l'usine par ses camarades. On racontait de juteuses histoires sur les aventures amoureuses entre prêtres et nonnes. Un ouvrier membre de mon cercle au POUM, me montra des copies de lettres intimes d'un prêtre à une nonne lui donnant rendez-vous pour sa « leçon de latin ».

D'anciens officiers, faits prisonniers sur le territoire ouvrier, étaient parfois appelés à servir comme conseillers militaires des milices ouvrières. En arrivant au front, certains désertaient en emportant des informations. Il y avait pas mal de raisons de suspecter la loyauté de tels conseillers. On racontait l'histoire d'une compagnie de milices qui avait attaché par des menottes son conseiller militaire et le capitaine de milices récemment élu. Ils étaient enchaînés l'un à l'autre nuit et jour en tout temps. J'ignore si ces histoires sont vraies. Le fait est qu'elles circulaient dans la classe ouvrière, qu'elles étaient crues et qu'elles étaient racontées avec fierté et jubilation.

Comme vont les révolutions, la révolution espagnole, surtout en Catalogne, était rapide et profonde. Pourtant une révolution, même un tourbillon révolutionnaire, ne va pas chercher bien loin. Rare est l'adulte qui peut changer de culture. Un peuple dans son ensemble ne le peut pas. Il ne peut abandonner son héritage. Au milieu de la révolution, un homme extérieur pouvait voir très nettement qu'un ouvrier catalan était encore un ouvrier catalan — révolution ou

pas ! L'essence superficielle d'une révolution peut être illustrée par un événement dont j'ai été témoin pendant l'hiver 1936-1937, au moment où la révolution atteignait son apogée. C'étaient les jours où des milliers saisissaient toutes les occasions pour manifester leur attachement aux mots d'ordre les plus révolutionnaires, culminant dans l'appel à « la Révolution mondiale » ! Les dimanches matins étaient consacrés à de grands meetings de masses ; Les événements moins graves étaient relégués aux soirées du week-end. Un meeting de ce type fut celui pour « la libération des femmes ». Il se tint dans un auditorium et fut suivi par environ un millier d'ouvriers — **tous des hommes, bien entendu** — car qui avait jamais entendu dire qu'on amenait des femmes à un meeting dans l'après-midi du jeudi ?

L'effet net à long terme d'une révolution sociale, je propose, est le produit de sa profondeur multiplié par la longueur du temps avant qu'une contre-révolution effective bouleverse la structure de pouvoir de classe nouvellement établie. La révolution espagnole était profonde, mais elle fut rapidement détruite par l'intervention des puissances étrangères avant d'avoir eu le temps de mûrir. Un Napoléon et un Staline ne pouvaient entièrement annuler les effets des révolutions française et russe, mais les agents de Staline, eux, ont écrasé la révolution espagnole en bourgeois.

Les Excès

Je n'étais pas là pendant les jours de violence de juillet 1936. On m'a raconté des histoires vivantes sur des actes héroïques, sans aucun doute exagérés. D'autres événements, moins héroïques, étaient laissés de côté. Dans l'explosion soudaine de la guerre civile, des excès furent commis de tous les côtés. D'abord, les ouvriers essayaient de sauver la République d'un coup d'Etat militaire. Quand, quelques jours plus tard, ils se sont trouvés au contrôle de grandes villes et de vastes territoires, ils ont saisi l'occasion pour faire leur **révolution** si longtemps annoncée. Dans le passage de la propriété privée à la propriété collective, d'autres excès ont sans doute été commis — en-dehors de l'incendie des églises et du bannissement des ordres religieux.

Les informations sur les atrocités des fascistes étaient mises en relief dans la presse révolutionnaire. On peut trouver des comptes rendus des atrocités des révolutionnaires et des excès, dans la presse étrangère. Quelques-uns de ces comptes rendus étaient exagérés. Je ne pouvais dire jusqu'à quel point ils étaient vrais. Je sais seulement ce que j'ai vu et que je peux déduire de ma propre expérience. Par exemple, il y avait deux camarades italiens attachés au POUM qui venaient nous rendre visite. Des camarades me dirent que c'étaient les exécuteurs du POUM.

A l'époque de mon arrivée, début septembre, la propriété avait déjà été collectivisée. Le gros des confiscations, c'était simplement quand les ouvriers s'emparaient des entreprises productives où ils travaillaient normalement. Ils chassaient les propriétaires et les administrateurs au sommet, éliminaient leurs propres administrateurs. Ils mettaient des drapeaux et peignaient le nom de leur syndicat sur les murs extérieurs. Il était également évident que les partis et organisations ouvrières avaient confisqué des immeubles commerciaux, des hôtels, des bureaux et un certain nombre de villas, ainsi que quelques appartements. Ils ouvraient des cliniques et des hôpitaux dans de luxueuses villas privées.

Quant à la propriété privée, toute automobile dans la rue était décorée des initiales et couleurs d'une organisation ouvrière ou d'une autre. Il n'y avait plus de voitures privées. Nos petits déjeuners, fournis par le POUM provenaient d'un stock inépuisable de grandes boîtes de sardines. Nos repas de midi étaient rehaussés par des flots d'un vin réellement excellent. Tout cela, nous disait-on, avait été « libéré » des caves des riches. La question de savoir si la milice ouvrière avait saisi tant de choses de manière ordonnée ou s'il y avait eu violence et pillage, était pour moi impossible à régler.

Après quelques semaines, le POUM me fournit à moi et quatre autres un luxueux appartement meublé. Il avait été occupé par une famille de la mission allemande qui avait quitté le pays. Bien des objets de valeur avaient disparu, mais d'autres étaient restés. Coussins et matelas étaient partis pour les hôpitaux d'urgence. Beaucoup de « bourgeois » — mais pas tous — s'étaient enfuis en France. Quand la révolution commença à ralentir, quelques-uns revinrent. Au printemps, je prenais mes repas du soir dans une pension de famille ancien style, où nous étions tous autour d'une grande table. La propriétaire était une veuve qui semblait vivre avec un homme qui avait été maire de son village d'où il s'était enfui lors de la révolution. C'était, je supposais, un sympathisant fasciste, qui n'osait pas retourner au village, mais il vivait sans tracas à Barcelone.

L'Eglise

Comme je l'ai déjà dit, les sectes protestantes étaient libres. Elles pouvaient célébrer leur culte, tenir des réunions publiques et faire du prosélytisme en distribuant des brochures dans la rue. La grande exception était l'Eglise catholique associée aux fascistes et qui les avait soutenus. Le rôle politique de l'Eglise était et est encore une question sensible en Espagne. La majorité des Espagnols sont catholiques, mais ce sont des foules espagnoles qui ont souvent brûlé les églises dans cette révolte et les précédentes.

Quand je suis arrivé à Barcelone en septembre 1936, les églises étaient fermées et la plupart avaient été brûlées. Les murs et parfois les toits demeuraient, mais l'intérieur était carbonisé, les entrées barrées. Pendant les premiers jours, la milice ouvrière, en marche vers l'Aragon, s'était arrêtée sur sa route pour détruire les églises. S'ils n'avaient pas dépensé autant d'essence dans cette entreprise, disait-on, ils auraient pu rejoindre leurs camarades qui se battaient et sauver Saragosse. Au crédit des ouvriers, il faut ajouter que la milice anarchiste entoura la cathédrale de Barcelone et plusieurs édifices religieux de valeur artistique ou historique pour les protéger de la foule. Beaucoup de belles églises furent ainsi sauvées. Elles furent fermées au culte, pas détruites. Quelques-unes étaient réouvertes pour des visites, comme un musée.

Pour moi qui venais d'un pays jouissant de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'incendie des églises me paraissait très malheureux et incompréhensible. Pourquoi la religion devait-elle être impliquée à ce point dans une révolution qui — à moi au moins — semblait fondamentalement économique ? La question de longue durée de l'Eglise et de ses rapports avec l'Etat aide à expliquer l'intensité des sentiments pour et contre la révolution espagnole, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Elle n'explique pas pourquoi des milliers de volontaires étrangers ont rallié la cause anti-fasciste mais elle explique pourquoi des contingents de volontaires irlandais vinrent à l'aide des fascistes.

En dépit de leur propagande générale antireligieuse et de leur suppression de l'Eglise catholique, les anarchistes accordèrent la liberté aux autres dénominations, sectes et philosophies. A la différence de quelques régimes marxistes, ils ne bannirent pas la religion en tant que telle.

Egalité

Derrière ces manifestations externes de la révolution — toutes visibles donc — quelle était l'essence sociale et économique de la révolution ? Mises à part des attitudes de classe et de caste, comment dans les faits la révolution affecta-t-elle les droits de propriété, la distribution du revenu, le contrôle de la production, la prise de décisions économiques et l'allocation de ressources ?

Avant tout, il y a eu une véritable tentative d'arriver à une réelle égalité sociale et économique. Tout le monde s'habillait de la même façon, et nous avions tous la même paie de dix pesetas par jour. Qu'il s'agisse de gages, de salaires ou autre revenu monétaire, — dix pesetas par jour. Je gagnais dix pesetas, ma secrétaire dix pesetas. Nos patrons gagnaient dix pesetas, les directeurs d'usine élus par les ouvriers dix pesetas, comme le moins qualifié de leur main d'œuvre. Orwell, en tant que milicien au front, touchait dix pesetas comme tous les autres miliciens et leurs officiers élus. Tous, y compris les

capitalistes oisifs, touchaient dix pesetas. Un capitaliste ou propriétaire était tenu, au moins théoriquement, à verser tous ses revenus, rentes et autres, sur un unique compte bancaire sur lequel il était autorisé à retirer dix pesetas par jour. Oui, tout le monde avait dix pesetas, mais qui était « tout le monde » ?

Aussi simple et évident que puisse paraître ce système de distribution du revenu monétaire, un examen plus attentif révèle des problèmes. L'« égalité », nous l'apprîmes bientôt, n'était pas si facile à définir. Avant tout, qui était « tout le monde » ? Et puis où étaient les réserves à distribuer, comme les repas gratuits et autres paiements supplémentaires en nature ? Ceux qui gagnaient des revenus monétaires avaient dix pesetas. Les miliciens aussi devaient recevoir dix pesetas, mais en plus ils avaient leur uniforme et leur nourriture. Mais que se passait-il pour les retraités, les femmes au foyer, les enfants, les malades et les chômeurs ? J'entendais là-dessus des réponses opposées à ces questions. Pour moi, ce n'était pas clair.

Avant la guerre, un ouvrier agricole masculin avait été payé, selon la partie d'Espagne et la saison, partout de une à huit pesetas par jour — jamais plus de huit. Dix pesetas avaient été un salaire quotidien très respectable, de l'ordre de ce qu'on payait à Barcelone à un ouvrier qualifié. Mais avec la guerre, l'inflation commença. La marine italienne pratiquait le blocus maritime de l'Espagne républicaine. Les importations de matières premières étaient coupées et, les fournitures manquant, les prix commençaient à monter. Très vite les dix pesetas ne suffirent plus. Pour garder la production en état de fonctionnement, les entreprises devaient les compléter en nature.

Mon employeur, le POUM, m'avait en fait, très tôt, au début septembre, donné une chambre gratuite à l'hôtel Falcón, outre mes dix pesetas. Ce fut bientôt augmenté, pour moi et pour des dizaines d'autres employés du POUM, par un petit déjeuner gratuit. Plus tard, un dîner de mi-journée gratuit. Les soupers cependant restaient à notre charge. Pendant de longs mois, le souper dans un restaurant populaire coûtait cinq pesetas, soit la moitié de mes gages quotidiens. Le POUM m'avait alors fait habiter dans un bel appartement meublé. Quand arriva le mauvais temps, ils me fournirent des couvertures. Ainsi, dans les conditions de la guerre et de l'inflation, le système de l'égalité des revenus pour tous s'éroda graduellement à Barcelone. L'idéal égalitaire vivait encore — dans les usines et au front. Dans *Homage to Catalonia*, Orwell décrit ainsi l'égalité dans les tranchées :

« Le point essentiel du système était l'égalité sociale entre les officiers et les hommes. Tous, du général au deuxième classe touchaient la même solde, mangeaient la même nourriture, portaient les mêmes vêtements et vivaient sur pied d'égalité complète !

Il y avait des officiers et des sous-officiers mais pas des grades au sens ordinaires : ni titres, ni insignes, ni médailles, ni saluts. Ils avaient essayé de produire à l'intérieur des milices une sorte de modèle temporaire de société sans classe. Bien sûr, ce n'était pas l'égalité parfaite mais on s'en approchait plus qu'on ne l'avait jamais fait et qu'on le pensait concevable en temps de guerre ».

Quelques chapitres plus loin, Orwell revient sur la question de l'égalité avec des remarques comme celle-ci :

« Bien entendu un tel état de choses ne pouvait durer. Mais il dura suffisamment pour avoir de l'effet sur quiconque l'expérimenta. On avait respiré l'air de l'égalité. Ce qui généralement attire les hommes au socialisme et fait qu'ils veulent risquer leur peau pour lui, la « mystique du socialisme », c'est l'idée d'égalité ; pour la grande majorité, le socialisme signifie société sans classe ou rien. Et c'est là pendant ces quelques mois que la milice me fut utile. Car les milices espagnoles tant qu'elles existèrent, furent une sorte de microcosme de la société sans classes. Après tout, au lieu de me désillusionner, cela m'attira ».

Orwell laisse entendre que seule la tension de la bataille peut forger une société sans classe, que la communauté égalitaire qu'il a expérimentée était un phénomène cimenté par la dureté et les souffrances du front. Mais, tel que je l'ai observé, le rêve d'égalité s'empara de toute la Catalogne, surtout Barcelone. Orwell, éloigné au front, peut ne pas l'avoir vu, mais les usines et toutes les grandes entreprises étaient organisées sur le même modèle que la milice. L'égalité était le cœur de la révolution espagnole. Elle n'était nullement confinée à la milice au front.

Les droits de propriété

Les juristes de l'ancienne Rome avaient une bonne définition de la propriété, si bonne qu'elle est encore utilisée par les juristes et les sociologues aujourd'hui. Pour eux, la propriété était « un faisceau de droits ». Ils illustraient leur conception de la propriété par des faisceaux — faisceaux de bâtons avec une petite hache, liés ensemble par une lanière de cuir. Ce symbole dont une autre connotation était « l'union fait la force », Mussolini se l'était approprié comme un symbole. D'où le mot : **fascisme**.

Les marxistes utilisent le concept de propriété comme une collection de droits, afin d'identifier les classes sociales dans une société de classes. Ils distinguent cependant entre propriété personnelle et propriété publique comme la plupart des sociétés. C'est ce que faisaient les léninistes en Union soviétique et les anarchistes révolutionnaires en Catalogne. Par exemple, des objets personnels comme les vêtements, sont reconnus comme propriété privée et pas soumis à collectivisation. Les rues, les parcs, les églises, les écoles, les hôpitaux, les chemins de fer, les centrales électriques sont généralement considérés

comme propriété publique (sociale). Normalement ils sont possédés et gérés collectivement, par l'Etat, l'Eglise ou des groupes de travailleurs-producteurs. Mais cette division en deux laisse au-dehors un nombre important de propriétés intermédiaires qui deviennent le sujet de disputes. Qui doit posséder et jouir des fruits du logement, de la terre, des usines, des outils, des machines et de toutes les façons, des ressources naturelles et fabriquées par l'homme. C'est la base de la lutte de classes et la raison d'être des révolutions sociales modernes. Comment était traitée cette propriété en Catalogne ?

Expropriation

Presque tous les bâtiments de Barcelone et tout ce qui était sur roues était marqué « incautado », ce qui signifiait « exproprié » ou « confisqué » par une organisation ouvrière. Non seulement les usines et les services publics comme les chemins de fer, les autobus, les centrales électriques (qui en Espagne avaient été la propriété de capitalistes étrangers), mais aussi les banques, les bureaux, les hôtels, les restaurants, toutes les affaires à grande échelle, les taxis et tout ce qui roulait jusqu'aux camions à ordures, la plupart de ces biens avaient été saisis par les syndicats ouvriers dont leurs membres travaillaient dedans. De nombreux bâtiments furent expropriés par les partis politiques.

Les bâtiments et l'équipement étaient alors peints aux couleurs appropriées suivant l'affiliation politique de l'organisation ouvrière, rouge pour les socialistes et autres organisations marxistes, rouge et noir pour les syndicats anarchistes de la CNT. Dans la mesure où les anarchistes étaient la force la plus nombreuse et la plus influente parmi les ouvriers catalans, la plupart des propriétés expropriées étaient peintes en rouge et noir. Cela se faisait dans les deux triangles d'un rectangle. Ainsi étaient décorés les wagons des trains et du métro, les bus, les voitures, les taxis, les rues, les voitures de la voirie et même les boîtes de cirqueurs de chaussures.

D'importantes propriétés furent prises par des organisations ouvrières et politiques au nom et au bénéfice du « peuple ». Surtout pendant les premiers jours de la révolution, sans appui de la loi. Plus tard, le gouvernement catalan légalisa ces expropriations et alla même plus loin. Il passa un décret sur la collectivisation forcée, sous contrôle ouvrier, de toute entreprise employant plus de cinq ouvriers.

De petites firmes et des fermes familiales ne furent pas perturbées mais les grands domaines, comme les plantations d'oranges autour de Valence furent collectivisées rapidement et effectivement. Les syndicats ouvriers de l'UGT avaient mis sur pieds depuis 1931 bon nombre de coopératives. Nombre d'entre elles continuèrent une activité profitable jusqu'à la victoire fasciste en 1939. Il apparaît que les propriétaires fonciers espagnols acceptaient plus facilement l'idée de l'agriculture collectivisée que ceux d'Europe de l'Est. On peut trouver les racines de cette attitude dans l'histoire d'Espagne. Ce n'est que dans les

provinces du Nord, touchées par la révolution française, que les paysans étaient habitués à des fermes familiales à petite échelle.

Contrôle ouvrier, économie de marché

Le programme anarchiste traditionnel exigeait l'abolition de toutes les sources de maux comme gouvernement, armée, police, propriété privée et bien sûr, la spéculation. En Catalogne, en 1936, les anarchistes eurent finalement une chance de réaliser leur idéal. Comme nous l'avons vu, les divers syndicats et partis ouvriers ont simplement confisqué toutes les usines et les biens en capital, et aussi quelques biens de consommation comme des villas luxueuses et des automobiles. Les travailleurs de toutes les firmes avec six travailleurs ou plus ont été obligés — même par la loi du gouvernement catalan croupion — de prendre en mains leur administration et d'élire leurs administrateurs. Pour un temps, les ouvriers essayaient de faire marcher leur système. Du fait des malheurs de la guerre cependant, leur expérience a tourné court après un an.

Le système anarchiste de production dans lequel chaque entreprise est possédée et administrée par sa propre force de travail, est appelé « syndicalisme ». Dans le jargon des économistes, c'est une « coopérative de production ». Un tel système d'économie et de propriété (possédé et géré par les travailleurs) diffère radicalement du socialisme d'Etat (possédé et administré par le gouvernement) et des coopératives de consommateurs (possédées et gérées par les consommateurs). Pendant l'année de la révolution, la propriété et le contrôle ouvrier s'étendaient, à travers la Catalogne, à l'ouest jusqu'en Aragon, et le long de la côte jusqu'à Valence. Dans la théorie anarchiste, ces coopératives étaient supposées liées l'une à l'autre par des contrats, pas l'argent. Mais en Catalogne elles devaient encore fonctionner dans une économie de marché. Malgré des efforts de la part des dirigeants de syndicats ouvriers de la CNT-FAI, il n'y a pas eu de planification centrale effective.

J'ai pu observer un exemple du syndicalisme ouvrier la veille du Nouvel An. Un couple allemand m'avait invité à me joindre à eux pour l'occasion. Nous sommes allés à l'un des rares restaurants fantaisie qui demeuraient. Je bavardai avec le garçon « Qui possède ce restaurant ? » « Comment appréciez-vous le nouveau système ? ». Tout allait bien, assurait-il. En fait, il était moins enthousiaste. Il nous raconta son histoire. Avant la révolution, le restaurant était géré par deux propriétaires, deux frères. Le plus vieux s'était enfui en France. Quant au plus jeune, il était l'homme qui siégeait à la caisse. Cet homme était resté, s'était rangé du côté des ouvriers. Etant le seul qui comprenait la comptabilité, ils l'avaient élu pour ce travail. Comme les autres, il gagnait ses dix pesetas par jour. Je suppose que tous les ouvriers avaient des repas gratuits. On n'allait pas loin avec dix pesetas pour le Nouvel An 1937.

En tant que socialiste démocrate, j'étais attiré par l'idée de la propriété directe des ouvriers et le contrôle de grandes entreprises, c'est-à-dire le contrôle par les organisations de travailleurs réellement employés dans l'entreprise elle-même, y compris directeur et administrateurs. Cette forme d'organisation me plaisait comme plus loyale et offrant plus d'incitation aux ouvriers-producteurs que le socialisme d'Etat contrôlé par des bureaucrates distants. Mais en tant qu'économiste, je me posais des questions sur la coordination au sommet. Je me demandais comment des entreprises productives spécialisées indépendantes seraient liées ensemble dans une économie plus large ? La décision serait-elle prise pour l'économie dans son entier, organisée par une planification centrale ou bien cela serait-il laissé à la compétition du « marché » ? Cette question était déjà dans ma tête quand j'étais parti pour l'Espagne. Où un contrôle ouvrier guidé par les anarchistes pouvait-il mener ? Je voulais y être pour voir.

Au niveau de la production et en ne tenant pas compte des fournitures de matières premières, l'économie sous contrôle ouvrier semblait marcher remarquablement bien — mieux que je ne l'avais prévu. Sauf le marketing, les ouvriers savaient très bien comment faire tourner leurs usines, leurs lignes de chemins de fer et leurs boutiques. Se voyant eux-mêmes propriétaires, ils travaillaient plus dur. C'était à un niveau supérieur — au niveau du marketing et de l'accès aux matières premières — que la production se cassait. Cet échec n'était pas dû entièrement au nouveau système économique. Un problème fondamental, au delà du contrôle de tout système, était le blocus maritime. La politique française de Non-Intervention militaire limitait les importations d'armements. En tout cas, l'augmentation des lignes de rail pour la France était insuffisante pour compenser les pertes de ses lignes maritimes. De plus, le gouvernement de Madrid, dévoué au socialisme d'Etat, privait les collectifs ouvriers d'échanges internationaux.

Le POUM me nomma dans son comité pour l'industrie textile. Bien qu' (économiste) entraîné, je ne servais à rien. Le problème était le manque de coton brut. Je ne connaissais pas de moyen de gérer le blocus maritime. De toute façon, j'avais étudié la théorie, pas la pratique, du commerce international. Même sans blocus, il est difficile d'imaginer comment, à court terme et sous la pression de la guerre, les syndicats ouvriers pourraient organiser le commerce international sans l'aide de gens de commerce expérimentés. C'est le même problème qui sapa le contrôle ouvrier en Italie du nord après la deuxième guerre mondiale. Comme on l'a dit plus haut, la théorie économique anarchiste envisage des coopératives rurales et des communes volontaires, liées ensemble par le troc, non l'argent. Quelle qu'ait été l'excellence de cette théorie dans la Russie tsariste, l'Espagne industrielle, dépendant de l'importation de matières premières, aurait été obligée de céder par la pression des pratiques commerciales

dans le monde capitaliste. La capacité de l'Espagne révolutionnaire à réaliser du troc au niveau international n'a jamais été mise à l'épreuve, grâce à la marine italienne. Pourtant un autre point central de la théorie économique anarchiste, l'abolition des spéculateurs, fut mis à l'épreuve et faillit.

Anarchistes, spéculateurs et Prix du Pain

Dans *Homage to Catalonia*, Orwell décrit le tragique manque de pain, déjà dès le premier hiver de la révolution. Il n'est pas certain qu'il ait compris la cause de cette tragédie. En Espagne, le pain était l'essentiel de la vie. Pourtant, en janvier 1937, les rideaux des boulangeries pouvaient être reconnus de loin par l'inscription « No hi ha Pan » (Pas de pain ici). Les raisons de cette pénurie nous conduisent à une leçon de théorie et d'économie anarchiste. Les anarchistes allaient « supprimer les spéculateurs ». Et en Catalogne, ils l'ont fait. Mais alors quoi ? Par « spéculateurs », les anarchistes entendaient pratiquement toute entreprise à la recherche de profit, mais plus particulièrement ceux qui stockaient de la nourriture ou des produits de base utilisés par le peuple. Le premier objectif, c'étaient les spéculateurs sur les grains ; qui normalement achetaient les récoltes au temps de la moisson, payant au fermier des prix très bas, puis les conservaient jusqu'à ce que les prix montent, de façon saisonnière. On dénonçait de tels spéculateurs comme des criminels suçant le sang des pauvres.

La guerre civile et la révolution ont éclaté en juillet, juste au moment de la moisson dans le nord de l'Espagne. Mais cette année-là, les choses allaient être différentes. La milice ouvrière le vit et en tira des résultats spectaculaires bien qu'inattendus. Le comité de milices antifasciste (le gouvernement de fait) soutenait la milice dans les rues, mais personne ne songeait à substituer une quelconque organisation aux spéculateurs. Personne n'achetait du grain pour l'hiver. Les fermiers eux-mêmes n'avaient pas l'habitude de stocker le grain et en tout cas n'avaient pas le matériel pour le faire proprement. Aussi se contentaient-ils de vendre leurs grains au prix le plus misérable qu'ils pouvaient en tirer (dans de nombreux endroits, les révolutionnaires n'avaient pas réussi à abolir l'usage de l'argent). Aussi les fermiers souffrirent, comme les spéculateurs.

C'était une chance énorme pour les classes ouvrières urbaines qui étaient, après tout, la base la plus solide des anarchistes. Les ouvriers n'avaient jamais été en meilleure position. Vive la révolution ! A bas les spéculateurs ! Jamais le prix du pain n'avait été aussi bas. Résultat, le pain était gaspillé. Je vis dans la rue des enfants jouer avec des quignons comme balle de football. Mais en janvier, tout le monde avait faim. Au printemps, c'était tragique. Pas de spéculateurs, pas de pain. Je me souviens d'un autre matin de printemps, dans mon bureau (le matin dans un bureau espagnol, c'est à peu près midi). Entra le

camarade Max, le représentant en Espagne de la Gauche révolutionnaire du socialisme française (conduite par Marceau Pivert). Max était habillé en bourgeois. Il venait d'arriver par avion de Paris et n'avait pas encore eu le temps de se changer et de mettre sa combinaison. Il apportait deux grosses valises qu'il posa sur une table. Il nous demanda de laisser le travail un instant et de nous approcher. Puis il ouvrit les valises — pleines de grosses boules de pain blanc de Paris. Cris de joie. Nous en avons mangé quelques-unes sur place puis en avons laissé pour que nos camarades puissent en emporter chez eux. **Moralité** : n'abolissez pas les spéculateurs avant de les avoir remplacés par de meilleures institutions pour assurer stockage et distribution.

Le dilemme anarchiste

J'étais venu en Catalogne en tant que socialiste pour voir — avec quelques erreurs — comment les anarchistes feraient avec leur révolution (de même, avec ma récente visite à l'Allemagne nazie, je voulais avant tout combattre le fascisme). Aux niveaux inférieurs en tout cas, les anarchistes étaient bien. Les travailleurs savaient faire tourner leur entreprise. Mais les anarchistes échouèrent au niveau politique. Les théoriciens anarchistes (comme les marxistes) avaient étudié les leçons des révolutions française et russe et de la Commune de Paris. Ils avaient vu et senti la dégénérescence de la révolution russe sous Staline. Déjà au temps de Lénine, le mouvement anarchiste russe avait été interdit en Union soviétique. Cela seul confirmait leur croyance qu'aucun gouvernement — même un « Etat ouvrier » — ne pouvait créer une société libre. De l'histoire et de l'expérience ils avaient appris, ils pressentaient **ce qu'il ne fallait pas faire**. Mais leurs « non-dirigeants » avaient obstinément et de façon idéaliste refusé **d'apprendre quoi faire**. Les leçons politiques pratiques du léninisme, — comment survivre et grandir en tant que pouvoir révolutionnaire effectif — furent rejetées comme étrangères à l'anarchisme. Les anarchistes préféraient s'appuyer sur la bonté innée de l'homme.

La situation en Catalogne en 1936 était historiquement unique. Là il y avait une révolution sociale dans laquelle opposition et divergences (sauf pour les partisans de la dictature fasciste) étaient autorisées à fleurir sous de pleines libertés civiques. Nulle part nous ne trouvons dans les livres d'histoire une révolution aussi peu inhibée, une révolution sociale en milieu industriel, jouant elle-même sans aucune restriction politique centralisée. Mais les anarchistes catalans, jetés au pouvoir au milieu d'une guerre civile, faisaient face à un dilemme. Soutenus par la milice et des alliés antifascistes de moindre importance, ils détenaient de fait le pouvoir politique, économique, militaire et policier, mais en même temps rejetaient l'idée de gouvernement, d'armées, de milice, de propriété privée, l'usage de l'argent et la religion officielle. Ils s'étaient toujours opposés à l'idée même de pouvoir politique, sous quelque forme que ce soit. Maintenant, c'était eux les véritables gouvernants, qui ne voulaient pas

gouverner. Mais comment mener une guerre ? Ils ne croyaient pas dans les armées, mais derrière les lignes ils avaient leurs patrouilles de contrôle ouvrières. Ils ne croyaient pas au gouvernement, mais ils avaient leur Comité central des milices antifascistes, avec représentation des différentes milices, chacune soutenue par son propre syndicat ouvrier ou son parti politique, mais dont la majorité était sous contrôle anarchiste.

Les anarchistes réalisèrent bientôt qu'ils ne pourraient pas à la fois faire la guerre et gouverner une grande ville et une vaste province, et conserver leur économie en état de marche, sans quelque autorité civile et un commandement militaire centralisé. D'abord leurs dirigeants refusèrent de collaborer avec les gouvernements républicains « bourgeois », soit le gouvernement central de Madrid, soit la Generalitat provinciale de Barcelone. Mais comme la guerre et le blocus tournaient contre eux, quelques dirigeants anarchistes reçurent des postes gouvernementaux à Madrid. Innocents en matière de stratégie politique ; ils ne firent pas le poids face à des communistes super-politiques qui avaient infiltré le gouvernement de la République. Débordés de toutes parts, ils ont dû finalement partager le blâme pour la suppression de la révolution par les communistes. Ce qui démoralisa plus encore les ouvriers, déjà en retraite après l'invasion de la Catalogne par Madrid en mai 1937.

Privés d'armes, privés de matières premières, sans alliés étrangers pour l'aider, la révolution dirigée par les anarchistes, qui avait été d'abord le plus fort des trois camps en grève — fut la première à tomber, prise entre les armées fascistes de Franco et la République contrôlée par les communistes, qui, tous les deux, bénéficiaient d'un soutien militaire étranger. Ainsi la révolution égalitaire des ouvriers espagnols fut-elle écrasée par l'intervention étrangère.

Les Méthodes de Staline

Au début de la guerre civile, le PC n'avait que peu de soutien en Espagne. Pendant les années 20, les communistes avaient construit un appareil clandestin substantiel, surtout en Catalogne mais leur organisation avait été déchirée et scissionnée dans des scissions continues résultant des brusques tournants dans la politique du parti, dictés par Moscou. Pourtant, dans l'année qui suivit l'éclatement de la guerre civile, les communistes staliniens avaient pris le contrôle des Jeunesses socialistes espagnoles, du gouvernement républicain à Madrid, ainsi que de gouvernements de province. Ils avaient pris le contrôle de la police, de l'armée et de la Brigade internationale. Ils avaient supprimé leur rival marxiste, le POUM et démoralisé les socialistes de gauche et le puissant, rude mais sentimental mouvement anarchiste.

Comment un petit parti communiste avait-il accompli tant en si peu de temps ? Essentiellement avec l'aide étrangère, non seulement en armes et équipements militaires, mais surtout sous la forme d'une stratégie politique. Tandis que Mussolini et Hitler donnaient directement leur aide au gouvernement

nationaliste, Staline la fournissait de façon sélective, afin de supprimer des rivaux à l'intérieur et de promouvoir le règne du PC. Avec l'armement, Staline apporta en Espagne nombre d'agents politiques d'Europe et Amérique du Nord. D'Union soviétique, il envoya des officiers de police et des méthodes policières. Ces agents communistes emprisonnèrent ou assassinèrent des dirigeants politiques-clés, qui ne pouvaient être achetés. Leur but était « un monopole de la gauche ». Ils semblaient consacrer plus d'énergie et de ressources à cet objectif qu'à la guerre antifasciste tout en criant pour l'unité anti-fasciste et en accusant leurs ennemis de la briser.

Jusqu'à la guerre d'Espagne, Staline avait confiné ses brutales méthodes policières avant tout à l'Union soviétique. C'est en Espagne, en 36 et 37, que son appareil, pour la première fois, agit à l'étranger, commettant des excès politiques, comme le meurtre de rivaux politiques, qui étaient censés être démodés dans le monde moderne. Des histoires sensationnelles filtraient d'Union soviétique — sur des purges incessantes et sans pitié, des camps d'esclaves et la migration forcée de peuples entiers. Mais ces rapports, comme ceux qui relataient le génocide de Hitler, ne furent pas crus. Dans les années 20, beaucoup de gens de gauche déçus, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'URSS, rejetaient la politique de Staline comme une trahison de la Révolution russe. Néanmoins, ils n'étaient absolument pas préparés à la brutalité des méthodes staliniennes telles qu'elles se développèrent dans les années trente.

En mai 1937, le gouvernement républicain de Madrid — alors contrôlé par les communistes — enleva des troupes du front de Madrid pour envahir la Catalogne anarchiste. Ils écrasèrent vite la révolution. En juin, ils assassinèrent Andrés Nin, dirigeant du POUM. Puis ils s'emparèrent de la plupart des révolutionnaires étrangers, moi compris, et nous bouclèrent dans une prison neuve, supervisée par un Russe qui ne parlait ni castillan ni catalan. C'est là que j'ai beaucoup appris sur les méthodes policières des staliniens. A Barcelone et plus tard à Paris, de 1936 à 1938, j'ai eu l'occasion d'être témoin de ces méthodes politiques et policières telles qu'elles furent appliquées pour la première fois en Europe occidentale. Je puis les résumer ainsi :

— les communistes staliniens nient l'existence de la révolution, prétendant, en Espagne et dans le monde, qu'il n'y avait qu'une guerre civile contre le fascisme.

— pour dissimuler la révolution aux volontaires des Brigades internationales, ils les menaient en troupes de Paris à Madrid, à travers la Catalogne révolutionnaire, comme s'ils avaient les yeux bandés. Comme dit précédemment, les premiers objectifs de l'appareil staliniens n'étaient pas de vaincre le fascisme mais d'éliminer les partis politiques prolétariens rivaux. Ils utilisaient la technique du grand mensonge (et pas seulement en Espagne) calomniant leurs rivaux et les traitant de « trotsko-fascistes ».

Charles A. Orr

Hommage à Orwell

*Orwell écrivit **Homage to Catalonia** quelques mois après les événements. Sa plongée dans la Révolution espagnole est encore vive dans la mémoire. J'écris mes souvenirs d'Orwell et de la Révolution presque un demi-siècle plus tard. Mais de tels événements, accompagnés d'une forte émotion, ne s'oublient jamais.*

*Ce qu'Orwell décrit de façon si vivante dans **Homage to Catalonia**, je ne peux que le confirmer. Il montre la guerre et la révolution et il se révèle lui-même — pleinement et honnêtement. Je rappelle ici quelques incidents et relations personnelles qui peuvent révéler plus pleinement encore le personnage d'Orwell.*

Premier jour en Espagne

Très tôt un matin, environ 10 heures en Espagne, en décembre 1936, je travaillais à mon bureau du bâtiment administratif du POUM sur les Ramblas de Barcelone. Un petit milicien, dans sa combinaison bleue avec son brassard rouge, grimpa vivement les quatre étages jusqu'à mon bureau. Ce milicien était l'un des gardes-réceptionnistes dont le rôle consistait à bloquer et vérifier tout étranger se présentant à la porte principale.

Il s'agissait d'un Anglais, me dit-il, qui ne parlait ni catalan ni castillan. Il voulait voir mon patron, John McNair. Comme McNair n'était pas là ce matin, je descendis voir qui était cet Anglais et de quelle affaire il pouvait s'agir.

C'est là que je le rencontrai — Eric Blair — grand, maigre et fatigué, qui venait juste d'arriver de Londres. Il était venu s'engager dans la guerre antifasciste. Je l'invitai à entrer et nous remontâmes ces longs étages, jusqu'au quatrième.

Epuisé, mais excité, après un jour et une nuit de train, il était venu combattre le fascisme, mais ne savait pas quelle milice rejoindre. Pourtant une connaissance en Angleterre lui avait conseillé de prendre contact, avant de s'engager, avec John McNair à Barcelone. McNair était le représentant de l'ILP, l'Independent Labour Party britannique, en Espagne. Au premier abord, il ne prit pas très au sérieux ce volontaire britannique. Juste un étranger de plus venu se battre, pas un homme de parti, apparemment un innocent politique, gaffant dans un milieu qui valorisait l'acuité politique et le pedigree partisan. Chanceux, je pensais que nous puissions mettre la main sur lui avant qu'il ne tombe aux mains des communistes.

Je l'aimai pourtant : franc et rafraîchissant par son enthousiasme. Moi aussi j'avais été naïf, aux yeux des marxistes-léninistes professionnels, à mon arrivée. Autre point commun : nous connaissions tous deux le français. Je lui demandai comment il avait appris cette langue et il me raconta ses aventures à Paris où il avait réussi à vivre en travaillant comme aide-cuisinier. Moi aussi j'avais été très bas à Paris et ailleurs et je savais de combien d'assurance a besoin un intellectuel pour supporter un tel calvaire. Pour cela au moins, il fallait respecter cet aventurier gauche et bégayant. Il pourrait bien y avoir plus chez cet homme, pensais-je, que ce qui tire l'oeil. Il me dit qu'il était écrivain. Plus tard j'appris qu'il écrivait sous le nom de plume de George Orwell.

Deux grands événements qui s'étaient produits les derniers jours devaient changer la vie d'Eric Blair. D'abord, il s'était décidé à venir risquer sa vie en Espagne pour la cause anti-fasciste. Ensuite, comme il me le dit fièrement, son manuscrit pour un livre appelé *The Road to Wigan Piers* venait d'être accepté pour publication par le Left Book Club. Il serait publié dans une édition de plusieurs milliers d'exemplaires et cet aspirant écrivain, jusque là obscur, serait alors bien connu. Il avait appris cette bonne nouvelle juste avant de quitter Londres. Ainsi Eric Blair était-il déjà un autre homme quand il était arrivé à Barcelone.

Je passai une ou deux heures avec lui, en attendant le retour de John McNair. Sous l'émotion de son arrivée en Espagne, il s'ouvrait — la seule et unique fois que je fus seul avec lui et qu'il était disposé à parler. Je me souviens que nous parlâmes de la vie de vagabond à Paris. Cela semble confirmer ce que les critiques littéraires déduisent de ses écrits : cette expérience eut sur Orwell un effet profond et durable.

McNair revint au bureau dans l'après-midi et persuada rapidement Eric de rejoindre la milice internationale du POUM. C'est seulement par accident, semble-t-il, qu'Eric Blair finit dans le contingent ILP-POUM sur le front d'Aragon plutôt que dans les Brigades internationales contrôlées par les communistes à Madrid. Il alla à la caserne Lénine du POUM à Barcelone et, quelques jours plus tard, partit pour le front. Cela aurait pu être la fin de mon

contact avec Eric Blair si, avant de partir au front, il n'avait pas pris des dispositions pour que sa femme Eileen puisse nous rejoindre à Barcelone en tant que secrétaire.

Eileen

Orwell était son nom de plume. Pour nous il était seulement Eric, milicien dans la Brigade ILP-POUM, un des petits groupes d'étrangers, surtout britanniques, qui combattaient sur le front d'Aragon. Nous savions bien entendu que c'était un écrivain qui avait déjà publié deux ou trois livres (dont nous n'avions jamais entendu parler). Cela attira notre attention et le mit à part. Cela et le fait qu'il était grand et maigre et qu'il avait une belle femme, Eileen. Elle vint à Barcelone travailler comme secrétaire pour John McNair et moi. En tant que responsable du bi-mensuel *The Spanish Revolution*, et lecteur du bulletin radio quotidien en langue anglaise, j'avais besoin des services d'une secrétaire de langue anglaise.

Dans son livre, Orwell mentionne à peine sa femme. Je ne peux pas ne pas la mentionner parce que c'est seulement avec Eileen que j'en vins à connaître personnellement Eric. Je l'avais rencontré et j'avais eu une longue conversation avec lui, son premier jour en Espagne. Par la suite, nos contacts se développèrent par Eileen avec qui je travaillai étroitement pendant les quatre mois où Eric fut au front. Orwell avait épousé Eileen O' Shaughnessy au printemps 1936, six mois avant qu'ils ne décident d'aller en Espagne. Eileen était une Irlandaise au visage rond, un peu collet monté et mignonne, avec des cheveux noirs et de grands yeux noirs. Eric était grand, maigre et dégingandé, au point d'en paraître étrange. Ils étaient opposés par leur stature et leur apparence physique — et d'autre façon aussi. Il était très discret, bégayait et semblait avoir peur des gens. Elle était amicale, sociable et sans prétention.

Eileen était une excellente secrétaire. Je la trouvais attirante et en plus intelligente et sûre d'elle. Tout le monde l'aimait, les femmes comme les hommes. Le lecteur peut penser que je la sur-idéalise, mais en travaillant jour après jour dans le même bureau, on en vient à bien connaître un camarade de travail. Quand je la compare avec les réfugiés, réformistes et révolutionnaires, qui constituaient le personnel du bureau et à d'autres dans notre milieu politique, Eileen s'élève au-dessus du lot, comme une personne supérieure.

Eileen avait étudié à Oxford. C'était une psychologue confirmée qui n'était pas trop fière pour accepter un travail de secrétaire-dactylo. Sa soeur, revenue en Grande-Bretagne, était médecin. Elles étaient en correspondance permanente et la sœur nous envoyait des produits pharmaceutiques qu'on ne pouvait trouver à Barcelone.

Le Héros d'Eileen

En 1984, Orwell était devenu un héros populaire. Par exemple, en 1982, les jeunes « dissidents » de Lausanne, en Suisse, appelèrent leur centre de jeunes « Café Orwell ». La police y fit bientôt une descente sans même un prétexte, détruisit les meubles comme pour réaliser la vision même d'Orwell d'une police d'Etat sans cœur. Mais déjà en 1937, Orwell, jeune écrivain combattant, inconnu du grand public, était un héros aux yeux d'au moins une personne, sa femme Eileen.

Eric resta au front, risquant sa vie, sans interruption pendant 115 jours. Pendant toute cette période et au moins un mois auparavant, Eric et Eileen ne se virent qu'une fois. Au bureau, Eileen ne pouvait pas s'empêcher de parler d'Eric — son héros-mari, que de toute évidence elle aimait et admirait. C'était mon privilège de l'entendre parler de lui jour après jour. Non que j'y fisse grande attention. C'était juste un apprenti-écrivain inconnu qui, comme d'autres, était venu en Espagne combattre le fascisme. Mais j'appris à respecter un solide caractère.

On peut respecter un homme qui risque sa vie pour une cause. On peut aussi respecter un écrivain dont le livre vient juste d'être accepté pour un gros tirage — ce qui est sur le point d'« arriver ». Quand je connus mieux Eric — par Eileen — mon respect grandit. D'abord à cause d'Eileen elle-même. Un homme capable de conquérir une femme d'une telle qualité doit avoir de la valeur. Celui qu'elle me révéla était un homme bon, profond, et pas seulement un aventurier commettant sottise sur sottise.

Outre sa beauté naturelle, pourquoi Orwell (qui se maria plus tard) fut-il attiré par cette fille irlandaise ouverte et sociable ? Je ne doutais pas qu'il ait eu besoin d'une femme socialement extravertie comme fenêtre sur le monde. Eileen aidait cet homme incapable de s'exprimer à communiquer avec les autres. Bien qu'ils fussent mariés depuis moins d'un an, elle était déjà devenue son porte-parole. Leurs relations — celle d'Eric et du monde via Eileen — est bien illustrée par un incident qui s'est produit pendant la visite à Barcelone du célèbre écrivain américain John Dos Passos¹.

A l'époque, Eric avait eu enfin une permission et se trouvait à Barcelone. Le jeune écrivain ambitieux voulait rencontrer le grand Dos Passos. Il aurait pu me le demander directement — il venait à mon bureau tous les jours. Mais non, c'est Eileen qui m'apporta sa requête. Pouvais-je trouver une excuse ou un moyen pour qu'Eric puisse rencontrer John Dos Passos ? Je me débrouillai pour

¹ John Dos Passos (1896-1970), romancier progressiste, s'éloignait du stalinisme et se rapprochait des autres formations communistes, comme le POUM et les trotskystes.

qu'il rencontre Dos Passos dans le couloir devant le bureau de Nin, où ils bavardaient pour quelques minutes. Je voulais l'inviter à entrer avec nous. Mais qui étais-je pour amener le mari de ma secrétaire, ce milicien — dans son uniforme, sa mono foncée en grosse toile ? Et nous avons laissé Orwell debout dans le couloir. Je l'ai regretté sur le moment et aussi depuis. Orwell attendit une demi-heure, assis sur un banc, jusqu'à notre réapparition, et il put parler avec Dos Passos de nouveau une ou deux minutes.

Quelques jours plus tard, Eileen m'apporta ce message : « Eric veut que je vous remercie du fond de son cœur. Il m'a demandé de vous remercier pour lui, parce qu'il sait qu'il ne peut pas parler ».

Un homme appelé Harry

A l'époque où Orwell arriva à Barcelone, arriva aussi un camarade trotskyste américain du genre dur. Nous l'appelions Harry¹. Il était sombre, trapu, costaud. Il se faisait entendre. C'était un prolétaire juif bien charpenté, sorti tout droit des rues de New York. C'était un dur, carré, et en même temps, c'était un sentimental et pas une brute. En dépit de son allure de dur, c'était un idéaliste dévoué au mouvement socialiste dans lequel il demeura actif pendant de nombreuses années.

Remontés au front de Huesca, Orwell et Harry devinrent inséparables. Ils vivaient ensemble, mangeaient ensemble et faisaient aussi ensemble leur boulot dans les tranchées. Je l'avais appris par les miliciens britanniques et Harry me le dit lui-même. Leur amitié devint un sujet de conversation, parce que personne ne pouvait comprendre pourquoi ces deux hommes opposés étaient attirés l'un vers l'autre. Le tonitruant Harry était l'antithèse d'Orwell — le fils bégayant et plutôt raffiné de la bourgeoisie britannique, le produit d'une *public school* fermée. Qu'avaient-ils en commun ? Tous deux étaient intelligents, tous deux combattaient pour la même cause, tous deux parlaient une variété d'anglais. Je suppose aussi que tous deux se sentaient solitaires et perdus dans ces tranchées humides et froides, très haut sur le plateau d'Aragon. Mais là s'arrête la ressemblance.

Qu'est-ce qui attira Orwell le réservé vers ce spectaculaire homme de masses qu'était Harry ? Ce mystère me permit de mieux connaître Orwell. Cela montrait qu'il n'avait pas une personnalité ordinaire. A l'époque, je pensai que l'apprenti écrivain étudiait seulement un caractère excessif pour quelque futur roman. Mais je n'en suis plus sûr maintenant. Depuis cette époque, j'ai observé des gens physiquement et psychologiquement opposés, authentiquement attirés

¹ Harry Milton (de son vrai nom: Wolf Kupinsky), né en 1903, était passé du PCA à l'Opposition et avait milité syndicalement. Il avait été un organisateur des groupes ouvriers de défense pendant les grandes grèves.

l'un vers l'autre. Autour d'Orwell, il y avait dans la brigade quelques authentiques personnalités, comme Bob Edwards, député, responsable du contingent britannique. Et aussi le bouillant, irréprensible Bob Smilie, petit-fils du fameux pionnier des mineurs écossais¹. Dans l'ensemble, Orwell connaissait bien les types britanniques. Mais, même à nos yeux d'Américains, Harry était un phénomène. Orwell a dû être intrigué.

Aucune description d'Orwell en Catalogne ne peut omettre la présence de Harry. Dans un sens très personnel, cette camaraderie a dû être une des expériences les plus réelles et les plus conscientes d'Orwell pendant son séjour au front. Pourtant, dans *Homage to Catalonia*, il ne mentionne Harry que deux fois — et seulement de façon incidente. En racontant comment il a été blessé, il fait simplement référence à « la sentinelle américaine avec qui j'avais parlé ». Et après, « la première personne que nous vîmes (dans la prison) était un milicien américain qui était parti pour rentrer chez lui quelques jours auparavant : ses papiers étaient en règle, mais on l'avait quand même arrêté à la frontière... nous avons marché l'un près de l'autre comme si nous étions parfaitement étrangers l'un à l'autre. C'était terrible. Je l'avais connu durant des mois, j'avais partagé un trou avec lui, il avait aidé à me ramener à l'arrière quand j'avais été blessé mais c'était la seule chose que je pouvais faire ».

Peut-être est-ce délibérément qu'il ne mentionne pas Harry. Exactement comme Orwell évite discrètement de parler de sa femme, il évite toute mention directe de Harry. L'un comme l'autre étaient, je le suppose, pour Orwell, des relations personnelles, n'ayant rien à voir avec la guerre et la révolution.

Orwell et Kopp

Après Harry, l'autre camarade d'Orwell au front était le camarade Kopp. Dans ses écrits, Orwell a réitéré l'expression de son admiration et de son affection pour Kopp. C'était un ingénieur belge, grand, lourd, blond roux, assez beau, pas très sophistiqué mais un homme instruit. Tout le monde l'aimait.

La Brigade ILP-POUM était internationale. Bien que formée d'Anglais en majorité et soutenue financièrement par l'ILP britannique, elle accueillit un assortiment de volontaires révolutionnaires anglophones de France, Belgique, des États-Unis et d'Allemagne. Comme il convient dans une révolution sociale, les milices au front, quelle que fût leur nuance politique, eurent à voter pour désigner les officiers qui les commanderaient. Kopp fut élu par la brigade. C'était

¹ Le dynamique **Bob Smilie** (1915-1937), représentant des jeunesses de l'ILP, mourut en Espagne d'une appendicite curieuse. Il était le petit-fils de **Bob Smilie** (1897-1940) qui avait présidé le syndicat des mineurs d'Écosse de 1894 à 1918 et celui de Grande-Bretagne de 1912 à 1921.

un choix excellent : un ingénieur qui avait fait son service militaire. Il s'avéra un commandant courageux et digne de confiance selon ses hommes. Un soir, après son élection, je participai à la célébration de cet événement, dans sa chambre. Le jeune Bob Smilie mit un mince casque de papier sur sa tête et nous le baptisâmes « capitaine Kopp ».

Visitant le front de Huesca, je découvris aussi que les miliciens britanniques respectaient leur commandant, le camarade Kopp, et admiraient sa bravoure. Ils me dirent que, dans les patrouilles qui s'engageaient profondément dans le *no man's land*, Kopp menait gaillardement la danse sans signe de peur. Dans *Homage to Catalonia*, Orwell décrit sa bravoure sous le feu. La façon de Kopp de commander ses troupes était techniquement au-dessus de tout reproche.

Pour Orwell, Kopp était évidemment une compagnie plus intéressante que les gamins de la brigade. Ils devinrent proches amis. En permission à Barcelone ils étaient tous trois, eux et Eileen, toujours ensemble. J'entendis beaucoup parler de Kopp par Eileen. Leur amitié survécut à la guerre d'Espagne. J'appris plus tard que Kopp avait subi de mauvais traitements dans une prison communiste, qu'il avait perdu ses deux jambes et qu'Eileen et Orwell l'avaient ramené chez eux en Angleterre où ils le soignaient et le soutenaient.

Dis à Eileen que je l'aime

Un fer à cheval géant de tranchées entourait à moitié la ville de Huesca, tenue par les fascistes. La ligne faisait une boucle vers le Nord-Est, enfermant un kilomètre de *no man's land*. Dans la journée, quelques arbres solitaires cachaient des *snipers* fascistes. La milice anarchiste s'était enterrée à chaque extrémité du fer à cheval, près de Huesca. La brigade de l'ILP tenait un segment de la partie la moins critique, au centre de la boucle. Les tranchées passaient au milieu des champs de sorte que quelques portions étaient sous le feu des *snipers*. J'observai particulièrement cela à ma visite du front à la fin mars 1937. L'histoire qui suit m'a été contée par Harry.

Un beau jour, Harry et Orwell faisaient leur travail dans les tranchées, ensemble comme d'habitude. Leur tranchée dans la ligne de feu des *snipers*, sa tête dépassait. Elle faisait une belle cible ! Et c'est ce qui arriva.

Il se décomposa avec le trou d'une balle juste dans le cou. Ruisselant de sang, il demeura conscient jusqu'au moment où il fut dans une ambulance avec Harry à ses côtés. Tous deux pensaient que c'était la fin. Avant de perdre conscience, Eric réussit à murmurer : « Dis à Eileen que je l'aime ». C'était, quand il le disait, le dernier mot d'un mourant — un homme courageux mourant pour une bonne cause.

La nouvelle arriva à Barcelone. Eric était à l'hôpital, sérieusement blessé, entre la vie et la mort. Eileen nous tint au courant. Il était livide et ne pouvait que murmurer, mais il marchait seul. C'était là — un petit endroit rouge — que la balle était entrée comme dans le milieu de la pomme d'Adam ! Il nous montra sa nuque. On pouvait juste voir une cicatrice effacée exactement au milieu de la base de son cou. La balle était passée par l'ouverture de la gorge. Comment elle avait réussi à éviter des nerfs vitaux, des os, des artères, c'est un incroyable mystère. Nous avons appris plus tard que l'un des médecins qui le soignaient avait présenté son cas à un journal professionnel comme une curiosité médicale.

Orwell le solitaire

Cette description d'Orwell en Espagne serait incomplète sans mention de sa politique. A cet égard, c'était un inadapté. Au milieu d'une révolution sociale, il se tenait à part, un parfait solitaire.

Les politiques accomplis le jugeaient naïf. Il refusait d'entrer dans les discussions. De toute évidence il était venu en Espagne combattre le fascisme et risquer sa propre vie. Mais il refusait de rejoindre une secte politique ou de souscrire à l'un des programmes rivaux destinés à sauver le monde. Nous aimions Orwell et l'admirions, mais il était une énigme qui nous irritait. Pour nous, prosélytes politiques, c'était un cas sans espoir. Nous étions convaincus qu'un seul homme ne peut par lui-même se tenir à l'écart du courant de l'histoire. Mais c'était avant la publication de 1984. Ce fut bien plus tard, avec *Homage to Catalonia* et *Animal Farm* et surtout dans ses *London Letters*, que je découvris qu'Orwell avait après tout des vues politiques — bien que critiques et négatives plus que créatives.

Quand je regarde Orwell comme je l'ai connu à Barcelone en 1936 et 1937, avant les jours de sa gloire, je le vois surtout comme un individualiste — socialement, politiquement, intellectuellement —, un idéaliste qui essayait d'être honnête avec lui-même, quelqu'un de normalement ambitieux mais peu sûr de lui, qui était adonné de façon presque enfantine à la recherche de sensations et d'aventures.

J'ai eu le privilège de le connaître — indirectement mais assez bien — grâce aux confidences de sa femme Eileen. Mes collègues et moi n'avions pas pu ne pas remarquer cet homme qui esquivait tous nos efforts de prosélytisme et de discuter à son sujet. Il y avait là un homme qui vivait sur ses principes, qui affrontait le monde tout seul.

David A. Kales

L'Opposition de gauche et le Mouvement trotskyste au Canada de 1927 à 1940

Le P.C. du Canada fut fondé en 1921 et sa direction était formée de jeunes militants profondément engagés dans les succès de la Révolution russe et du parti bolchevique. Les communistes canadiens connaissaient le rôle unique de Trotsky pendant la Révolution d'Octobre, alors qu'il était président du soviet de Petrograd et pendant la guerre civile, à la tête de l'Armée rouge. Ses ouvrages étaient diffusés au Canada et son prestige égalait celui de Lénine.

Maurice Spector, fondateur du trotskysme au Canada, fut profondément influencé par les idées de Trotsky. James P. Cannon, le père des trotskystes américains, disait que Spector avait été le premier trotskyste d'Amérique du Nord¹. Exagérant peut-être, l'historien Theodore Draper vit en lui « le seul trotskyste authentique »². Le début et le développement de l'Opposition de gauche canadienne furent en tout cas les résultats du travail de Spector et de son dévouement au marxisme. Spector, né en Russie en 1898, grandit au Canada³.

¹ James P. Cannon, *The History of American Trotskyism* (NY, 1972). (L'Histoire du Trotskysme américain) Selon Cannon, les manifestations ouvertes de sympathie de Spector pour Trotsky précédaient les siennes de trois ans.

² Theodore Draper, *American Communism and Soviet Russia* (Le Communisme américain et la Russie soviétique) (NY 1960). Ce point de vue est soutenu par William Rodney, combattu par Ian Angus.

³ On trouve des informations biographiques sur Maurice Spector dans William Rodney, *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada 1919-1929* (Toronto, 1969) p. 169 (Soldats de l'Internationale. Une Histoire du Parti communiste du Canada) et Ian Angus, *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada* (Montreal 1981), (Bolcheviks canadiens : les premières

Lors de la constitution du parti communiste du Canada, militant déjà expérimenté, il fut élu à son exécutif et devint rédacteur en chef de son journal *The Worker* ; il fut président du parti de 1922 à 1927¹.

Spector commença à évoluer vers le trotskysme après son enquête sur l'échec de la Révolution allemande de 1923. Après avoir assisté en personne à la défaite, il se rendit à Moscou et assista, au IIe congrès des soviets, au début de la campagne de Zinoviev contre Trotsky². Il est possible que ces deux événements l'aient poussé à critiquer la tactique du P.C. allemand. Il révéla ses inquiétudes dans une lettre à l'exécutif du P.C. canadien :

« Les perspectives de victoire étaient grandes. Mais le parti aurait dû engager le combat en Octobre même avec la perspective d'une défaite possible. Après les espérances que le parti avait soulevées dans les masses en proclamant sa volonté de prendre le pouvoir et ses préparatifs pour prendre l'initiative contre un coup contre-révolutionnaire, une possible défaite n'aurait pas eu de conséquences aussi catastrophiques que cette retraite sans combat »³.

Les idées de Spector correspondaient à celles de l'aile gauche du parti communiste allemand (KPD) dirigée par Maslow et Ruth Fischer. Spector crut que la défaite allemande était une « catastrophe ». Le KPD traversait une crise grave et ses militants avaient perdu le moral. Spector répondit à l'appel de Trotsky pour une analyse de la défaite et une réévaluation de la situation internationale. Les idées de Spector s'accordaient peu à peu à celles de Trotsky et il suggéra que le Comintern entreprenne de mettre en question tactique et idéologie⁴.

années du parti communiste du Canada) pp.77-78 ; *Toronto Globe and Mail*, 13 novembre 1928.

¹ Les développements au Canada suivirent de près ceux aux Etats-Unis. Le Comintern établit une Agence pan-américaine destinée à faire fusionner les deux partis en juin 1921. En mai, le Parti communiste d'Amérique fut formé. Caleb Harrison « Atwood » fut envoyé au Canada pour négocier la fusion des sections canadiennes du P.C. unifié d'Amérique (UCPA) et du parti communiste d'Amérique (CPA). Il vaut d'être noté que les figures principales dans l'UCPA au Canada étaient plus ou moins des marxistes révolutionnaires attachés à Lénine et Trotsky - Maurice Spector, Tom Bell, Florence Custance, William Moriarty et Max Armstrong. Les autres dirigeants étaient Tim Buck et John MacDonald. Spector et MacDonald devinrent les dirigeants de l'Opposition de gauche au Canada. Moriarty devint un dirigeant de l'Opposition de droite au Canada et Timothy Buck devint le seul dirigeant du P.C. du Canada de la fin des années 20 aux années 60.

² Angus, *op.cit.*, pp. 179-181 ; Gary O'Brien, « Maurice Spector and the Origins of Canadian Trotskyism », (M.Spector et les origines du trotskysme canadien) Thèse, Carleton U. 1974, p. 4.

³ M. Spector au comité exécutif central, 14 janvier 1924, Angus, *op.cit.*, pp.182-183.

⁴ *Ibidem*, p. 182.

Il serait prématuré de prétendre que Spector utilisa son poste de rédacteur à *The Worker* et la présidence du CPC pour y diffuser les idées de Trotsky. Spector et les autres dirigeants canadiens n'avaient que peu d'informations et de matériaux sur les luttes de l'Opposition dans le parti russe et concentraient surtout leur attention sur les affaires canadiennes.

A partir du début de 1924, journaux et revues des partis communistes déversèrent un flot épais de matériel émanant de Moscou et dénonçant le « trotskysme » comme le contraire du « léninisme »¹. Spector ne fut pas convaincu par la critique anti-trotskyiste de Zinoviev et demeura politiquement neutre dans le débat, à son poste de rédacteur en chef de *The Worker*. Il pensait qu'il s'agissait d'un problème interne qui concernait le P.C. russe². Il croyait que la pression des événements et la logique de l'Histoire allaient redresser la politique du Comintern. John MacDonald, le secrétaire du CPC, le soutenait. En mars 1925, le CPC exprima sa désapprobation au Ve plénum de l'exécutif de l'I.C. :

« L'exécutif (du CPC) n'est pas convaincu, sur la base de la documentation fournie, que le Comintern soit réellement menacé et confronté à un système qui constitue le trotskysme. Indépendamment des erreurs de Trotsky avant 1917 et dans le cours de la révolution, nous ne sommes pas convaincus que les implications de la théorie de la "révolution permanente" qui lui sont attribuées ont vraiment été nourries par lui et qu'il se propose de réviser le léninisme. Nous pensons que le prestige du Comintern n'a pas été rehaussé ici par la violence de l'attaque anti-trotskyiste »³.

L'exécutif du Comintern remarqua qu'une « confusion idéologique importante » existait chez les dirigeants du CPC⁴. La section canadienne n'avait pas pris position sur les trotskystes ; elle avait seulement émis des objections au fractionnisme à l'intérieur du P.C. soviétique et du Comintern, faute de renseignements. Ce fut peut-être le moment où la section canadienne manifesta publiquement son indépendance et son refus de se mêler aux luttes fractionnelles européennes. Le CPC cependant soutint les autres aspects de la politique de Staline.

¹ Zinoviev utilisa pour la première fois ce terme dans une réunion du parti à Petrograd le 15 décembre 1923 et fut publié dans *Inprecor* n°8, 21 janvier 1924, pp. 69-82. Il faisait référence au « trotskysme » comme représentant « une tendance définie dans le mouvement ouvrier russe ». Cf. Carr, *The Interregnum 1923-1924* (L'Interrègne), Harmondsworth ; 1954, pp. 324-326.

² Maurice Spector au comité politique du P.C. du Canada, 11 novembre 1928.

³ *The Worker*, 1er août 1925.

⁴ Resolution of the Canadian Commission. Fifth Plenum ECCI to the CEC, Communist Party of Canada (Résolution de la commission canadienne. 5e plénum du CEIC, P.C. du Canada (Moscow, 1925).

En 1925 et 1926, Spector s'inquiéta de plus en plus des événements dans le parti russe et des actions de l'Opposition de Leningrad. Dans un important éditorial de janvier 1926, il critiqua le fractionnisme au sein du P.C. russe :

« Il y a certainement des divergences ouvertes et plus souvent que quand le grand dirigeant était là, dont personne ne contestait le génie. Il est plus difficile de trouver sans lui le bon chemin et il faut une direction collective. Il faut donc que les divergences soient réglées par la direction collective du parti, à savoir le comité central. Aucun camarade individuellement, ni aucun groupe dans le parti russe ne peut revendiquer le monopole du léninisme. Si grands que soient le prestige et l'autorité de certains camarades comme Zinoviev et Kamenev, c'est la mesure de la merveilleuse unité du P.C. de Russie qu'il pourra corriger leurs déviations et jouir pourtant de leur entier soutien dans l'application de la politique du parti »¹.

En décembre 1927, le CPC changea sa décision antérieure et commença à appuyer dans l'I.C. la politique de Staline. La déclaration de Tim Buck, délégué canadien, devant le VII^e plénum de l'exécutif de l'I.C. n'avait pas été approuvée par les dirigeants du CPC². Pourtant, quand il revint au Canada, l'exécutif dut le cautionner³. Spector démissionna immédiatement de la présidence du CPC et de la rédaction en chef de *The Worker*, mais se ravisa sous la pression de MacDonald. Le Ve congrès du CPC soutint les perspectives de Staline. La politique de MacDonald était seulement d'éviter le fractionnisme au sein du CPC. Son refus de se battre plus a été condamné par des historiens, car cette inactivité conduisit à la rupture dans le parti⁴. La décision de MacDonald de soutenir la position de Buck convainquit Spector que les mêmes plaies qui affligeaient le parti russe affectaient le CPC. Le résultat de ce « conservatisme d'organisation et d'inertie » était l'absence de démocratie interne⁵. Il semblait cependant que Spector fut le seul dirigeant à avoir développé sur la situation en Russie des idées indépendantes. A la fin de novembre 1927, *The Worker* annonça l'exclusion du parti de Trotsky, Zinoviev, Kamenev et Karl Radek⁶. L'unique commentaire

¹ « The Russian Congress » (Le congrès russe), *The Worker*, 30 janvier 1926, p. 4.

² Tim Buck, *Lenin and Canada* (Lénine et le Canada), Toronto, 1970, pp. 55-56 ; *Inprecor*, 20 janvier 1927 ; Angus, *op.cit.* p.193.

³ Interview de Theodore Draper avec Maurice Spector, 25 novembre 1957, Papiers Draper, Université Emory, séries 2 et 3. Angus et Rodney sont d'accord avec cette interprétation.

⁴ *The Worker*, 3 avril 1927 ; Report of the Fifth Convention of the Communist Party of Canada (Rapport sur le 5^e congrès du P.C. du Canada), archives nationales du Canada, Papiers du PCC, *The Worker*, 23 avril 1927, p.4.

⁵ *The Militant*, 1^{er} juin 1929 ; Rodney, *op.cit.*, p. 138.

⁶ « Trotsky and Zinoviev Out of Communist Party (Trotsky et Zinoviev hors du PC), *The Worker*, 26 novembre 1927, p. 1.

éditorial de Spector fut que les oppositionnels n'étaient pas exclus parce qu'ils avaient des idées politiques différentes mais pour fractionnisme et indiscipline¹.

Pendant le VI^e congrès du Comintern à Moscou en juillet 1928, Spector et Cannon, dirigeant du P.C. américain reçurent le « Projet de Programme de l'Internationale communiste (Critique des thèses fondamentales) ». La pénétration de Trotsky les frappa tout de suite. Le document dessinait la base sociale et politique du conflit dans le parti russe et montrait comment la crise s'était développée dans l'Internationale. Cannon écrivit plus tard :

« Nous avons envoyé au diable réunions de commission et congrès pour lire et étudier ce document. Alors j'ai su ce que j'avais à faire et je l'ai fait. Nos doutes étaient dissipés. Il était clair comme de l'eau de roche que la vérité marxiste était du côté de Trotsky. Nous avons fait un bloc là et à ce moment-là, Spector et moi, que nous rentrerions chez nous pour commencer à nous battre sous le drapeau du trotskysme »².

Spector ne pouvait prendre le risque de se ranger du côté de l'Opposition pendant leur séjour à Moscou, bien qu'au cours du voyage de retour, il ait rencontré Hugo Urbahns et discuté avec lui³.

Spector dut rendre compte du VI^e congrès au comité exécutif élargi des 20-22 octobre. Il aurait voulu avoir plus de temps pour préparer l'inévitable scission mais il écrivit :

« L'approbation de la décision du VI^e congrès est certainement à l'ordre du jour. Le pas logique pour moi aurait été d'enregistrer ma critique du congrès et ma solidarité avec la plate-forme de l'Opposition ».⁴

Spector décida de gagner du temps pour obtenir un soutien plus important. Sa première prise de position publique fut un discours à un meeting de masse à Toronto où il devait parler de « L'Union soviétique et le Danger de Guerre ». Non seulement il parla des succès de l'Union soviétique mais il donna aussi une sobre appréciation de la crise agricole et du problème des classes⁵. Le discours de Spector inquiéta beaucoup les dirigeants du CPC et il fut convoqué devant l'exécutif pour s'expliquer sur ce discours suspecté d'être « trotskyste »⁶. Il réussit à éviter de s'engager sur la question de l'Opposition.

¹ « Different Kinds of Expulsion » (Différentes sortes d'exclusion), *The Worker*, 10 décembre 1927, p. 4.

² J.P. Cannon, *op.cit.*, pp.49-50.

³ Le discours de Spector au Comintern était conforme à la ligne du congrès. Voir *Protokoll sechster Weltkongress der Kommunistischen Internationale, 17 Juli-1 September 1928*, Berlin, 1928, pp. 317-321 (Sixième Congrès mondial de l'I.C., 17 juillet-1^{er} septembre 1928). Il faut relever que Spector refusa de rencontrer Staline.

⁴ Spector à Cannon, 16 octobre 1928, *The Worker*, 12 janvier 1929.

⁵ *Idem*, 27 octobre 1928, *ibidem*.

⁶ *The Worker*, 2 décembre 1928.

Aux Etats-Unis, le parti communiste exclut Cannon le 27 octobre pour son soutien des idées de Trotsky. La résolution de l'exécutif du parti américain affirmant que tous les membres du parti devaient se prononcer sur Cannon et sur le trotskysme, fut soumise à la section canadienne pour une action en commun¹. Spector refusa de la voter et fut immédiatement suspendu. Le 6 novembre, il écrivit une lettre au bureau politique constatant :

« L'exclusion bureaucratique de ces camarades (Cannon, Shachtman et Abern) et la tentative de faire ratifier leur exclusion par notre comité politique de façon mécanique, a précipité et cristallisé ma propre position. Depuis 1923, j'ai eu des réticences sur la ligne de l'Internationale communiste, mais je les ai toujours repoussées à l'arrière-plan dans l'intérêt du Comintern, de la discipline et de l'unité du parti. Je n'étais pas pleinement convaincu que la discussion des Leçons d'Octobre "catastrophe" en Allemagne avaient été menées de la façon dont elles l'auraient été quand Lénine participait activement à la vie de notre Internationale. Je n'étais pas satisfait de l'évaluation donnée de la situation internationale par le Ve congrès. A mes yeux, la lutte contre l'Opposition russe remontant à 1923 était embrouillée par la question irréaliste du "trotskysme". La conception de la bolchevisation était mécanique. Les "discussions" qui ont porté là-dessus étaient de vraies farces : une présentation unilatérale des documents de la majorité et la suppression systématique des documents de l'Opposition. »²

Spector se préparait à mener « une campagne agressive pour le léninisme », mais les dirigeants du parti russe avaient obscurci les questions importantes en invoquant la menace inexistante du « trotskysme » :

« Trotsky est intégralement pour le maintien des principes du léninisme non contaminé par les déviations opportunistes qui ont été répandues par le Comintern et la politique de l'URSS à travers l'actuel régime Rykov-Staline-Boukharine et dont témoignent éloquemment les leçons de la révolution chinoise, la situation économique en URSS, la situation à l'intérieur du PCUS et les expériences du comité anglo-russe »³.

Spector demanda à l'exécutif de donner le bon exemple en organisant une véritable discussion sur les décisions du VIe congrès et en publiant dans *The Worker* tous les documents relatifs aux matières en question, y compris ceux de l'Opposition.

Stewart Smith, secrétaire national de la Ligue des jeunes travailleurs (YCL) et étudiant diplômé de l'Ecole internationale Lénine, se fit le procureur contre

¹ Constance Ashton Myers, *The Prophet's Army : The Trotskyists in America 1928-1941* (L'Armée du Prophète : les Trotskyistes en Amérique), Westport, 1977, pp.30-32.

² Angus, *op.cit.*, p. 211.

³ M. Spector, 'Lettre au Comité politique', 16 novembre 1928 ; Angus, *op. cit.*, pp. 258-262.

Spector. Il était parfaitement informé des luttes idéologiques et politiques qui se déroulaient dans l'Internationale à la fois contre la gauche et contre la droite. Smith assura que les erreurs du CPC provenaient de Spector qui jouait « le rôle d'un intellectuel révolutionnaire » sans contact avec la vie quotidienne des ouvriers et avec les masses dans tout le cours de sa carrière¹. Spector, qualifié de « contre-révolutionnaire petit-bourgeois », fut exclu du CPC le 11 novembre 1928.²

Il n'y avait eu aucune histoire de luttes fractionnelles au sein du CPC et le désaccord entre Spector et l'exécutif relevait plus du mouvement ouvrier international que de la tactique et de la politique proprement canadiennes. Cependant, comme Trotsky, Spector s'inquiéta de la mesure de démocratie interne. Depuis qu'il avait eu connaissance de la lutte interne dans le P.C. russe, il avait voulu une discussion complète dans le CPC. MacDonald fut cependant assez prudent pour éviter un tel débat sur des problèmes qui ne touchaient pas réellement les Canadiens. L'exclusion de Spector relevait plus de son refus de suivre la politique définie par le PCUS, le Comintern et le P.C. américain à l'égard de Trotsky et de l'Opposition.

Vers la fin de 1928, Spector et Cannon conclurent qu'ils serviraient mieux le trotskysme à long terme en défendant ouvertement les idées de Trotsky et en commençant à former des cadres nouveaux, même si le P.C. américain et celui des Etats-Unis devait les exclure et les isoler³. Dans ces circonstances, ils durent recruter en secret une nouvelle fraction avant l'explosion inévitable. Dans une lettre écrite en avril 1929, Spector mit Trotsky au courant de la situation en Amérique du Nord. Spector croyait qu'il serait imprudent de prendre une position publique au VIe congrès :

« Avant tout, nous (Spector et Cannon) ne pensions pas qu'en tant que représentants de pays comme le Canada et les Etats-Unis, nous pouvions faire l'impression désirée qu'aurait faite l'initiative d'une "grande puissance". Deuxièmement, aucun de nous n'avait d'autres documents de l'Opposition à utiliser comme matériel d'orientation, pour attaquer Boukharine, que notre Critique du Projet de Programme et vous pouvez comprendre que, dans les exemplaires de la Critique donnés en traduction anglaise aux membres de la commission du programme, la partie traitant de l'histoire du Comintern depuis 1923 et des questions du régime du parti avait été supprimée. La Plate-Forme de l'Opposition et les autres documents ne vinrent entre mes mains qu'à mon retour par Berlin et ma rencontre avec Urbahns. Et finalement nous aurions, selon toute vraisemblance, été coupés de tout accès à nos camarades chez nous, même si nos passeports n'avaient pas été retenus »⁴.

¹ *The Worker*, 1er décembre 1928.

² *The Worker*, 24 novembre 1928, 1er décembre 1928.

³ Cannon, *op.cit.* pp.50-51.

⁴ M.Spector à Trotsky, 24 avril 1929, Papiers Trotsky, 5343, Harvard.

Cannon comprit aussitôt l'importance d'un journal qui diffuserait les idées de l'Opposition à l'intérieur des deux partis communistes. Il publia le premier numéro du *Militant* à New York le 15 novembre 1928. En décembre, Spector en devint co-rédacteur avec Cannon, Shachtman et Abern. Les quatre commencèrent à construire une structure politique et idéologique de l'Opposition. Shachtman et Spector, théoriciens du trotskysme, hésitèrent à faire le premier pas vers la création d'un nouveau parti politique, mais Cannon insista que l'organisation d'une fraction était l'unique solution.

En février 1929, l'Opposition de gauche en Amérique du Nord avait développé un squelette d'organisation politique et elle publia une Déclaration de Principes. Les oppositionnels de gauche disposaient de deux gros atouts. Premièrement, la direction politique de James P. Cannon et la direction idéologique de Spector et Shachtman donna une ligne aux mouvements socialistes avancés antérieurs. Deuxièmement, le prestige de Trotsky, ses idées et sa direction révolutionnaire furent des facteurs décisifs pour le maintien de l'intégrité et de la cohésion du mouvement américain¹. Ces facteurs rendirent possible la formation d'une génération de militants numériquement réduite mais précieuse².

Spector et Cannon s'inquiétèrent de l'avenir de leur organisation. Cannon remarqua que les oppositionnels devaient recruter et organiser des travailleurs révolutionnaires de l'extérieur du parti, les préparer pour la formation du nouveau mouvement et unifier l'Opposition canadienne et américaine en une seule Ligue d'Opposition Nord-Américaine. La Ligue demeurerait le noyau principal et le point de ralliement du futur mouvement pour ré-entrer dans le parti et assumer sa direction révolutionnaire³. En avril, Cannon confia ses inquiétudes à Spector :

« Nous sommes en train de poser les fondations du nouveau mouvement. Nous ne savons pas ce qui va arriver, mais nous savons que bien des choses sont possibles, même de grands tournants dans le parti, dans un délai raisonnable. Une secousse sérieuse dans le Comintern — une secousse est pré-ordonnée par l'ensemble d'une situation instable - peut produire des changements importants dans le parti. Ce serait de notre part un grave échec si nous n'avions pas réussi dans l'intervalle à établir le centre le plus solide et avec le plus d'autorité possible pour dessiner et diriger la nouvelle situation »⁴.

¹ Myers, *op.cit.*, p.44

² Max Shachtman, « Twenty Years of American Trotskyism » (Vingt Ans de Trotskyisme Américain) ; *New International*, janvier-février 1954, pp.18-19, 21.

³ Cannon à Glotzer, 20 février 1929, dans J.P. Cannon, *Writings and Speeches 1928-1931* ; *The Left Opposition in the US 1928-1931* (Ecrits et Discours ; l'Opposition de gauche aux E.U.), NY, 1981, pp.127-128.

⁴ Cannon à Spector, 1er avril 1929, Collection MacDonald-Spector, archives de l'Ontario.

Cannon mit en doute la possibilité d'avoir deux ligues d'Opposition séparées en Amérique du Nord. Il envisageait un groupe d'Opposition représentant à la fois les oppositions canadienne et américaine comme une mesure d'organisation provisoire¹. Spector était d'accord avec l'analyse de Cannon, mais le mit en garde de ne pas aller trop vite vers un « deuxième parti ». Il ne voulait pas que le mouvement ait l'image d'une fraction organisée ou d'un « deuxième parti » donnant aux orthodoxes un argument de propagande. Dans sa lettre à Trotsky, Spector exprimait les inquiétudes particulières des oppositionnels canadiens en train de s'organiser :

« Nous participons à la prochaine conférence de Chicago des groupes d'opposition en Amérique. Les résultats de la première vague en notre faveur lors de notre retour ont été bien plus importants que nous ne l'attendions. L'établissement du *Militant* dont nous espérons faire un hebdomadaire a été en soi un coup dur pour la bureaucratie du parti. Notre future forme d'organisation sera l'un de nos plus gros problèmes. Nous apprécions pleinement les difficultés particulières de nos frères d'armes russes qui les conduisent à prendre position aussi nettement contre un "deuxième parti" et pour la réforme intérieure du parti à travers un combat contre le régime bureaucratique. Mais les camarades de l'Opposition à l'étranger et ici ont aussi leurs difficultés particulières. Le régime actuel traite la moindre tentative d'Opposition léniniste fondamentale par l'exclusion. Mener l'activité idéologique nécessaire même seulement pour des membres du parti, exige un organe et une organisation qui, dans ces circonstances, sera chassée du parti officiel. Admettons qu'on ait mis sur pied une telle organisation, il est très peu vraisemblable qu'elle puisse se maintenir uniquement sur la base de la critique de la ligne stalinienne. Elle devra faire une agitation révolutionnaire générale de classe et aussi de la propagande². »

Les oppositionnels nord-américains devaient consolider leurs forces dans une organisation distincte, semblable au Leninbund d'Allemagne tout en conservant sa position comme fraction de l'Opposition au sein du Comintern³.

La conférence nationale des communistes d'opposition se déroula à Chicago du 17 au 19 mai 1929 et se termina par la formation de la Ligue communiste de l'Amérique du Nord (CLA). La conférence adopta le programme de l'opposition, proclama sa solidarité complète avec l'Opposition russe et internationale sous la direction de Trotsky et entreprit la tâche de réorganiser les communistes nord-américains⁴. La conférence adopta des statuts pour la Ligue communiste englobant les principes du centralisme démocratique tels qu'ils avaient été posés

¹ *Ibidem.*

² Spector à Trotsky, 24 avril 1929, Papiers Trotsky Harvard T 5453.

³ *Ibidem.*

⁴ Cannon « Founding Conference of the Communist League », (Conférence de fondation de la Ligue communiste), *The Militant*, 1er juin 1929. Spector et Maurice Quarter étaient délégués et H. Panitch suppléant.

au IIe congrès du Comintern. Il était clair depuis le début que la future activité de l'Opposition serait indissolublement liée avec sa forme d'organisation¹.

L'objectif de la CLA était d'organiser les communistes aux Etats-Unis et au Canada, en-dehors et à l'intérieur des P.C. officiels afin de lutter pour préserver les enseignements fondamentaux de Marx et de Lénine dans le mouvement communiste et de les appliquer aux activités quotidiennes des ouvriers dans la lutte de classes. Elles étaient consacrées à la tâche de réunification de l'Internationale communiste sur cette base². Les oppositionnels de gauche canadiens s'affilièrent à la CLA sous forme de branches en attendant la formation d'une organisation nationale séparée³.

L'Opposition n'était pas un parti, « mais une fraction luttant pour conquérir le parti »⁴. Cependant, elle ne deviendrait jamais une « fraction opportuniste ». Le mouvement était pour la démocratie du parti :

« Un parti vivant ne peut déterminer sa volonté unie que par des formes démocratiques. Mais la démocratie que nous défendons est une démocratie centralisée, c'est-à-dire une forme pour un parti d'action, pas un simple club de discussion pour échanger des idées. Un parti d'action, ainsi dirigé, doit avoir des limites organisationnelles précises. Ces limites d'appliquent doublement à une fraction »⁵.

Il ne s'agissait pas de chercher à recruter des masses mais de se tourner vers des cadres. Lénine avait prescrit des limites strictes de principes pour l'appartenance au parti bolchevique, mais une fraction exigeait « des limites plus étroites » encore. « Deuxièmement, pour qu'une fraction révolutionnaire conduise le prolétariat, il lui faut un programme clair et des limites d'organisation. La CLA adopta la plate-forme et l'organisation du léninisme. Le caractère principal de la fraction et ses limites organisationnelles précises était la méthode léniniste d'organisation.

L'Opposition de gauche canadienne se trouva soudain confrontée avec le « tournant à gauche » stalinien du P.C. du Canada. L'exclusion de John MacDonald et de ses partisans en 1929-1930 était destinée à couper l'herbe sous les pieds de l'Opposition de gauche et fit apparaître les staliniens comme plus à gauche que les trotskystes⁶. Les oppositionnels de gauche nord-américains, devant le « tournant à gauche » et l'appel à la « tactique de la troisième

¹ *Ibidem*.

² « Constitution of the Communist League », (Constitution de la Ligue communiste), *The Militant*, 14 décembre 1929.

³ *Ibidem*.

⁴ Cannon, « After the Founding of the International Left Opposition », (Après la Fondation de l'Opposition de gauche internationale), *The Militant*, 10 mai 1930.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Cannon, *History*, p.90.

période », se trouvèrent sans amis et exclus de la participation aux activités des partis communistes¹. Comme toute fraction isolée de l'extérieur, le mouvement se replia sur lui-même pour construire un noyau consacré au futur parti révolutionnaire.

Spector décrivit les problèmes tactiques du mouvement dans *The Militant* en juillet 1930. La tâche la plus importante pour la Ligue était de s'orienter correctement à l'égard du parti communiste². La tâche du mouvement était de gagner l'avant-garde ouvrière à la plate-forme de l'Opposition. Le mouvement reconnaissait que la majorité des ouvriers révolutionnaires, qui jouaient un rôle actif dans « la lutte de classes », étaient dans le parti et autour de lui. Il était possible de les recruter au mouvement avec une politique agressive et une activité indépendante énergique. Il ne pouvait y avoir aucune exception à la politique fondamentale de la fraction que la principale voie pour les aborder se trouvait dans le parti. Une rupture complète avec le parti et la formation d'un autre parti auraient affaibli et non renforcé le lien avec les ouvriers de gauche sympathisant avec le communisme³. L'opinion de Trotsky était l'unique élément important de cette analyse. En octobre 1929, il écrivait à la CLA :

« La tâche essentielle des communistes nord-américains consiste dans l'action directe sur les éléments révolutionnaires de la classe ; la lutte pour les ouvriers qui appartiennent au parti officiel ou qui sont égarés dans la droite n'a pas grande importance. Cela signifie que la Ligue communiste en Amérique a tous les éléments nécessaires pour développer un parti indépendant »⁴.

Cette affirmation provoqua une véritable consternation dans la direction de la Ligue. Cependant Trotsky avait écrit sur la base d'un matériel très réduit. Il reconnut son erreur dans une deuxième lettre⁵. Le mouvement était confronté avec la nécessité de maintenir sa position en tant que fraction du parti et la tâche de développer une organisation indépendante avec ses propres activités indépendantes et sa discipline. Les moyens les plus importants d'aborder les membres du parti étaient la tactique du front unique avec le parti⁶. En participant à des manifestations avec des membres du parti et en essayant d'entrer dans « une action de lutte de classe en commun avec le parti officiel », le

¹ *Ibidem*, pp.91-92.

² Spector « Deeper into the Party » (Plus profondément dans le parti), *The Militant*, 26 juillet 1930.

³ Cannon, *History*, p.90.

⁴ L. Trotsky, « Greetings to the Weekly *Militant* » (Salut au Militant hebdomadaire) 55. *Ibidem*.

⁵ Trotsky à Cannon, février 1930, Papiers Trotsky Harvard T 7478/56 M. Spector, « Stalinism in the Canadian Communist Party » (Le Stalinisme dans le P.C. canadien), *The Militant*, 1er juin 1929.

⁶ Spector, « Deeper into the Party », 26 juillet 1930.

mouvement essayait de réfuter « dans l'action les calomnies des dirigeants du parti contre nous »¹. Avec l'exclusion des lovestonistes, un nouveau groupe de membres du parti s'approchaient de la fraction. Spector écrivait :

« On ne peut plus douter que notre propagande soit en train de pénétrer dans le parti et d'influencer de plus en plus les ouvriers communistes quand ils voient qu'elle est confirmée par les événements. Ce qui est en train d'arriver maintenant n'est pas l'adhésion d'individus isolés ici ou là, mais le début d'un mouvement pour l'Opposition. Nous sommes en train de passer à travers le mur construit contre nous par la direction centriste. La seconde couche d'oppositionnels prend forme dans le parti »²

Spector prenait un intérêt particulier au progrès de la section canadienne et à la « dégénérescence » du parti. Il relevait en 1929 que le CPC était au plus bas et qu'un combat fractionnel sans principe n'améliorerait pas les choses. De tels problèmes ne feraient qu'"embrouiller les vrais problèmes et empoisonner plus encore une atmosphère déjà empoisonnée"³. Les effectifs diminuaient et les militants finnois et ukrainiens s'en allaient. Il existait pourtant d'excellentes conditions pour le développement du mouvement communiste. C'était la fonction de l'Opposition du Canada :

« Elever la conscience de classe de cette partie des militants qui n'est pas mue simplement par un patriotisme russe primitif ou stérilisé contre la pensée révolutionnaire par la défense de ses intérêts propres ».⁴

Le CPC, après avoir exclu à la fois sa droite et sa gauche, commença à appliquer la politique de la troisième période adoptée par le VI^e congrès du Comintern. Cependant l'arrestation de toute la direction du parti pour subversion posa un problème nouveau tant au parti qu'aux oppositionnels. Les oppositionnels canadiens se regroupèrent autour de la Ligue de défense du mouvement ouvrier canadien. Les oppositionnels avertirent le parti que ces procès signifiaient l'illégalité ou la légalité pour le mouvement communiste. Ainsi, l'étranglement ou le contrôle bureaucratique du mouvement de Défense auraient des répercussions sérieuses et nuiraient à la cause à un moment aussi critique⁵. Les divergences fractionnelles furent écartées et un membre de l'exécutif de la branche de Toronto de la CLA fut autorisé à participer à la

¹ *Ibidem.*

² *Ibidem.*

³ Spector « Stalinism in the Canadian Communist Party », *The Militant*, 1er juin 1929.

⁴ Spector « Stalinism in the Canadian Communist Party », *op.cit.*

⁵ « Canadian Party Leaders on Trial ». (Les dirigeants du parti canadien au tribunal), *The Militant*, 7 novembre 1931.

conférence pour les droits des ouvriers et contre la Déportation¹. Néanmoins l'exécutif de la conférence décréta que la CLA ne pourrait adhérer à la conférence directement comme organisation. C'était en contradiction nette avec la politique du parti sur le front unique dans le travail de défense.

Pendant le procès, Spector fut critiqué pour avoir trahi le parti. Spector répliqua au comité central qu'il n'avait jamais été exclu à cause de sa loyauté inébranlable au programme du bolchevisme :

« Du programme fondamental du bolchevisme, nous n'avons pas, croyons-nous, dévié d'un cheveu. Nous n'avons jamais été plus convaincus qu'aujourd'hui que la classe ouvrière peut s'emparer du pouvoir politique et reconstruire la société sur une base socialiste seulement par le moyen de la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir soviétique et sous la direction du parti communiste »².

L'Opposition canadienne savait parfaitement qu'elle avait des divergences significatives avec la direction officielle du Comintern sur les principes et la politique. L'Opposition, en dépit de divergences théoriques et politiques, devait soutenir le parti dans sa lutte légale contre le gouvernement canadien. Spector mettait les gauchistes en garde :

« Quelles que soient les divergences que nous puissions avoir avec la direction du parti communiste, elles ne peuvent servir de couverture à l'absence de position claire en défense du parti. Les ouvriers du Canada, s'ils laissent la bourgeoisie écraser le parti, découvriront demain qu'eux aussi seront désarmés »³.

Buck et les autres accusés furent condamnés à des peines de prison de trois à cinq ans⁴. Spector défendit les accusés mais critiqua leur stratégie de défense, car ils avaient obscurci et minimisé les fonctions du parti révolutionnaire. L'Opposition pensait que l'affirmation selon laquelle les partis communistes ne voulaient pas faire de révolutions violentes était un reniement catégorique du bolchevisme⁵. Les communistes ne pouvaient lutter pour le pouvoir les bras croisés. La révolution prolétarienne ne pouvait être réalisée que par « la destruction par la force de l'appareil d'Etat actuel et son remplacement par un

¹ *Ibid.*

² M.Spector, « The Canadian Trials and the Opposition », (Les procès canadiens et l'Opposition) *The Militant*, 14 novembre 1931.

³ Maurice Quarter, « The Canadian Red Raids » (Les Raids rouges canadiens), *The Militant*, 5 septembre 1931.

⁴ John Herd Thompson and Allen Seager, *Canada 1922-1939 : Decades of Discord* (Canada : Décennies de discordes), Toronto, 1985.

⁵ M.Spector « The Defendants Before the Docks in Canada » (Les Accusés devant les Juges au Canada), *The Militant*, 5 décembre 1931.

autre appareil »¹. Cannon assura que le parti canadien paierait cher ses tentatives de diluer l'essence révolutionnaire de sa doctrine devant le tribunal. Ce n'était pas là le moyen de combattre pour la légalité du parti communiste². La raison de l'interdiction était la faiblesse du parti qui découlait du fait qu'il suivait la ligne stalinienne. Pour rajeunir, le parti canadien devait s'adresser aux ouvriers progressistes des autres organisations non en tant que « social-fascistes » mais en tant que frères dans un combat commun³.

La section canadienne de la CLA tenta de profiter de la situation en se proposant comme le noyau révolutionnaire pour la direction du parti, mais fut rejetée. Les oppositionnels voyaient dans l'impuissance les communistes gagner du soutien à la suite de leurs campagnes d'agitation et de propagande en faveur des accusés.

La crise économique du début des années trente donna de nouveaux espoirs à l'Opposition de gauche. La dépression semblait une occasion de devenir direction révolutionnaire des masses ébranlées dans leur croyance en l'état des choses et l'orthodoxie. L'adoption de la tactique de la « troisième période » par le Comintern à son VI^e congrès en 1928, d'autre part, avait conduit à un refus clair et une opposition catégorique à la social-démocratie. Le Comintern donna aux partis des instructions pour entamer et développer une vigoureuse offensive contre-révolutionnaire afin de barrer la route au social-fascisme petit-bourgeois erroné⁴. L'Opposition de gauche internationale considéra comme un ultra-gauchisme irresponsable la façon de détruire ce qu'avaient construit les socialistes. Une telle politique devait détruire à tout jamais les conquêtes du mouvement ouvrier en Europe et en Amérique du Nord depuis 1917. On en vit les plus désastreuses répercussions en Allemagne avec l'arrivée au pouvoir du parti nazi en 1933. Les tâches théoriques et pratiques de l'Opposition durent être transformées pour lui permettre d'affronter ces nouveaux défis et ces nouvelles responsabilités.

À l'origine, la tâche de l'Opposition de gauche était de changer de l'intérieur la ligne idéologique et politique du parti communiste. Spector et d'autres dirigeants du mouvement commencèrent à remettre en question le maintien de la situation de fraction en 1932. Il rédigea la résolution sur la question

¹ *Ibidem.*

² James P. Cannon, « The Canadian Communist Trials », (Les procès des communistes canadiens), *The Militant*, 19 décembre 1931.

³ *Ibidem.*

⁴ *Communist and the International Situation. Thesis on the International Situation and the Tasks of the Communist International. Adopted at the Sixth World Congress of the Communist International* (Le communisme et la situation internationale. Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'Internationale communiste. Adoptées au 6^e congrès mondial de l'Internationale communiste), Londres 1929, pp. 13-20.

internationale pour le II^e plénum de la CLA en juin 1932. La crise du capitalisme mondial créait des conditions favorables pour gagner les masses prolétariennes au communisme. Il était clair pourtant aux yeux de Spector que le Comintern stalinisé était incapable d'utiliser la crise pour la réalisation de ses tâches historiques. « Le stalinisme continue à n'être organisateur que de défaites »¹. Les erreurs, revers et défaites du mouvement communiste en Espagne, Allemagne et France ne pouvaient que nuire au développement de l'Opposition :

« La défaite de l'Opposition a été due en premier lieu aux défaites du prolétariat révolutionnaire et à la stabilisation du capitalisme. Le renforcement de l'Opposition et la victoire de sa plate-forme internationale sont liées au développement d'une nouvelle vague de la lutte révolutionnaire. Mais pour prendre avantage d'une semblable situation, il est nécessaire que l'Opposition elle-même mesure bien sa gigantesque mission historique »².

Pour Spector, il était de plus en plus évident que l'Opposition canadienne devait accorder plus d'attention aux problèmes de l'Opposition de gauche internationale, être plus alerte et participer activement à leur règlement³.

Les événements d'Allemagne du début de 1933 semblaient avoir scellé le destin de l'Internationale communiste. Des oppositionnels de gauche, dans toute l'Europe et en Amérique du Nord, sous le choc de la victoire de Hitler, pressaient Trotsky de se dissocier du Comintern. C'est en juillet 1933 que Trotsky traça la forme d'une nouvelle Internationale révolutionnaire⁴. Le Comintern avait dégénéré et s'était décomposé sans recours. Une nouvelle orientation pouvait offrir aux classes ouvrières déçues un peu d'espoir. L'Opposition de gauche cessait de se considérer comme une fraction de, ou une opposition aux partis communistes et à la III^e Internationale. Elle créait ses propres bases dans les syndicats et appliquait la politique du « front unique » dans ses rapports avec les staliniens et les social-démocrates. Pour Trotsky, seule la création de cette

¹ Spector « Resolution on the international Question » (Résolution sur la question internationale), Papiers Trotsky, Harvard, T 17284.

² *Ibidem.*

³ Spector « Resolution on the international Question », *op.cit.*

⁴ Trotsky au bureau politique du P.C(b), 15 mars et 14 mai 1933, Papiers Trotsky, Harvard, T3522 et T 2322. Pour la discussion là-dessus, voir J. Arch Getty, « Trotsky in Exile ; The Foundation of the Fourth International », (Trotsky en Exil ; la Fondation de la IV^e Internationale), *Soviet Studies* n°38, janvier 1986 ; Thomas Twiss, « Trotsky's Break with the Comintern » ; A Comment on J. Arch Getty », (La Rupture de Trotsky avec le Comintern ; un commentaire sur J. Arch Getty », *ibidem* n°39, pp.131-1437 ; Trotsky « The International Left Opposition. Its Tasks and Methods », (L'Opposition de gauche internationale. Ses tâches et ses Méthodes) dans *Documents of the Fourth International. The Formative Years* (Documents de la IV^e Internationale. Les Années de Formation) (1933-1940) NY, 1973.

Internationale, « complètement indépendante de la bureaucratie stalinienne et opposée politiquement à elle, pouvait sauver l'URSS de l'effondrement en liant sa destinée à celle de la révolution prolétarienne mondiale »¹.

En juillet 1935, les partis d'Opposition de Hollande, France, des Etats-Unis et du Canada, publièrent en commun une « Lettre ouverte à toutes les organisations et groupes révolutionnaires prolétariens »². Ce document décrivait les faiblesses de la social-démocratie et du communisme orthodoxe devant le fascisme. Groupes et fractions d'opposition apparaissaient et grandissaient à l'intérieur des partis et syndicats réformistes. Le centrisme représentait une étape de transition inévitable pour les ouvriers progressistes dans les conditions de désintégration et de décomposition des organisations de masse traditionnelles. Les marxistes révolutionnaires devaient diriger ces courants « afin d'accélérer, par l'exemple et la propagande, leur mouvement vers la voie révolutionnaire »³. La solidification nationale et internationale du prolétariat authentiquement révolutionnaire sur un programme commun et sous un drapeau commun était la tactique juste⁴. Cependant, à la différence de l'Internationale communiste, il ne pouvait pas y avoir de « route unique pour tous les pays ». Les marxistes révolutionnaires pouvaient apparaître sous la forme d'organisations indépendantes ou en tant que fraction d'un parti ou syndicat. Cela ne pouvait être réalisé qu'à partir d'un certain degré de décomposition des partis socialistes et communistes conformément à l'état de leurs propres forces et aux conditions nationales. Le travail fractionnel n'était néanmoins qu'une étape vers la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale⁵. Les signataires appelaient à une conférence internationale pour préparer la IVe Internationale (juillet 1936) aboutissant à la fondation de la IVe Internationale en septembre 1938.

La nouvelle orientation de l'Opposition provoqua de grands débats dans les rangs du mouvement canadien. Spector reconnut la nécessité d'une nouvelle orientation pour l'Opposition mais fut affligé de se trouver finalement en-dehors du parti qu'il avait contribué à créer. La Communist League of America invita

¹ L. Trotsky, « Il faut construire de nouveaux partis communistes et la nouvelle Internationale », *Œuvres*, 2 ; 1ère série, pp.48-50.

² Signataires de la « Lettre ouverte » : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande (RSAP) ; (Schmidt/Sneevliet), Workers Party of the United States (Cannon/Muste) ; Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO ; Workers Party of Canada (Spector/MacDonald), et le Secrétariat de la Ligue communiste internationale (Trotsky, Duboid/Ruth Fischer et Martin/Leonetti).

³ « Pour la IVe Internationale. Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens (juin 1935), L. Trotsky, *Œuvres*, 5, 1ère série, pp. 346-359.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem*.

tous les ouvriers révolutionnaires à construire un authentique parti communiste en Amérique¹.

Le centre d'attention de l'Opposition se déplaçait maintenant, passant du parti communiste à d'autres éléments progressistes en Amérique du Nord, y compris la Cooperative Commonwealth Federation in Canada (CCF). En décembre 1933, la CLA annonça un programme d'action destiné à une orientation vers un front unique avec les autres éléments révolutionnaires et organisé sur une base large². Quand l'American Workers Party fut formé par A.J. Muste et Sidney Hook, la League ouvrit des négociations pour une fusion qui fut réalisée le 8 décembre 1934³.

L'entrée de l'Opposition de gauche américaine au Workers Party laissa les Canadiens dans le vide organisationnel. Cela pava la voie à la formation au début de 1935 du Workers Party of Canada. Le programme fondamental du nouveau parti était celui de l'Opposition mis à jour pour permettre « l'établissement le plus rapide possible de la nouvelle Internationale révolutionnaire »⁴. C'étaient les membres les plus militants de la classe ouvrière qui devaient composer le Workers Party. Ils réalisaient que seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste pouvait satisfaire les besoins des ouvriers et des masses opprimées. Le parti devenait donc l'avant-garde de la classe ouvrière, consistant en majorité de membres des syndicats dont le but était d'aider les masses opprimées dans leur ensemble à établir un gouvernement ouvrier et la dictature du prolétariat⁵.

Le changement de stratégie de l'Opposition de gauche internationale eut de sévères répercussions au Canada. La section canadienne était restée fermement attachée à la politique qui consistait à être une avant-garde révolutionnaire et fraction du CPC. Avec la décision de Trotsky de rompre avec l'Internationale communiste pour aller vers la formation de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale, la section canadienne de la CLA se réorienta par rapport au parti communiste, aux mouvements de masse, au front unique et à la social-démocratie. Le mouvement canadien lança la politique de « front unique » parce qu'elle aurait accéléré le développement révolutionnaire de la lutte de classes, en révélant ouvertement que le combat commun était sapé, non par les actions perturbatrices du parti communiste, mais par le sabotage conscient des dirigeants de la social-démocratie⁶. Ils proposèrent le front unique aux forces

¹ *The Militant*, 30 septembre 1933.

² *Ibid.*, 16 décembre 1933

³ Myers, *op.cit.* pp. 88-90 ; *The Militant*, 7 janvier 1934, 10 mars 1934.

⁴ Statuts du Workers Party of Canada, 1935, collection MacDonald-Spector, archives Ontario.

⁵ Résolution : the SYC and the WP of C » (1935, *ibidem*) et Rapport sur la branche d'Ontario, mai 1934, *ibidem*.

⁶ Tactique du Front unique, *ibidem*.

social-démocrates précisément parce que les masses n'avaient pas perdu confiance dans ces dirigeants ¹. Les oppositionnels canadiens étaient de plus en plus actifs dans les conférences et réunions anti-fascistes et anti-guerre en 1934 et 1935. Certaines de ces tentatives étaient pourtant dès le début vouées à l'échec du fait de « la domination mécanique des staliniens » ².

Il n'était pas possible de réaliser au Canada la fusion de la CLA avec l'American Workers Party et ce fait amena le mouvement à analyser les groupes et partis allant vers la gauche, en vue d'un éventuel soutien. Un rapport de la branche de Toronto expliquait :

« Le parti communiste du Canada est dans la position particulière qu'il n'y a dans ce mouvement que très peu d'éléments qui se présentent comme d'éventuels alliés possibles dans la formation d'un nouveau parti communiste. Il y a le CCF d'un côté et les staliniens de l'autre et en-dehors, pratiquement rien. Nous pensons que, pour l'essentiel, le nouveau parti révolutionnaire au Canada sera construit sur la base d'un recrutement direct plutôt que par négociation avec d'autres groupes. Les autres groupes existent à peine » ³.

Les perspectives de construction de la section canadienne de la nouvelle Internationale étaient tenues pour excellentes si elles pouvaient être pleinement exploitées ⁴.

Le problème majeur pour le Workers Party of Canada était de s'orienter par rapport au plus récent mouvement social-démocrate au Canada ; la Cooperative Commonwealth Federation (CCF). Cette nouvelle organisation, constituée à l'été de 1932 et rendue populaire après l'adoption de son Manifeste de Regina en 1933, était une fédération lâche de partis ouvriers, socialistes et agrariens. La composition de cette organisation était nettement différente de la « Plate-forme de l'Opposition communiste » originelle. On acceptait la perspective du parti des travailleurs comme un pas élémentaire dans le développement politique des travailleurs tel que l'avait adopté le IV^e congrès du Comintern. Un parti des travailleurs devait avoir une base de masse et naître de la lutte. En outre, il ne pouvait pas être l'ombre agrandie d'un parti communiste ⁵.

« Il doit permettre la liberté d'action, l'indépendance et le droit de critique des éléments révolutionnaires de l'intérieur. Il ne doit pas attribuer une importance exagérée à lui-même en tant que "dirigeant" de la classe ouvrière pour sa libération, etc. car aucune illusion sur son rôle ne doit être permise sauf aux

¹ *Ibidem.*

² Rapport de la branche de Toronto, *ibidem.*

³ Jack Weber à la branche de Toronto, *ibidem*, Archives Quarter.

⁴ *Ibidem.*

⁵ « Platform of the Communist Opposition », *The Militant*, 22 février 1929.

dépens des intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière. Il ne doit pas reposer sur l'adhésion individuelle » ¹.

La CLA avait rejeté l'organisation de deux classes dans un seul parti (Farmer-Labour Party) en faveur d'une organisation séparée des ouvriers et de la constitution d'une alliance politique avec les paysans pauvres sous la direction du prolétariat ². L'écho initial de l'Opposition au CCF fut hostile dans la mesure où il fondait son jugement sur cette définition.

La réponse du Workers Party of Canada à la Cooperative Commonwealth Federation après l'entrée de la Ligue communiste française dans la SFIO (le « tournant français ») ³ reposait sur la conception que l'Opposition de gauche devait accepter la route progressiste de l'unité organique, « la voie de la participation à la lutte de masse » ⁴. Cependant on pouvait entrer dans n'importe quelle formation social-démocrate si on le faisait en tant que fraction indépendante et avec sa propre presse ⁵.

Le rôle du Workers Party à ce point était de démasquer la politique du CCF pour montrer combien était traître le rôle du CCF. Une telle politique ne pouvait cependant être trop fortement soulignée si l'on voulait éviter d'être totalement isolé. Le CCF était tenu par les ouvriers pour une force progressiste et toute tentative du WPC de saper son travail pouvait être interprétée comme une trahison de la cause. Les dirigeants de l'Opposition de gauche acceptèrent donc en 1935 de « ne jamais construire un parti tant que nous n'aurons pas appris à utiliser les sentiments et les luttes des travailleurs à notre avantage, n'oubliant pas que, ce faisant, nous préservons notre intégrité révolutionnaire » ⁶.

Lors des élections fédérales de 1935, le Workers Party décida de ne pas s'engager directement. Son intervention ne pouvait pas être décisive ⁷. Le parti représentait, selon lui, le programme politique et la position pour une nouvelle Internationale ouvrière révolutionnaire et un parti national. Cependant, deux autres partis, le CPC et le CCF affirmaient représenter « les intérêts vitaux et permanents de la classe ouvrière » conduisant à son but historique, le renversement du capitalisme ⁸. Le WPC reconnaissait que le Canada n'avait pas un fort parti révolutionnaire et se considérait lui-même simplement comme le cœur politique et théorique « d'un futur parti de masse ». Cependant le WPC se

¹ *Ibidem.*

² *Ibidem.*

³ Pour le « tournant français », voir Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskyste en France*, 1971 et L. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, 1967.

⁴ Jack Weber à la branche de Toronto, 20 août 1934, collection MacDonald-Spector.

⁵ *Ibidem.*

⁶ *Ibidem.*

⁷ *Ibidem.*

⁸ *Ibidem.*

préparait et était disposé à discuter ouvertement de cette question avec tout groupe, fraction, parti prétendant représenter les intérêts historiques fondamentaux de la classe ouvrière canadienne¹. Ils maintenaient que la clarté idéologique ne faisait pas un parti et qu'un parti de masse ne faisait pas un parti révolutionnaire.

Il définissait ainsi en 1935 le programme électoral du CCF :

« Un exemple classique de programme parlementaire imprégné d'idéologie capitaliste d'où découlent une politique et une pratique qui ont dévoré le mouvement ouvrier, le corrodant, le corrompant et le démoralisant, le mettant pieds et poings liés entre les mains de la classe ouvrière contre laquelle les ouvriers trompés et trahis étaient supposés s'organiser et combattre »².

Le social-réformisme, selon le Workers Party, n'avait aucune perspective de durer. Plus encore, la politique « criminelle » des communistes « orthodoxes » était responsable de ce que le soutien des mécontents était canalisé vers le CCF³. Cependant, même placé devant ce dilemme, le Workers Party ne pouvait pas conseiller aux ouvriers de boycotter ou de s'abstenir de voter, même si aucun parti ne représentait vraiment les intérêts révolutionnaires des travailleurs. Il ne pouvait qu'appeler les travailleurs à voter pour les candidats CCF ou communistes dans les circonscriptions où ils étaient les seuls représentants des travailleurs. Le Workers Party appelait néanmoins les travailleurs à répudier le social-réformisme et le stalinisme au profit des forces du « marxisme révolutionnaire »⁴.

A la fin de 1935, le WPC étudia de plus près la CCF. Elle avait trois ans d'existence et occupait une place importante sur la scène politique canadienne.

« Le CCF a réussi à guider le mécontentement des masses dans des canaux parlementaires. Le CCF est un parti à deux classes, un farmer-labour parti, l'hégémonie dans la première étape revenant aux paysans. Récemment il a attiré beaucoup de travailleurs dans ses rangs tant à travers les clubs CCF qu'en appelant à s'affilier des organisations ouvrières. Son programme ou du moins ce que ses dirigeants se sont décidés de sortir de l'endroit où ils le cachent, porte l'empreinte de ces classes. Pour les fermiers, sécurité de la tenure sur la terre, nationalisation des banques, etc. Pour la petite-bourgeoisie et les travailleurs, un socialisme sans vagues par des méthodes parlementaires pacifiques »⁵.

¹ « déclaration pour les élections fédérales du WPC », *ibidem*.

² *Ibidem*, p.5.

³ *Ibidem*, p.8.

⁴ *Ibidem*, p. 9.

⁵ Résolution sur le CCF (novembre 1935), *ibidem*.

Une combinaison à deux classes de partis ouvriers-paysans met les ouvriers à la merci des éléments paysans et petits-bourgeois¹. Une telle alliance conduirait inévitablement à l'instabilité et au flottement au détriment des intérêts des ouvriers².

Selon le Workers Party, l'essence de la plate-forme du CCF était du réformisme de droite. L'attitude des trotskystes à l'égard du CCF était celle d'une opposition ferme :

« Il faut essayer d'empêcher dans la mesure du possible la croissance du réformisme qui n'a pas de racines historiques. En tant que communistes, nous considérons le CCF comme un parti politique adverse, comme un ennemi de la classe ouvrière et nous sommes devant la nécessité de montrer aux ouvriers qui ont déjà été attirés au CCF le véritable caractère de cette organisation »³.

Conformément au « tournant français » et à l'entrée du Workers Party dans le Socialist Party, le Workers Party of Canada estima nécessaire d'envoyer ses membres dans le CCF et les groupes affiliés, pour s'y opposer fermement « à la direction du CCF et y gagner les ouvriers en les arrachant à vos dirigeants »⁴.

La section de Vancouver du WPC avait proposé la tactique entriste dès 1934. L'exécutif national de Toronto les rembarra et la branche de Vancouver s'engagea dans l'action de façon indépendante. A l'origine, l'exécutif souhaitait une entrée tactique partielle en partie parce qu'il redoutait lui-même que le mouvement ne fût détruit dans ce processus. En 1936, le WPC décida à titre d'expérience l'entrée dans le CCF conformément à la ligne politique déterminée par Trotsky et la Ligue communiste internationale en 1934. Les trotskystes canadiens savaient depuis le début que le processus entriste serait temporaire. Les expériences française et américaine avaient montré que socialistes et social-démocrates prenaient rapidement conscience de ce que les trotskystes voulaient et les excluaient. Cet effort, tout en détournant des forces précieuses de la construction du parti révolutionnaire, permettait aux trotskystes d'étendre leur propagande et leur agitation à des éléments de gauche à l'intérieur des partis socialistes.

L'entrisme fut décidé comme la tactique générale contre le CCF à une réunion du comité exécutif du WPC en janvier 1936. Traditionnellement, l'entrisme signifie que l'avant-garde révolutionnaire se dissout en tant

¹ Trotsky, au cours de son entrevue avec Earle Birney en novembre 1935, déclara que les partis paysans ne pouvaient représenter ces derniers s'ils n'étaient pas liés à d'« authentiques organisations révolutionnaires prolétariennes », Vanguard, 1er février 1935.

² Résolution sur le CCF (1935), collection MacDonald-Spector ; archives de l'Ontario.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*.

qu'organisation ouvertement indépendante sous son propre drapeau, et entre pour une certaine période dans une organisation non-trotskyiste. Les trotskystes qui entraient dans le CCF le faisaient en « cadres trempés » combattant pour gagner de nouvelles recrues au programme du trotskysme afin de pouvoir se rétablir plus tard en tant qu'avant-garde révolutionnaire indépendante.

À l'été de 1937, le comité exécutif soumit une résolution d'une ligne soutenant l'entrée immédiate et totale dans le CCF. Il y eut scission quand la fraction minoritaire affirma que le CCF « stagnait et déclinait et qu'il n'y existait pas de gauche qui puisse être gagnée à nos idées »¹. Après une longue et dure lutte fractionnelle dans l'été et l'automne 1937, le parti réunit son congrès et une faible majorité vota l'approbation de la tactique entriste². La direction se tint à l'écart et le processus d'entrée commença. Le parti rapportait que les difficultés rencontrées par les jeunes camarades étaient compliquées encore par le refus d'entrer de camarades de la minorité³.

L'entrée dans le CCF était caractérisée comme un type classique d'entrisme sur le modèle du « tournant français » et appliqué par l'American Workers Party quand il fusionna avec le Socialist Party. Les Canadiens décidèrent de « dissoudre leur visage public », abandonnèrent leur organe, *The Vanguard*, et fusionnèrent avec les principales forces d'opposition⁴.

Les trotskystes entrèrent dans le CCF comme une unité formant un Groupe pour une politique socialiste (SPG) sur la base d'une déclaration sur la guerre européenne⁵. La préconférence pan-américaine et pacifique tenue en janvier 1938 approuva l'initiative du WPC et suggéra un plan d'action en basant ses recommandations sur les expériences des trotskystes américains et français :

« Concentrer leurs efforts et leur travail dans le CCF avec l'objectif de couronner leurs activités par un combat programmatique et politique total ou

¹ Procès-verbal du comité exécutif du WPC, 17 juillet 1937, *ibidem*.

² Selon Earle Birney (Robertson), « une division d'opinion apparut chez nos camarades quant à l'intelligence tactique de l'entrée. Il en suivit une lutte fractionnelle longue et paralysante qui réduisit plus encore les effectifs et aboutit à une scission. Une majorité de 35 entra dans le CCF avec l'approbation du secrétariat international, tandis qu'une minorité de 18 demeurait au-dehors et essayait de continuer sous une identité séparée. La minorité se désintégra et ses ouvriers les plus actifs rejoignirent la majorité dans le CCF en 1938. Certains continuèrent un club indépendant d'éducation dans une branche jeune d'un cercle ouvrier, Earle Robertson (Birney), « Canadian Capitalism and the Strategy of the Revolutionary Movement » (*Le Capitalisme canadien et la stratégie du mouvement révolutionnaire*), Papiers Trotsky, Harvard.

³ « Resolution on the Work of the Canadian section » (Résolution sur le travail de la section canadienne), septembre 1938, dans *Documents*, p. 265, *ibidem*.

⁴ « Resolution on the Work of the Canadian section » (Résolution sur le travail de la section canadienne), septembre 1938, dans *Documents*, p. 265, *ibidem*.

⁵ *Ibidem*.

bien autour de la convention d'automne du CCF avec la perspective de terminer cette expérience à l'intérieur de cette organisation réformiste en déclin et de rétablir la section canadienne de la IV^e Internationale »¹.

La baisse des effectifs et de l'activité du CCF était vue à juste titre comme une indication du poids des éléments petits-bourgeois et de l'enracinement correspondant d'une bureaucratie droitière. Le SPG à l'intérieur du CCF combina le travail d'éducation des nouvelles recrues avec « la vigilance révolutionnaire contre le centrisme »². Il élargit son influence depuis sa base en Ontario et en Colombie britannique à travers tout le pays. Le Groupe pensa qu'un hebdomadaire ou un bi-mensuel ronéotypé ou imprimé était l'un des meilleurs moyens d'extension de la politique de gauche et d'agitation dans le CCF³. Il s'attendait à une « attaque organisationnelle » de la direction du CCF et était prêt à politiser les questions plutôt qu'à s'en tenir à un palmarès correct du point de vue des principes⁴. Finalement, le SPG entreprit une grande campagne dans le CCF et au-dehors⁵. La ligne générale du mouvement canadien était un rétablissement rapide d'une section canadienne indépendante de la IV^e Internationale.

Le SPG fut formé en avril 1937 comme tendance légale à l'intérieur du CCF sous le couvert de laquelle les trotskystes menèrent leur activité. Groupe d'éducation à l'origine, le SPG modifia peu à peu son caractère en devenant une aile militante de la social-démocratie qui entreprit :

« 1. De faire adopter des positions révolutionnaires sur toute question nationale ou internationale importante.

2. De mener une lutte politique incessante contre la bureaucratie « réformiste »,

3. De dénoncer la politique réactionnaire et la tactique opportuniste des « laquais staliniens » dans le CCF

4. De publier tous les quinze jours un organe intérieur, *Socialist Action*, donnant aux membres le point de vue des trotskystes. »⁶

Dès que « la lutte inévitable » avec la bureaucratie du parti commença, les véritables gauchistes à l'intérieur du CCF devaient être entraînés dans la lutte aux côtés du mouvement « bien qu'à la fin, ils ne doivent pas nous suivre ». Earle Birney, un éminent dirigeant, déclara qu'il serait futile d'essayer de fixer une date

¹ *Ibidem*.

² *Ibidem*.

³ Il s'agissait de *Socialist Action* publié de 1937 à 1940.

⁴ « Resolution on the Work of the Canadian section » (Résolution sur le travail de la section canadienne), septembre 1938, dans *Documents*.

⁵ *Ibidem*, p. 266.

⁶ Robertson, *art.cité*, p 116, Biographie de Birney, note 122.

pour la sortie du parti. Elle serait déterminée par le cours des événements, la tactique de la bureaucratie du CCF et l'influence du groupe :

« Tant qu'on nous laisse une liberté totale de propager nos idées révolutionnaires parmi les membres et de répandre ainsi notre influence, il serait sans intérêt de provoquer notre exclusion sans nécessité. Par ailleurs, toute atteinte paralysante à notre liberté dans le CCF, la mise hors-la-loi du SPG ou l'interdiction de Socialist Action, par exemple, annonceraient une lutte politique qui culminerait avec la formation d'une section indépendante de la IVe Internationale ». ¹

Les trotskystes furent presque immédiatement attaqués de deux côtés. Premièrement, la League for a Revolutionary Workers Party (LRWP), dirigée par B.J. Field, une ancienne scission de la CLA attaqua violemment le mouvement pour sa prétendue hypocrisie et sa trahison des principes marxistes ². Deuxièmement, le CCF exclut plusieurs trotskystes à cause de leurs activités révolutionnaires. La direction nationale du CCF exprima des doutes quant à la capacité des dirigeants provinciaux de maîtriser la situation.

L'entrée ne fut pas un échec aussi complet qu'on pouvait le supposer initialement. Elle ne réussit pas à gagner de nouvelles recrues à l'Opposition de gauche. Bien des trotskystes furent déçus et démoralisés par l'expérience et « quittèrent » ³. Néanmoins elle fournit un foyer adéquat pour la gauche anti-stalinienne à l'intérieur du CCF. La scission dans le mouvement trotskyste sur la tactique de l'entrée fut surmontée en 1938 quand, placées devant la destruction imminente du WPC, les différentes fractions se réunirent en un nouveau parti révolutionnaire, la Socialist Workers League (SWL). La réunification était « la seule voie pratique et immédiate pour l'établissement d'une section canadienne

¹ « Resolution on the Work of the Canadian section » (Résolution sur le travail de la section canadienne), septembre 1938, dans *Documents*.

² *Ibidem*.

³ Le groupe Field LRPP avait été créé aux Etats-Unis après la grève des hôtels de 1934. En désaccord aigu avec Cannon, Field, à la tête d'un groupe de huit personnes s'allia à Ben Gitlow pour fonder un comité d'organisation pour un parti ouvrier révolutionnaire. En 1935, il créa la LRWP qui combattit le « tournant français ». Au Canada un groupe constitua la League canadienne. Selon Spector, le groupe Field comptait de 30 à 35 intellectuels et étudiants juifs liés par des liens sociaux et familiaux. Ils se réunissaient et publiaient de temps en temps un numéro de leur journal. Spector à Trotsky, Papiers Harvard, T 5346. La section canadienne du LRWP était dirigée par William Krehm et fut pendant un temps plus importante que la section officielle (cf. Wald, *New York Intellectuals*, Chapel Hill, 1987, pp. 106-107) Max Shachtman, « Footnote for Historians », *The New Internationalist*, décembre 1938, pp. 377-379, Daniel Bell, *Marxian Socialism in the United States*, (Princeton, 1987).

indépendante de la IVe Internationale » ¹. La politique d'entrisme dans le CCF fut redéfinie et, cette fois, plus limitée à une certaine durée. L'entrée serait seulement terminée « quand toutes les possibilités pour l'extension de nos forces et de nos idées seraient épuisées » ². La voie était ouverte pour que continue à exister dans les rangs du socialisme démocratique canadien une « cinquième colonne ».

Pendant la période initiale de l'entrisme dans le CCF, l'Opposition de gauche canadienne fut ravagée par deux sérieux problèmes. La décapitation de la direction et la lutte fractionnelle entre James P. Cannon et ses adversaires sur l'organisation et sur la défense de l'URSS. Spector fut le premier à admettre que l'Opposition de gauche devait avoir une structure d'organisation léniniste-bolchevique. Cela impliquait une direction collective avec une chaîne de commandement hiérarchique et une discipline stricte. Dix ans après la fondation du mouvement canadien, Spector commença à avoir des doutes sur le « conservatisme auto-développé » à l'intérieur du mouvement. Il croyait que l'Opposition de gauche en Amérique du Nord souffrait du manque de fraîcheur et d'énergie du fait de la direction de Cannon. Spector réalisa que, pour que le mouvement grandisse, il faudrait recruter de jeunes ouvriers et étudiants anti-staliniens. Dans les années trente, le trotskysme, avec ses accents anti-staliniens, trouvait de l'écho chez les intellectuels et les étudiants. James P. Cannon, le dirigeant de la section américaine insistait cependant sur une fidélité stricte à la prolétarisation du mouvement. Il avait une méfiance et une hostilité caractérisée aux universitaires et aux intellectuels. Les trotskystes devaient être des prolétaires d'origine ouvrière et le parti devait refléter cette orientation. Cela l'opposait aux dirigeants théoriciens de l'Opposition de gauche nord-américaine, Shachtman, Burnham, Spector. En plus de ce pétrin, il y avait Trotsky qui s'allia ouvertement à Cannon. Par-dessus le marché, Spector commença à mettre en cause la politique de défense de l'Union soviétique. Au printemps de 1937, il soutint les autres intellectuels dans leurs affirmations que l'Union soviétique non seulement avait dégénéré en un Etat ouvrier, mais en outre avait tout simplement cessé d'être un Etat ouvrier. Elle ne méritait donc pas d'être défendue. Pour Cannon et Trotsky, ce n'était rien moins qu'une trahison des principes bolcheviques défendus depuis longtemps. La décimation des vieux-bolchevics pendant les procès politiques entre 1936 et 1938 renforça les préoccupations de Spector et brisa son moral. Il se retira à New York où il vécut jusqu'à sa mort en 1968. Le mouvement trotskyste canadien subit un double choc à la mort de John MacDonald en 1938. Le mouvement se tourna alors vers une génération plus jeune de révolutionnaires conduite par l'universitaire Earle Birney ³. La SWL, à

¹ *Ibidem*.

² *Ibidem*, p. 120.

³ *Ibidem*, p. 121.

peine remise d'une grave scission, en traversa une seconde en 1939-1940 sur la question du caractère de classe de l'Union soviétique et de sa défense.

Le pacte nazi-soviétique et l'invasion de la Pologne et de la Finlande plaça les trotskystes dans une position difficile. Les intellectuels voulaient que l'Opposition de gauche renonce à la défense inconditionnelle de l'Union soviétique, proclamant que les actions de Staline étaient « impérialistes ». Cannon, soutenu par Trotsky, refusa de céder. Il aurait pu séparer les questions d'organisation des questions politiques et théoriques, mais décida de ne pas le faire. Discuter la ligne politique, c'était mettre en question la direction de Cannon. Il déclencha sa campagne pour la prolétarianisation du mouvement, éperonné par Trotsky. Le vif débat entre les intellectuels et Cannon aux Etats-Unis fut introduit au Canada quand Birney se rangea du côté de Shachtman et Burnham. Cannon assurait dans une lettre à Trotsky que Birney premièrement « ne voulait plus défendre encore l'Union soviétique, deuxièmement, ressentait le "désespoir" de l'intellectuel petit-bourgeois isolé (il est professeur, par un curieux hasard) et troisièmement, avait très peur qu'un gouvernement soviétique américain avec Cannon à sa tête soit aussi brutal que Staline ».

Cannon maintenait qu'avec l'approche de la guerre, le trotskysme comme doctrine et comme mouvement commençait à perdre sa respectabilité chez les intellectuels. Les intellectuels petits-bourgeois comme Birney étaient « naturellement introspectifs. Ils ne comprennent pas leurs propres émotions, leurs propres incertitudes, leurs craintes et leurs préoccupations égoïstes quant à leur sort personnel pour les sentiments des grandes masses »¹.

La scission fut suffisamment sérieuse pour handicaper le mouvement canadien. Birney quitta la League avec un tiers de ses militants et entra avec eux dans le CCF comme membres sans affiliation. Le débat de Spector et Birney avec Cannon tourna autour de l'importante question de savoir où devait aller l'Opposition de gauche au cas d'un monde bipolarisé. Vers la fin des années 30, ils défendirent le « troisième camp », ne soutenant ni le stalinisme ni le capitalisme, mais seulement les luttes véritablement indépendantes des ouvriers et paysans dans le monde. La scission qui frappa l'Opposition de gauche nord-américaine eut pour résultat la « déradicalisation » des communistes anti-staliniens et leur incorporation dans le courant de la politique de gauche.

L'Opposition de gauche canadienne dans les années 20 et 30 n'était rien de plus qu'un groupe révolutionnaire marginal, écarté par le P.C. et isolé de la réalité politique canadienne. Il reste numériquement inférieur et faible comparé à son équivalent américain. Il gagna une certaine respectabilité quand plusieurs universitaires et intellectuels désertèrent le parti communiste à cause de ses accents staliniens et rejoignirent l'Opposition. En tant que parti politique, son influence fut forcément aussi limitée que celle de toute secte égoïste poussée au-delà de ses frontières d'idées dans des missions de prosélytisme dans les rangs de

¹ *Ibidem*, p. 123.

la social-démocratie et du communisme officiel. Car malgré tous leurs efforts pour atteindre la classe ouvrière et maintenir leur allure prolétarienne, les oppositionnels de gauche n'attirèrent que des intellectuels des villes. Ils parlaient une langue qui était ou bien inintelligible ou bien désagréable aux travailleurs.

Maurice Spector eut conscience de ce problème dès le début. Après 1938, après dix ans d'existence, l'Opposition de gauche canadienne n'avait que deux cents membres adultes et soixante-et-quinze dans les ligues de jeunesse. Le mouvement n'avait guère progressé quand John MacDonald laissa le parti communiste avec plus d'une centaine de partisans ukrainiens. Initialement, le mouvement était largement prolétarien, du fait de l'influence personnelle de Spector et de MacDonald sur les syndicalistes. Quand le parti communiste se débattait dans sa tactique de la « troisième période » au début des années 30, l'Opposition de gauche élargit son appel aux jeunes étudiants et aux intellectuels avancés qui avaient rejeté la politique du P.C. et le stalinisme. Ils cessèrent de soutenir les candidats du PC pour ceux du CCF¹. Ils renouvelèrent leurs efforts pour attirer des jeunes des écoles et universités à travers la Spartacus League et dans la ligue des jeunes du CCF. L'efficacité de cette façon d'aborder les jeunes était liée au « caractère de masse » du mouvement de jeunesse qui n'exige pas une adhésion pleine et entière à la totalité de la plate-forme de l'Opposition de gauche. A un moment, la section jeune du mouvement mit l'accent sur la construction d'un « mouvement étudiant de masses » autour de revendications étudiantes. Cette orientation, qui reflétait la perspective de Spector, était une anticipation de l'implication des trotskystes dans les mouvements étudiants des dernières années 50 et 60.

Spector connaissait les limites du mouvement canadien. Il souleva la question centrale de l'Opposition de gauche canadienne dans une lettre à Trotsky en 1937 :

« Ce déclin lamentable est dû à des raisons d'ordre à la fois objectif et subjectif qu'elle partage malheureusement avec certaines de nos autres sections. La justesse historique de notre politique n'a nulle part été récompensée par des succès organisationnels en proportion. Comme vous l'avez souvent indiqué, l'explication est implicite dans la vague de défaites du prolétariat (j'ai presque dit "époque"). A l'exception des Ukrainiens, le groupe canadien était composé de la génération encore dans ses vingt ans, ce qui lui donnait l'avantage de la jeunesse mais le handicapait sévèrement du point de vue de l'expérience et du contact avec le mouvement ouvrier. Il n'y avait que deux d'entre nous qui avaient des racines dans le mouvement dérivant des alignements de la guerre et de l'après-guerre. MacDonald est naturellement qualifié pour la direction, mais sa situation personnelle a entravé son activité politique, bien que je comprenne qu'il a gardé son activité syndicale. Ainsi, sur une base aussi mauvaise de notre groupe dans le CCF, elle a encore été aggravée par le fait que nous n'avions pas

¹ *Ibidem*, p. 124.

de porte-parole qui puisse attirer l'attention des membres du CCF sur le gros des travailleurs »¹.

La fortune du mouvement commença à changer quand il choisit l'entrisme dans le CCF. La section canadienne, en 1939, se trouva être « l'unique groupe politique opposé à la guerre ». Cela l'a conduite à s'allier avec des éléments pacifistes à l'intérieur du CCF conduits par James Woodsworth. Quand l'Allemagne attaqua l'Union soviétique en 1941 et que cela nécessita un changement dans la façon d'aborder la question, l'Opposition de gauche canadienne offrit son appui à l'effort de guerre mais maintint un point de vue critique. Son adhésion à la « troisième voie » au lieu de la théorie des « deux camps » de Jdanov lui valut des soutiens dans la gauche du CCF².

Le mouvement trotskyste au Canada, comme le parti communiste eut à affronter de sévères problèmes de légalité durant les années de guerre. En 1941, après l'invasion allemande en Union soviétique, le mouvement, de façon voilée, soutint la guerre pour défendre l'Union soviétique. Avec le fait que le mouvement trotskyste en Europe était presque inexistant et que le Socialist Workers Party était interdit aux Etats-Unis, la section canadienne devint de plus en plus importante dans l'organisation d'ouvriers et d'étudiants pour la IVe Internationale à l'échelle mondiale. En 1944, ils émergèrent de nouveau en public poursuivant leur campagne pour un monde socialiste après-guerre en association étroite avec le CCF qui était en train de gagner un soutien politique et électoral. Les rangs du mouvement au Canada furent ultérieurement renforcés par les purges à l'intérieur du P.C. du Canada dans les années 40 et l'élection au Parlement de plusieurs membres du CCF qui avaient des liens avec le mouvement de Socialist Fellowship et l'Opposition de gauche. Les relations entre les trotskystes et la gauche du CCF devinrent plus étroites dans les années 50.

¹ *Ibidem*, p. 125.

² *Ibidem*, p. 126.

Pierre Broué

Les Archives du KGB entr'ouvertes

Depuis le début de la *perestroïka*, les historiens occidentaux et de l'Europe de l'Est ont attendu avec impatience une ouverture, au moins partielle des archives policières, les fameuses « archives du KGB » où sont entassés les documents du GPU, de l'OGPU et de la NKVD. Leur soif était aiguës par l'ouverture de celles du parti.

Ces archives sont maintenant partiellement accessibles — directement ou par des entreprises intermédiaires — moyennant finances et pour un paquet respectable de dollars. Les acheteurs sont des sociétés, notamment des éditeurs qui confient la publication partielle et en tout cas l'utilisation de ces documents à des journalistes spécialisés dans l'espionnage en général qui sont souvent tout à fait ignorants en matière politique et historique qu'ils abordent parfois pour la première fois. Ils sont assistés d'officiers du KGB en retraite qui connaissent mieux les affaires mais peuvent avoir tendance à jouer les freins et les caches.

C'est le cas de l'ouvrage de Costello et Tzarev, *Deadly Illusions*, (*Illusions mortelles*) sous-titré *Le dossier KGB d'Orlov, maître espion de Staline*. Les relations des deux auteurs leur ont donné aussi un accès au moins partiel aux archives de la CIA, du 2e bureau, des services britanniques etc. Elles leur ont cependant malheureusement pas donné la culture générale et les principes de méthode nécessaires pour ce grand décryptage. On y découvre du coup le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est la vérité qui a coûté cher à leurs sponsors et dont ils nous donnent une idée — pas toujours exacte — à travers résumés et courts extraits et le pire est qu'ils ne savent pas très bien ce qui est important ou non, ni même qui est qui, en-dehors de leur étroit milieu professionnel ou d'étude.

Orlov n'a pas fait défection

La principale révélation, celle qui donne l'assise de leur livre, c'est évidemment que, contrairement à ce que presque tout le monde a cru, Orlov n'a pas fait défection. Comme certains l'avaient subodoré et comme la grande actrice Vanessa Redgrave, écrivant d'un point de vue militant au terme d'une enquête très professionnelle, a eu le courage de l'affirmer, il n'a pas renié l'Etat soviétique, même en fuyant les tueurs de Staline.

Les dossiers de Moscou le prouvent. Il a écrit à Ejoy pour lui proposer un accord de non-agression, une lettre très intéressante qui est publiée là, intégralement. Il n'a livré que des informations sans intérêt ou invérifiables à l'Ouest et aucun des importants agents soviétiques qu'il avait recrutés, formés, et qu'il connaissait parfaitement : il fallait pour ce faire une grande intelligence. En tout cas, les Soviétiques n'ont plus rien tenté contre lui et, en 1960, lui ont envoyé chez lui à Chicago, rameau d'olivier à la main, un de leurs meilleurs agents, M.F. Feoktistov, qui a fait pour Moscou le compte rendu de leur entretien téléphonique, puis de leur rencontre.

Du coup, la version de l'affaire Orlov empruntée par les soviétologues à Orlov lui-même, s'est effondrée comme un château de cartes. Ses livres et ses dépositions devant le Sénat des EU sont des montages avec des épisodes véridiques, mais aussi des épisodes fabriqués, aménagés

voire inventés par analogie, avec un art consommé du mensonge et une grande maîtrise de soi. Orlov a mis beaucoup de soin à se distancier des meurtres commis à l'étranger et en particulier en Espagne, ce que démentent son dossier KGB et particulièrement ses propres rapports sur les assassinats auxquels il a pris part.

Une comparaison minutieuse entre ce que nous savions ou croyions savoir avant l'ouverture de son dossier de Moscou et ce que celui-ci nous a appris était évidemment un travail préalable indispensable qui n'a pas été fait. Les notes s'écrasant en fin de volume, il faut à chaque affirmation, tourner des centaines de pages pour savoir d'où sort une information et parfois pour ne pas le trouver. Si les auteurs en étaient incapables, ils auraient pu au moins faire une publication intégrale qui aurait permis à d'autres de le faire, ce qui aurait pu donner des résultats fabuleux. Au lieu de cela ils enfilent à la suite tout ce qu'on sait sur Orlov aujourd'hui. Peut-être ces gens ne s'intéressent-ils qu'en passant à la vérité, et ne font-ils des livres en fonction des dollars qu'ils leur rapporteront.

N'allons cependant pas trop loin dans la sinistrose. Les éléments de connaissance qui sont apportés dans ce livre par les archives KGB sur Orlov ouvrent la voie à de nouvelles révélations et recherches, notamment en ce qui concerne l'intervention soviétique en Espagne. Non seulement elles ferment pour toujours la bouche aux belles âmes qui, alors et même aujourd'hui sous une forme déguisée, hurlaient aux « inventions des trotskystes », mais elles nous donnent un terrain solide, puisqu'elle apporte nombre d'éléments sur les assassinats décidés par Staline, conçus et contrôlés par Orlov, exécutés par Mikhaïl Spiegelglass et ses « groupes mobiles ».

Ajoutons enfin que Costello et Tzarev, parfois très retenus, n'ont pas hésité cependant — et nous en sommes satisfaits — à mettre le lecteur en appétit en citant largement d'autres dossiers, comme, par exemple, celui de Zborowski qui nous intéresse ici au premier chef puisque cet agent avait gagné la confiance de L. Sedov et fournissait à Moscou des rapports réguliers le concernant.

L'Assassinat d'Andreu Nin

On connaissait déjà l'existence de documents accusateurs concernant l'assassinat de Nin dont tous les staliniens du monde affirmaient en 37 qu'il s'était enfui... à Berlin. Ces documents, vendus à la télévision catalane par Moscou, ont été cités et brièvement montrés dans le film de Libert Ferri et Dolorès Genovès, *Opération Nikolai*. Ils sont abondamment cités en anglais et des photos des passages les plus importants en manuscrit cyrillique avec leur traduction anglaise figurent dans un cahier hors-texte.

Nous en avons déjà parlé dans les *Cahiers Léon Trotsky* mais nous aimerions souligner de nouveau l'importance de cette opération de nettoyage pour l'histoire de la conscience humaine et le règlement définitif de la question de savoir qui mentait en 1936 et qui disait la vérité, qui étaient les assassins et qui les victimes.

Un élément important est évidemment le rapport d'Orlov expliquant à Moscou sa conception du faux document qu'il va faire mettre en chantier afin de pouvoir accuser Nin de « trahison ». On y reconnaît sans peine le fameux « plan N » :

« J'ai décidé d'utiliser la signification et les faits indiscutables (d'une conspiration phalangiste) pour impliquer la direction du POUM dont nous examinons avec soin les liaisons tout en enquêtant.

Nous avons donc fabriqué le document ci-inclus qui indique la coopération de la direction du POUM avec l'organisation fasciste espagnole de la Phalange — et à travers elle, avec Franco et l'Allemagne.

Nous allons le chiffrer en utilisant le chiffre de Franco que nous possédons et nous l'écrivons sur le revers d'un plan qui indique où se trouvent nos armes dans la Casa del Campo et qui a été saisi chez cette organisation fasciste.

Nous attendons beaucoup d'efficacité de cette affaire dans la dénonciation du rôle joué par le POUM dans le soulèvement de Barcelone. La révélation d'un contact direct entre l'un de ses dirigeants et Franco doit induire le gouvernement à prendre des mesures

administratives contre les trotskystes espagnols afin de discréditer le POUM comme organisation d'espionnage germano-franquiste ».

Plus de cynisme encore sans doute dans la note qui conclut le rapport du 27 juillet sur l'opération Nikolai :

« N. de Alcala de Henares dans la direction de Perano de Tahuna, à mi-chemin, 100 mètres de la route dans le champ. Bom, Schwed, Juzik, deux Espagnols et Victor, le chauffeur de Pierre. »

Agents confirmés ou révélés

Nos auteurs ne sont malheureusement pas soigneux, beaucoup moins qu'un historien moyen. Ils lancent en passant des éléments qu'il faudrait préciser, vérifier avec soin, éventuellement citer. Mais comme ils n'en comprennent pas l'importance, ils passent, rédigeant « à peu près » sur une matière si délicate.

Un exemple : le problème d'Anatole de Monzie, homme politique et ministre français, accusé depuis plus d'un demi-siècle, avec de sérieuses présomptions, mais toujours sans preuves, d'avoir été un agent soviétique. Il semble qu'il en soit question dans le dossier Orlov, qui semble le mentionner pour l'avoir connu pendant son séjour à Paris entre 1929 et 1930, quand il était rattaché à Paris à la mission commerciale sous le nom de L. Nikolaiev.

Selon les auteurs et ce qu'ils disent avoir lu du dossier Orlov sur ce point, de Monzie aurait été recruté aux services soviétiques, par le premier secrétaire d'ambassade Davtian et jouait « le rôle d'intermédiaire avec les agents d'influence dans le Parlement ». Pourquoi faut-il qu'ils le baptisent *Herbette* de Monzie ? Par la suite, Orlov mentionne à deux reprises un « de Moncie » qu'il a perdu, et que les auteurs semblent avoir aussi perdu dans l'index à moins qu'il ne soit — pure hypothèse d'ailleurs vraisemblable — l'espion anglais Burgess, Guy, François de Moncie.

Les papiers Orlov confirment la qualité d'agent du NKVD du général blanc Dmitri Skobline, mari de la danseuse Plevitskaia, nommé Fermer dans la correspondance secrète et compromis dans les affaires d'enlèvement des généraux blancs Koutiérov et Miller, où la mort du chef devait lui ouvrir la voie. Sur son sort, il indique que, coupé de tout par la dénonciation posthume inattendue de Miller méfiant, il s'est réfugié à l'ambassade d'URSS en France et qu'il a fallu lui faire quitter le pays clandestinement en avion — ce qui a coûté, relève Orlov, 15 000 dollars.

Costello et Trazer m'ont fait un énorme plaisir en citant Georges Soria, désigné par les papiers d'Orlov comme « un agent » chargé de la dissémination des faux du GPU, la version des événements préparée par ce dernier contre le POUM. Je l'écrivais il y a presque vingt ans bien avant que sa mort soit saluée dans la « grande » presse par de vibrants hommages au travail d'« historien » de ce mouchard et faussaire.

Ils nous donnent aussi des détails sur un agent dont on a commencé à parler il y a peu, l'Américain Morris Cohen, brillant étudiant communiste, volontaire dans les Brigades internationales, repéré par Orlov et envoyé en formation à Moscou, dont le rôle semble avoir été déterminant dans l'affaire d'espionnage devenue célèbre par ses boucs émissaires, les époux Rosenberg — et qui court toujours le monde.

Sur deux centres d'espionnage assez bien connus enfin, ils donnent d'intéressantes indications historiques. Orlov eut un rôle décisif dans le recrutement des trois de Cambridge, Kim Philby, Guy Burgess et Donald Maclean pour les services. Quand il était en Espagne, il allait rencontrer en France Philby qui, sous le couvert de ses correspondances au *Times*, était le maître espion en Espagne franquiste. Bien entendu, il ne les a pas donnés comme l'eût fait un homme qui « faisait défection ».

Le dossier Orlov montre aussi l'énorme importance que revêtait le groupe d'espionnage *Die Rote Kapelle*, créé à la suite de la visite à Moscou d'un groupe d'intellectuels allemands. Il fut d'abord très efficace, puis, son travail terriblement perturbé par la purge du NKVD en URSS, reprit

son activité en 1940. Après plusieurs centaines d'arrestations et 46 exécutions il fut anéanti en 1942.

Malgré ces pans importants, même s'ils ne sont pas entiers, de connaissances qu'ils nous transmettent, ces auteurs paraissent parfois d'une splendide ignorance en même temps que d'une superbe inconscience. Citant par exemple P.A. Soudoplatov qui fut, pendant la fin des années 30, le chef du service « Action » du NKVD, ils se contentent-ils d'indiquer qu'il s'agit d'« un contemporain » ? Et où diable sont-ils allés chercher que Lajos Dóbós qui, sous le nom de Giberti, était un agent important du NKVD dans le Comintern, était italien, alors qu'il était hongrois ?

On doit y encore signaler l'apparition, fugace ou non, d'agents par ailleurs assez connus comme Mally ou totalement inconnus jusque là, comme Aleksandr Bielkine qui était selon eux l'adjoint d'Orlov en Espagne ?

Les « affaires » éclairées ou non

Sur quelques-uns des enlèvements ou meurtres attribués jusqu'à maintenant avec de fortes présomptions aux services soviétiques, on trouve maintenant dans ce livre des éléments convaincants qui comblent les trous de notre savoir.

Par exemple, c'est une vieille connaissance, Yacha Sérébriansky, qui a organisé l'enlèvement du général blanc Koutieпов à Paris en 1930, pour lequel tout avait été mis techniquement en place par Skobline-Fermer. Ce « contractuel » qualifié avait dirigé en 1936 le vol des archives de Trotsky rue Michelet à Paris.

Nous obtenons ici la confirmation que le général Koutieпов, séquestré après son enlèvement, chloroformé, a été transporté à bord d'un vapeur à destination de Moscou : il est mort en route, d'une crise cardiaque.

Le scénario de l'enlèvement du général Miller était identique et a pourtant tourné différemment. Les assassins ne s'étaient pas doutés que Miller soupçonnait Skobline et qu'il l'avait désigné comme direction de recherche dans une lettre laissée avant son départ pour le rendez-vous fatal. Nous avons vu plus haut ce que fut le sort de Skobline. Miller, endormi, transféré à Moscou en bateau, y fut interrogé et tué.

On est pourtant surpris de ne voir éclairer vraiment que des affaires d'enlèvement de généraux tsaristes. Les auteurs, dans ces énormes volumes de documents, ne se sont-ils intéressés qu'à certaines affaires ? Tout porte à le croire.

Nous n'avons ainsi nullement le sentiment que Costello et Tzarev se soient intéressés à d'autres affaires, finalement plus importantes que l'enlèvement des deux généraux dont on avait à peu près tout deviné. Le jeune garde américain de Trotsky Robert Sheldon Harte était-il, comme l'assurait récemment à Moscou Grigoulévitch, un agent planté par le NKVD ? Pourquoi n'avoir pas cherché à compléter l'affirmation de Volkogonov selon lequel les services avaient planté une des leurs dans la maison même de Trotsky ? Trotsky, qui ignorait cela, soupçonna l'unique femme qui habitait la maison, la cuisinière Carmen Palmas qui tenta en mai d'accréditer la thèse stalinienne de l'auto-attentat.

Le Rôle politique d'Orlov

On est frappé à la lecture de ce livre par l'importance des questions abordées par Orlov dans ses rapports au Centre. Nous nous en tiendrons à ceux d'Espagne : le 15 octobre 1936, il écrit :

« Il n'existe pas de service secret unifié, car le gouvernement estime que ce n'est pas très moral. Chaque parti a donc créé son propre appareil de sécurité. Dans celui du gouvernement il y a beaucoup d'anciens policiers qui sont plutôt pro-franquistes. On accepte poliment notre aide, mais on sabote le travail vital si nécessaire pour le pays ».

A quelques jours de distance il écrit, montrant ses préoccupations ou dévoilant ses instructions :

« L'organisation trotskyste POUM, active en Catalogne peut être facilement liquidée (...) Les anarchistes, si on les instruit un peu, nous débarrasseront de ses chefs. Ses "masses" (7000 environ) n'ont pour la plupart abouti dans ses rangs que par hasard et peuvent facilement être engagés ailleurs. C'est l'opinion d'Ilya Ehrenbourg qui connaît bien la Catalogne ».

En décembre, il assure qu'il tient de bonne source que « les trotskystes (POUM) préparent une insurrection pour janvier ». Il suggère aussi que tous les responsables militaires et policiers soient doublés par un Soviétique.

En février 1937, un long rapport :

« Le gouvernement espagnol dispose de toutes les possibilités pour mener une guerre victorieuse. Il a des armes modernes, une excellente aviation, des tanks, une flotte et d'importantes ressources humaines. Il tient un vaste territoire avec une industrie de guerre plus que suffisante pour nourrir une guerre aussi "petite" (Hispano Suiza et autres usines). Il a des provisions de base etc. Les effectifs des troupes gouvernementales dépassent de beaucoup ceux des ennemis. Mais toute cette machine, toutes ces ressources sont rongées par :

1. Des conflits entre partis dans lesquels l'énergie de la majorité est consacrée à gagner pouvoir et autorité dans le pays pour leur parti et à discréditer les autres plutôt que de lutter contre le fascisme.
2. La corruption à l'intérieur du gouvernement, dont une partie n'a rien à voir avec la révolution, réagit avec passivité aux événements et dont l'unique souci est de s'échapper à temps en cas de défaite.
3. L'incapacité du gouvernement à apprécier le réel danger de la situation, qui résulte d'anxiétés et de paniques excessives. La vraie menace pour la fortune du gouvernement républicain d'Espagne, ils la perçoivent maintenant dans l'état d'alarme normal.
4. L'irresponsabilité et le sabotage des organismes et commandements gouvernementaux à ravitailler l'Armée et à diriger les opérations.
5. L'incapacité à mobiliser des centaines de milliers d'hommes sains qui vivent dans les villes (Madrid, Valence, Barcelone et autres) pour des travaux civils et la construction de fortifications.
6. Le manque d'un état-major soviétique expérimenté avec une claire autorité et l'absence de notre côté d'un conseiller réellement éminent. Goriev manque d'expérience militaire. Dans les affaires de la guerre, c'est un enfant. Grichine est un bon membre du Parti mais pas un expert et c'est là le sommet de notre commandement militaire. Avec une telle direction, les capacités de nombre de spécialistes qui leur sont subordonnés sont annulées. (Seule l'aviation et les tanks, ainsi que leurs héroïques équipages sont bien, mais ils ne peuvent tenir la place d'une armée) ».

Apparemment obsédé par le contrôle, il ajoute :

« Il me semble que le moment est venu où il faut analyser la situation menaçante qui s'est créée et qui s'impose avec force au gouvernement espagnol (et aux dirigeants du Parti), le problème de son immense gravité, et de proposer les mesures nécessaires — si le gouvernement espagnol veut vraiment que nous l'aidions : 1° Mettre l'armée et son commandement dans un état meilleur, plus sain de discipline (fusiller les déserteurs, maintenir la discipline, etc.) et 2° Mettre un terme aux bagarres entre partis.

Si, devant le danger immédiat, nous ne faisons pas reprendre ses esprits au gouvernement espagnol, les événements vont tourner à la catastrophe. La chute de Madrid provoquerait à

son tour la démoralisation de l'armée, des rébellions et la trahison dans certaines régions de Catalogne ».

La contribution personnelle d'Orlov à ce réarmement est l'organisation de l'activité militaire derrière les lignes, sur territoire franquiste, la création d'une école spéciale NKVD d'espionnage, renseignement et sabotage pour laquelle il recrute nombre d'interbrigadistes. Les jeunes Ramón Mercader et Morris Cohen sont ses meilleurs élèves.

Il obtient des succès et rend compte au Centre :

« Nos bonnes relations avec le ministère des Affaires étrangères nous permettent de lire tous les cryptogrammes envoyés et reçus par les légations étrangères en Espagne ».

Nos auteurs ne nous disent pas quelle participation, quelle responsabilité, Orlov eut dans la préparation des Journées de Mai 1937 à Barcelone. Il faut bien dire d'ailleurs qu'on a le sentiment qu'ils ne savent vraiment pas de quoi il s'agit et que leurs lecteurs non avertis se gratteront la tête ou se tireront les cheveux. Faute de connaître sans doute le sujet, ils ne peuvent en effet même pas indiquer les trous dans leur documentation. Et cela nous amène au rapport rédigé pour le Centre le 7 mai 1937, après la fin des combats :

« On savait depuis longtemps que les F(ascistes) A(narchistes) P(oumistes) préparaient un putsch en Catalogne (...) Le conflit armé a éclaté entre les éléments FAP d'un côté et les troupes de la *Generalidad* et les unités du PSUC de l'autre »

Pour faire bon poids, il précisait que les insurgés avaient commis des meurtres et que Nin avait appelé « les ouvriers et les paysans pauvres de Catalogne, ainsi que les marxistes, à rallier les troupes de Franco sur le front d'Aragon ».

Ainsi est achevé un épisode dont Orlov se glorifie auprès de ses chefs en faisant remarquer ses qualités d'infiltrateur puisqu'il se vante d'avoir nombre d'hommes dans la CNT et la FAI, cinq dans les organes dirigeants du POUM et le militant du GBL (trotskyste), — Sted en code — chargé des rapports avec le secrétariat international, ce qui lui permet de contrôler le courrier des partisans de Trotsky.

Zborowski

Les auteurs citent moins de rapports de l'homme qui espionnait Sedov que ne l'a fait Volkogonov mais ils me semblent plus importants. Volkogonov avait signalé que Zborowski assurait que Sedov s'était rallié au terrorisme : il dénonçait ses intentions « terroristes ». Citons le passage en question du rapport du 2 janvier 1937, qu'avec beaucoup de bon sens ils ne prennent pas au sérieux :

« Le 22 janvier, L. Sedov, au cours d'une discussion dans son appartement sur la question du deuxième procès de Moscou et du rôle joué par certains accusés (Radek, Piatakov et autres), déclara : "Il ne faut plus hésiter maintenant, il faut tuer Staline". C'était pour moi si inattendu que je n'ai pas eu le temps de réagir. Sedov changea tout de suite de conversation.

Le 23 janvier, L. Sedov, en présence de moi et aussi de L. Estrine laissa tomber une phrase d'un contenu semblable à celle du 22. Pour toute réponse, L. Estrine lui dit : "Tiens ta langue". Ils ne sont pas revenus sur cette question. »

Impossible de savoir si ces propos ont vraiment été tenus, s'ils exprimaient une colère impuissante ou si Zborowski les a inventés pour plaire au patron. Cela n'a rien changé au sort de

Sedov. A propos des rapports de de Zborowski sur Sedov, on peut citer aussi celui où il raconte que ce dernier fondit en larmes en pleine rue en apprenant l'exécution des Seize en 1936. Orlov avait dit l'avoir su « par hasard ». En fait c'est évidemment à lui que le rapport avait abouti.

L'Avertissement donné à Trotsky

Costello et Tzarev abordent aussi un point jusqu'à présent mystérieux de l'histoire d'Orlov en parlant des « mises en garde » qu'il a envoyées à Trotsky concernant Zborowski et les projets d'assassinat. Il n'y a eu en fait qu'un seul avertissement, celui-ci ayant été envoyé en double exemplaire, l'un recommandé, l'autre normal, l'un à Natalia, l'autre à Trotsky. Orlov assure avoir voulu doubler sa lettre par un coup de téléphone mais Trotsky ne s'est pas dérangé.

Que dit cette mise en garde ? Que l'auteur est un Juif d'origine russe, émigré depuis longtemps et qui était le cousin du fameux H.S. Loutchkov, un des grands chefs de la NKVD passé au Japon à la veille d'être arrêté. Il transmettrait à Trotsky ce qu'il aurait appris de Loutchkov qui est très bien informé ayant notamment été l'adjoint de Moltchanov dans la préparation du procès Zinoviev.

Loutchkov avait, selon la lettre, appris à son cousin l'existence d'un « important et dangereux agent provocateur », longtemps collaborateur proche de Sedov et même « son ombre », qui s'appelle Mark, est marié, d'origine juive et a travaillé à l'Institut de Nikolaïevsky. L'homme aurait participé au vol des archives, à la recherche de Reiss et finalement peut-être au meurtre de Sedov. L'auteur de la lettre s'excuse de ne pas donner le véritable nom de ce Mark — c'est de Zborowski qu'il s'agit — et assure que Loutchkov n'a pu s'en souvenir. Il demande à prendre contact avec les amis américains de Trotsky.

Trotsky est très méfiant. Il pense que le NKVD a tout intérêt à le séparer de ses collaborateurs les plus utiles et il n'est pas certain qu'il ait identifié Mark. En tout cas, il joue le jeu. Ses amis de New York fixent à Orlov, par la voie des petites annonces, un rendez-vous au journal. Orlov vient et ne se décide pas, dira-t-il, à se faire connaître. D'un autre côté, Trotsky envoie une lettre à ses amis de Paris leur demandant de faire l'enquête nécessaire. Ils ne la reçoivent pas. A-t-elle été détournée par un autre agent, peut-être en l'occurrence la secrétaire de Cannon, Sylvia Franklin ?

Recevant au Mexique en juin 1939 la visite de Lola Estrine, l'autre collaboratrice de confiance de Sedov, Trotsky lui montre la lettre. Bien entendu Lola identifie Zborowski (*Etienne* dans le mouvement) mais elle ne croit absolument pas à sa culpabilité et, semble-t-il, en convainc Trotsky, qui a d'ailleurs reçu une lettre de Victor Serge la dénonçant elle comme « agent ». Elle-même soupçonne Serge et continuera d'informer Trotsky sur son comportement. Trotsky ne peut que recommander vigilance et discrétion. Zborowski rend compte de toutes ces discussions au Centre et se croit au-dessus de tout soupçon, ce qui le ravit.

Il a raison de recommander au Centre de ne rien faire contre Lola qui n'est pas un agent mais qui est sa protectrice dans le groupe comme cela apparaît dans ses rapports : c'est ainsi qu'elle conserve un passeport soviétique. C'est à cette époque qu'elle se remarie avec David Dallin, un ex-menchevik, désigné comme agent dans les années 20 par le dossier Orlov et qui va devenir un spécialiste américain de l'espionnage soviétique.

Pourquoi Orlov a-t-il écrit à Trotsky ? Le problème est difficile à résoudre. A la différence des deux auteurs, je ne peux pas exclure qu'Orlov ait souhaité sauver la vie de Trotsky en le mettant en garde contre le mouchard qu'il ne devait pas aimer beaucoup, mais nous pouvons seulement imaginer pourquoi. Il n'est pas exclu que cet homme, qui avait été un bolchevik de la période historique, dont le grand ami et maître à penser avait été V.A. Ter-Vaganian, plus tard militant trotskyste fusillé en même temps que Zinoviev et I.N. Smirnov, qu'il avait suivi après 1929, ait réellement voulu aider Trotsky à se défendre — bien que pas à n'importe quel prix pour lui-même. En même temps, il s'assurerait ainsi, au cas où son affaire tournerait mal, une protection avec ce geste contre Staline. Orlov est resté évidemment prudent et il n'est pas possible aujourd'hui de considérer qu'il ne savait sur Zborowski que ce qu'il a écrit à Trotsky alors que les documents envoyés par lui au Centre montrent qu'il connaissait son nom et toutes ses actions. Simplement il

ne mettait pas tous ses œufs dans le même panier et pouvait supposer, ce qui fut vrai peu après, que Zborowski était « sur la glace » — en inactivité — et n'intéressait guère le Centre.

C'est la même opération qu'il a répétée en pleine guerre froide quand son asile aux EU fut en danger. Il dénonça spectaculairement Zborowski devant le Sénat en « gonflant » démesurément son rôle, sans « donner » aucun agent véritable et en fonction. Il obtint son propre droit d'asile et gagna une notoriété qui lui valut une autorité de spécialiste, du travail et des droits d'auteur. Les Soviétiques comprirent sans doute ce geste, ce qui explique qu'ils aient peu après repris le contact pour formaliser « la paix » avec lui. L'avertissement de décembre 1938 à Trotsky a joué par ailleurs son rôle d'alibi. Plus d'ennuis pour Orlov.

Il nous semble que c'est peut-être un des enseignements les plus importants du dossier Orlov que d'ailleurs les auteurs — c'est leur mérite — ont pressenti. L'affaire Orlov n'est pas une histoire d'espions, mais une histoire de communiste, obligé pour sauver sa vie de fuir Staline sans devenir un « traître » et de survivre pourtant.

Le Meurtre de Sedov

Dans la liste des documents dont Orlov, pour se protéger, indique à Ejov qu'il les a en sa possession, citons ce passage significatif :

« 13. Un compte rendu détaillé de toutes les affaires de Tioulpan (Zborowski). J'ai à ma disposition deux pages de son rapport à la maison sur la possibilité d'un échec et des gens qui en sont responsables. Tout ce qu'il a fait ; Sneevliet (vol d'archives PB), Ludwig (l'assassinat d'I. Reiss) le Vieux, le Fiston (Sedov) ».

Costello et Tzarev ne croient pas que Sedov ait été assassiné. En fait, connaissant mal le dossier, ils n'ont pas compris que Zborowski n'est jamais intervenu personnellement, qu'il ne maniait ni le couteau ni le poison, mais aidait les tueurs en les guidant vers leur proie. Ainsi disparaissent leurs arguments, bâtis à partir du seul Zborowski, pour démontrer que Sedov n'a pas été assassiné : personne de sérieux n'a jamais dit que Zborowski avait personnellement tué Sedov, mais seulement qu'il l'avait livré aux tueurs et ignore sans doute même le moyen utilisé par eux.

Il reste les déclarations qu'ils citent à partir d'autres dossiers. Ainsi Spiegelglass, après sept mois de torture, assure *dans ses aveux* en mai 39 :

« Sedov est mort à Paris dans la première moitié de 1938 de mort naturelle. J'ai téléphoné à Ejov pour le lui dire. Il m'a répondu : "Viens à mon bureau". Il m'a dit : "Bonne opération. On a fait un bon boulot, non ?" »

Je ne répondis rien, mais je ne doutai pas qu'il avait annoncé au comité central que c'était nous qui avions liquidé Sedov, parce que, deux jours plus tard, je téléphonai à l'ancien chef du Département 3, Minaïev, qui avait un visiteur, Passov, et que Passov m'a demandé : "Comment avez-vous fait pour vous débarrasser de Sedov ?" »

Costello et Tzarev sont du coup convaincus qu'Ejov s'est attribué faussement la mort de Sedov, comme si Spiegelglass, au terme de longs interrogatoires, disait forcément la vérité. C'est le contraire qui est vrai. Spiegelglass, comme tout accusé qui « avouait », a avoué ce qu'on lui a donné l'ordre d'avouer, à savoir que les services d'Ejov n'avaient pas tué Sedov. En réalité, cet aveu était nécessaire pour grossir le dossier contre Ejov, et il était important de trouver quelqu'un qui témoignerait que cet homme avait menti « au comité central » sur une telle question. La liquidation d'Ejov était déjà en route et un « mensonge » de cette taille était de nature à l'accabler. M. Tzarev doit savoir. M. Costello est encore naïf.

Quelques bons amis médecins, qui préfèrent croire aux maladies qu'à ce genre de sinistre opération, se cramponnent encore à l'explication du « syndrome du cinquième jour ». Mais pourquoi ? Soudoplatov a déclaré en octobre 1992 à la télévision de Moscou que ses gens avaient

tué Sedov. Il en a plus longuement parlé dans une interview de 8 heures qui est à vendre chez Intelligence Ltd du colonel KGB Igor Préline. Trop cher pour un historien. De toute façon, la question semble bien tranchée.

Bilan

L'apport du volume est important. J'ai suffisamment critiqué les auteurs ici pour leur rendre un hommage mérité sur leur esprit d'ouverture. A l'époque où la grande mode est dans l'assimilation du bolchevisme au stalinisme, ils opèrent la distinction et n'étouffent pas les documents.

C'est ainsi qu'ils citent la réflexion de Dzerjinsky sur le bilan de l'intervention brutale de la Tchéka à partir de 1919 :

« Je pense que notre intervention n'a fait qu'aggraver la terreur et l'effusion de sang ».

Aussi tard que fin 1924, le même Dzerjinsky présenté aujourd'hui comme un buveur de sang, critiquait les positions de Boukharine et de Trotsky sur la répression et concluait :

« Pour contrer ces attitudes, il nous faut revoir nos pratiques, nos méthodes et éliminer tout ce qui peut les alimenter. Cela veut dire qu'il faut devenir plus calmes, plus modestes, ne recourir aux perquisitions et aux arrestations qu'avec beaucoup plus d'attention et avec en mains plus d'éléments d'accusation ».

Orlov, qui avait tenu tête à Staline en 1923 et conclu à l'innocence de gens dont ce dernier réclamait la tête, fut chargé par Dzerjinsky de mener l'enquête sur les « abus » commis par le GPU dans la répression.

Voilà qui éclaire utilement la personnalité d'Orlov, un pan de l'histoire soviétique et la bonne volonté des auteurs qui ne censurent pas leur documentation pour l'aligner sur la mode, et c'est assez rare pour que le dernier mot de cette critique soit pour le souligner.

PS. Un ultime reproche. C'est vrai qu'il y a un problème délicat de translittération des noms propres du russe ou en russe, mais il existe des ouvrages, des gens compétents. John Costello devrait se renseigner avant d'écrire Houstiniانو pour Justiniano, Svertchevsky pour Swerczewski, Snevlit pour Sneevliet. Et je ne parle pas des autres fautes comme del Vaya pour del Vayo, alors que le « o » est parfaitement lisible sur le document original. Vous allez gagner de l'argent, messieurs. Il faut encore de petits efforts pour le mériter. Et, en cas de réédition, une impérieuse nécessité est de revoir l'index, plein de lacunes.

Les départs

Pour les deux grands camarades qui viennent de nous quitter, nous avons reçu deux notices rédigées par des camarades à qui nous laissons volontiers signer ces textes rédigés par eux avec amour pour les disparus. Celui sur Marguerite Bonnet a été rédigé par Alain Dugrand et le texte sur Fulvio Abramo par Dainis Karepovs, au nom du CEMAP, tous deux de nos collaborateurs et amis.

Marguerite Bonnet, dite Jacqueline Roussel (1921-1993)

Sa famille et ses nombreux amis ont été stupéfiés et frappés de douleur à l'annonce de la mort brutale de Marguerite Bonnet survenue le 18 mars 1993. Elle était née le 3 avril 1921 à Saint-Anthelme (63), était l'aînée d'une famille nombreuse aux faibles ressources. Elle adhéra au mouvement trotskyste pendant les années noires de l'occupation nazie, rejoignant le CCI (comité communiste internationaliste) en 1942, alors qu'elle de l'ENS elle préparait à Paris l'agrégation de lettres qu'elle obtint brillamment en 1943. Le congrès du CCI de janvier 1944 l'élut au comité central, poste qu'elle occupa également au PCI formé en mars 1944 par la fusion du POI et du CCI.

Après la Libération, elle anima particulièrement la « commission coloniale » du nouveau parti. En 1947, elle se rendit auprès de Messali Hadj, en résidence surveillée à la Bouzareah, sur les hauteurs d'Alger, apportant un message de solidarité et de soutien actif de la IVe Internationale. On peut dire maintenant qu'elle sollicita également une aide des Algériens aux prisonniers vietnamiens détenus dans les camps du Sud algérien. Elle écrivait dans *La Vérité* sous le nom de Jacqueline Roussel et signa de ce même nom, en mai 1947, en collaboration avec Anh-Van, une brochure solide et très remarquée, *Mouvements nationaux et lutte de classes au Vietnam*. Au cours de sa première visite en France, elle fut appelée à loger Natalia Ivanovna Sedova, la veuve de Trotsky et naquit alors entre ces deux femmes une profonde amitié. Elle lui rendit visite au Mexique et Natalia Sedova revint en France, chez elle, à plusieurs reprises. C'est à l'initiative de Natalia que Marguerite devint la mandataire de Siéva Volkov — petit-fils de Trotsky et son unique héritier —, pour gérer à ce titre les droits littéraires sur les écrits de Trotsky à l'échelle du monde. Elle fut aussi en 1978 la première présidente de l'Institut Léon Trotsky qui a publié 27 tomes des *Œuvres* de Trotsky. C'est en 1989 qu'elle épousa Philippe Bernier, son collaborateur et ami.

Les scissions successives chez les trotskystes l'amènèrent à se placer en marge de ces organisations, sans que cela modifie ses convictions et ses engagements. Elle fut parmi les fondateurs du Front d'aide internationale à la révolution indochinoise (FAIRI), en 1972, et apporta plus récemment sa collaboration à la revue trotskyste vietnamienne *Chroniques vietnamiennes*. Professeur à Tours, elle prépara une édition complète des *Œuvres complètes* d'André Breton pour la Pléiade. Elle participa à de nombreux colloques internationaux consacrés à Trotsky, dont celui de Mexico, en août 1990, où sa communication sur « Trotsky, la littérature et l'art », judicieusement publiée par les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 47, janvier 1992, remporta un vif succès.

Marguerite ne laisse pas que des regrets : on n'oubliera pas des leçons, des conversations, des remarques étincelantes. Les *Cahiers Léon Trotsky* avaient publié dans leur numéro précédent le faire-part de sa famille.

Fulvio Abramo (1901-1993)

Le journaliste Fulvio Abramo est mort à São Paulo le 30 mai 1993. Il était né dans cette même ville le 20 mars 1909. Il était le quatrième des sept fils de Vincenzo Abramo et Yole Scarmagnan. Il a fait ses études primaires, secondaires et deux ans de sciences à l'Institut moyen Dante Alighieri où étudièrent aussi ses frères Livio et Athos, aujourd'hui disparus. Il dut abandonner ses études en 1926 pour des raisons économiques et fut successivement vendeur sur les marchés, employé de commerce, puis journaliste.

Petit-fils de l'anarchiste Bortolo Scarmagnan et fils de l'humaniste Vincenzo Abramo, il décida de rejoindre le combat pour les idéaux et les programmes de la révolution russe de 1917, mais dans une activité indépendante du Parti communiste du Brésil (PCB), en formant un groupe dont faisaient partie entre autres sa sœur Lélia et celui, décédé depuis, qui allait devenir le professeur Azis Simko. Il entra en 1926 au *Diário da Noite*, quand il se mit à militer à l'Union des travailleurs graphiques qui réunissait alors typographes et journalistes, à la direction de laquelle il fut élu peu après. A cette époque, il traduisit également des œuvres littéraires et scientifiques (*Pavillon 6* et *Contes* de Tchekhov, *Les sept Pendus* de Léonide Andreïev, entre autres).

Quand Mário Pedrosa, Livio Xavier, Aristides Lobo et João Da Costa Pimenta, membres du PCB, proclamèrent leur opposition à l'orientation du parti, défendant les positions soutenues par Trotsky, il rejoignit ce mouvement avec son groupe. Dans le nouvel organisme, la Ligue communiste du Brésil (plus tard Ligue communiste internationaliste), il occupa les fonctions de secrétaire du groupe de base, puis d'agit-prop de la commission exécutive. Dans le cours du développement de la lutte anti-intégraliste et anti-fasciste, il fut secrétaire du journal *O Homem Livre* (L'Homme libre), qui préparait le terrain pour l'unification des forces antifascistes. Elu président de la confédération des organisations ouvrières qui constituaient la base principale du Front Unique Antifasciste (FUA), il fut désigné pour ouvrir la contre-manifestation du 7 octobre 1934, appelée par le FUA pour exprimer le refus de l'intégralisme. Sa position de militant trotskyste et son comportement éminent lors de ces événements le conduisirent en prison. Il fut enfermé au bague du « Paradis ». En 1936, après une période d'illégalité, suite à la tentative de « putsch » du PCB en novembre 1935, il fut de nouveau arrêté et envoyé au bague Maria Zélia. En prison, non content de donner des cours d'anglais à « l'Université Maria Zélia », il traduisit en collaboration avec Aristides Lobo, sous le pseudonyme de Blasio Demétrio, la *Vita nuova* de Dante Alighieri.

Quand il fut libéré, en 1937, ses camarades décidèrent qu'il devait quitter le pays et il s'exila en Bolivie (*Pierre Broué lui avait rendu visite avec Victor Leonardi — ils trouvèrent un accueil magnifique : « Je vous attendais depuis 25 ans »* . Ils l'interviewèrent sur la prison et son voyage épique en Bolivie, et publièrent l'entrevue dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 11, septembre 1982, sous le titre « Construire la IVe Internationale en Amérique latine, » interview le 22 avril 1979 - CLT). Là, en 1938, il commença une campagne pour la fondation d'un établissement d'enseignement agricole, et réussit. Il devint secrétaire général de l'Ecole pratique d'agriculture et d'élevage de Santa Cruz de la Sierra et, après des études intensives à Buenos-Aires, obtint la chaire de botanique théorique et appliquée. Peu avant son départ, il occupait le poste de conseiller technique du ministre de l'agriculture de Bolivie (gouvernement Villaroel). N'abandonnant jamais le militantisme politique, il influa sur la fondation du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) de Bolivie (*Il a dit avoir recruté et formé alors le jeune étudiant bolivien Guillermo Lora qui allait devenir un fameux dirigeant du POR et de la révolution bolivienne - CLT*).

En 1940, il suit Mário Pedrosa et ses camarades de la minorité du SWP qui remettent en question la définition de l'URSS par Trotsky comme « Etat ouvrier dégénéré ». C'est la scission : il est avec les « schachtmaniens ». Il revient au Brésil après son expulsion de Bolivie en 1946. Il ne revient pas à l'organisation trotskyste, mais entre au PS. Il reste au *Diário da Noite* jusqu'en 1953. Cette année là, il devient chef de cabinet du secrétariat à l'hygiène de la municipalité de São Paulo, puis directeur du département de l'approvisionnement. Il s'enorgueillit d'avoir mis à bas le

réseau de corruption des intermédiaires et d'avoir obtenu pour la première fois le lien direct entre producteur et consommateur qui abaisse sérieusement les prix. Après la rupture du PSB, à la fin de 1954, avec le maire Jânio Quadros, il retourne au *Diário da Noite*. En 1961, il est élu président du comité de grève des journalistes de l'Etat et assure une brillante victoire grâce à la réalisation de l'unité. Puis il travaille à A Nação jusqu'à sa disparition.

Avec le coup d'état militaire de 1964, il continue à militer en organisant des groupes d'ouvriers dans la périphérie de São Paulo. Enthousiasmé par les perspectives politiques ouvertes par l'émergence du Parti des Travailleurs, il participe, avec ses vieux camarades Mário Pedrosa, Plínio Mello, Lélia Abramo et autres, à la fondation du PT en 1980. En 1981, soucieux de rétablir la vérité historique et de chercher une compréhension plus globale du mouvement ouvrier brésilien, il fonde, avec quelques autres camarades, le *Centre de documentation Mário Pedrosa* (CEMAP) auquel il allait consacrer le plus gros de son activité dans ses dernières années.

Il faut enfin souligner la dimension importante de Fulvio Abramo dans la lutte pour le socialisme et pour la liberté, admirablement évoquée, dans un discours dont nous reproduisons quelques extraits, prononcé par le député Luiz Gushiken à la Chambre fédérale le 5 mai dernier :

« J'occupe aujourd'hui cette tribune dans l'accablement d'un sentiment de détresse, pour rendre hommage au camarade Fulvio Abramo, décédé le 3 mai dernier dans sa ville de São Paulo. Fulvio Abramo était un journaliste, syndicaliste et militant historique du mouvement ouvrier. A 84 ans, il arborait le juste non-conformisme de la jeunesse et la sérénité de ceux qui n'ont pas transigé avec leurs principes pendant toute une vie. Mais tous ceux qui l'ont fréquenté ces dernières années savent que Fulvio n'est pas mort heureux. Militant socialiste depuis 1928 (...) Fulvio luttait, sans compter les sacrifices, pour un monde libre, plus juste, plus respectueux de l'homme. Emprisonné, poursuivi, victime de la discrimination, calomnié, il vit sensiblement mettre à mal sa carrière de journaliste du fait de ses options politiques, qu'il exprima toujours ouvertement, sans compromis.

Mais ce n'était pas pour ça qu'il n'était pas heureux. Fulvio récusait la gigantesque montagne dressée contre les travailleurs au nom du socialisme ainsi que les falsifications de tradition stalinienne contre le marxisme. Il récusait la restriction des libertés au nom du mouvement ouvrier. Son esprit rigoureux et hardi se manifesta jusqu'à ses derniers jours. Fulvio eut encore le temps de voir s'effondrer les mensonges prêchés au nom du socialisme. L'histoire a montré que le mensonge n'avait pas de base dans la réalité, mais Fulvio n'a pas pu cueillir les fruits espérés de cet effondrement. La satisfaction de voir s'écrouler le faux monde socialiste, qu'il avait combattu dès sa jeunesse, fut ternie par la confusion politique et idéologique instaurée depuis la chute du Mur de Berlin. Parce que ceux qui avaient lutté contre le mensonge ne réussissaient pas à se faire entendre et à se faire comprendre et soient eux-mêmes assimilés à ce même effondrement.

Au lieu et place des mensonges dressés au nom du socialisme, Fulvio a vu resurgir de vieilles théories obscurantistes et des versions décadentes d'un capitalisme d'un autre siècle. La lutte qu'il avait engagée a été ample, libératrice, cherchant la critique et la vérité. En tant que socialiste et marxiste, se voyant confondu avec ceux qu'il a toujours combattus, Fulvio n'était pas heureux et cet état d'esprit devenait chez lui protestation appel à ceux qui l'entouraient. Il convient que ceux qui l'ont connu et ont participé de sa longue et fructueuse vie répondent à son appel et n'acceptent pas la confusion entre oppresseurs qui ont échoué et libertaires vaincus, sous la même étiquette de "socialistes". Lutter et chercher la clarification pour la crise théorique et politique de notre temps, garder vivante la flamme du socialisme des hommes libres, c'est la seule façon de rendre hommage à Fulvio Abramo ».

Achévé d'imprimer
d'après les documents fournis,
en décembre 1993
par  IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal décembre 1993
N° d'imprimeur : 6671

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky